

**ARRANGEMENT INTERNATIONAL RELATIF
AU SECTEUR LAITIER**

Onzième rapport annuel

**LE MARCHÉ MONDIAL
DES PRODUITS LAITIERS
1990**



Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Genève, Novembre 1990

Introduction

L'Arrangement international relatif au secteur laitier est entré en vigueur le 1er janvier 1980; il est issu des négociations commerciales multilatérales qui se sont déroulées de 1973 à 1979. Il a en quelque sorte remplacé l'Arrangement concernant certains produits laitiers conclu en 1970. Il a été prorogé au 31 décembre 1991.

Les objectifs de l'Arrangement sont les suivants: réaliser l'expansion et une libéralisation de plus en plus large du commerce mondial des produits laitiers dans des conditions de marché aussi stables que possible, sur la base d'avantages mutuels pour les pays exportateurs et importateurs, et favoriser le développement économique et social des pays en développement. En adoptant ces objectifs, les participants ont reconnu l'importance économique du lait et des produits laitiers pour bon nombre de pays, ainsi que la nécessité d'éviter des excédents et des pénuries et de maintenir les prix à un niveau équitable, et ils ont estimé qu'une meilleure coopération dans le secteur des produits laitiers contribuait à la réalisation des objectifs convenus qui figurent dans la Déclaration de Tokyo du 14 septembre 1973. L'Arrangement s'applique au secteur des produits laitiers, y compris la caséine.

La promotion de ces objectifs s'effectue par le moyen des activités du Conseil international des produits laitiers et des Comités des Protocoles. Deux fois par an, le Conseil procède à une évaluation de la situation des marchés en se fondant sur une documentation de base établie par le secrétariat. Trois protocoles sont annexés à l'Arrangement et en font partie intégrante: le Protocole concernant certaines poudres de lait, le Protocole concernant les matières grasses laitières et le Protocole concernant certains fromages. Ces protocoles fixent des prix minimaux à l'exportation du lait écrémé en poudre, du lait entier en poudre, du babeurre en poudre, des matières grasses laitières anhydres, du beurre et de certains fromages. Les participants se sont engagés à prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions concernant les prix minimaux à l'exportation soient respectées. Les Comités examinent tous les trimestres la situation du marché des différents produits et le respect des dispositions des protocoles par les participants, notamment le respect des prix minimaux à l'exportation. Pendant ses onze années d'application, l'Arrangement s'est révélé un instrument précieux pour rétablir et maintenir l'ordre sur le marché international des produits laitiers.

Au 1er novembre 1990, l'Arrangement comptait les participants suivants: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Bulgarie, Communauté économique européenne, Egypte, Finlande, Hongrie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse et Uruguay. Les représentants d'autres pays suivent les travaux en qualité d'observateurs. Les Etats-Unis ont participé à l'Arrangement jusqu'au 12 février 1985 et l'Autriche jusqu'au 9 juin 1985.

Le présent rapport annuel, le onzième rapport publié en vertu de l'Arrangement, traite de la situation du marché mondial des produits laitiers. Il retrace les faits nouveaux qui se sont produits en 1989 et au premier semestre de 1990 ainsi que les perspectives pour 1990/91. Il se fonde sur les travaux du Conseil et ceux des Comités. Les sources de renseignements sont essentiellement les communications présentées par les participants, complétées par les autres informations connues du secrétariat, qui remercie en particulier la FAO, la FIL, la Commission économique pour l'Europe et l'OCDE pour les documents qu'elles lui ont transmis.

TABEAU 1

Niveaux des prix minimaux à l'exportation

(en dollars des Etats-Unis la tonne métrique f.a.b.)

Produits pilotes	En vigueur à compter du:									
	1er janv. 1980	1er oct. 1980	1er oct. 1981	5 juin 1985	2 oct. 1986	25 juin 1987	23 sept. 1987	23 mars 1988	21 sept. 1988	20 sept. 1989
Lait écrémé en poudre	425	500	600	600	680	765	825	900	1 050	1 200
Lait entier en poudre	725	800	950	830	880	900	950	1 000	1 150	1 250
Babeurre en poudre	425	500	600	600	680	765	825	900	1 050	1 200
Matières grasses laitières anhydres	1 100	1 200	1 440	1 200	1 200	1 200	1 200	1 325	1 500	1 625
Beurre	925	1 000	1 200	1 000	1 000	1 000	1 000	1 100	1 250	1 350
Certains fromages	800	900	1 000	1 000	1 030	1 030	1 120	1 200	1 350	1 500

Les prix minimaux à l'exportation sont fixés pour des produits pilotes dont l'Arrangement précise la définition en tenant compte notamment de la situation régnant sur le marché, des prix des produits laitiers dans les pays producteurs participants, de la nécessité d'assurer des prix équitables aux consommateurs et du fait qu'il est souhaitable d'assurer une rémunération minimale aux producteurs les plus efficaces afin de garantir la stabilité à long terme de l'approvisionnement. De nouveaux prix minimaux sont entrés en vigueur le 20 septembre 1989 pour tous les produits pilotes et n'ont pas été modifiés depuis cette date. Les prix minimaux à l'exportation ne doivent pas être considérés comme étant des prix de marché, mais simplement comme des prix planchers que les participants sont convenus de respecter.

Table des matières

	<u>Page</u>
Aperçu de la situation	4
Evolution de la production mondiale de lait et des politiques laitières nationales	18
Situation du marché des produits laitiers, produit par produit	30
Beurre et matières grasses laitières anhydres	30
Fromages	41
Lait en poudre	47
Autres produits laitiers	58
 <u>GRAPHIQUES</u>	
Produits laitiers - Indice des prix	17
Production de beurre, 1980-1989	32
Exportations de beurre, 1980-1989	35
Beurre: stocks des pays de l'Arrangement, 1980-1990	38
Prix du beurre, 1980-1990	39
Production et exportations de matières grasses laitières anhydres, 1980-1989	40
Prix des matières grasses laitières anhydres, 1980-1990	41
Production de fromages, 1980-1989	42
Exportations de fromages, 1980-1989	44
Fromage: stocks des pays de l'Arrangement, 1980-1990	45
Prix du fromage, 1980-1990	46
Production de lait écrémé en poudre, 1980-1989	48
Exportations de lait écrémé en poudre, 1980-1989	50
Lait écrémé en poudre: stocks des pays de l'Arrangement, 1980-1990	54
Prix du lait écrémé en poudre, 1980-1990	55
Production de lait entier en poudre, 1980-1989	56
Exportations de lait entier en poudre, 1980-1989	57
Prix du lait entier en poudre, 1980-1990	58
 <u>ANNEXE</u>	
<u>Notes explicatives</u>	62
Annexe, Tableau 1: Livraisons de lait	64
Annexe, Tableau 2: Production, consommation, exportations, importations et stocks de beurre	65
Annexe, Tableau 3: Production et exportations de matières grasses laitières anhydres	72
Annexe, Tableau 4: Production, consommation, exportations, importations et stocks de fromages	75
Annexe, Tableau 5: Production, consommation exportations, importations et stocks de lait écrémé en poudre	82
Annexe, Tableau 6: Production et exportations de lait entier en poudre	90

Aperçu de la situation

Quelques indications concernant la situation économique générale

Le commerce mondial des marchandises a établi en 1989 un nouveau record avec 3,1 billions de dollars des Etats-Unis, soit des augmentations de 7 pour cent en volume et de 7,5 pour cent en valeur. Toutefois, la stabilité implicite des valeurs unitaires calculées (en dollars des Etats-Unis) à l'exportation sur le marché mondial est due à plusieurs faits nouveaux, dont la hausse modérée du prix moyen de la plupart des produits faisant l'objet d'échanges internationaux (à l'exclusion du pétrole) et le gain déflationniste résultant de l'appréciation du dollar par rapport à des monnaies de premier plan. Bien que l'expansion se soit ralentie en 1989, la production et le commerce mondiaux ont enregistré de nouveau de forts taux de croissance. Une fois encore, l'investissement intérieur et le commerce des biens d'équipement ont donné une impulsion à la production et au commerce mondiaux. L'accroissement de la production et des échanges s'est poursuivi à un taux de 5 à 6 pour cent en 1990.

Les pays développés et les pays en développement ont enregistré une nouvelle croissance, en volume, de leur commerce en 1989, mais avec un ralentissement modéré du taux de croissance par rapport à 1988. En raison principalement de la désorganisation du commerce et de la production en Europe de l'Est et en URSS, le commerce des pays de l'Est a été stationnaire. Les pays développés ont contribué le plus à l'expansion en volume du commerce mondial en 1989 et le volume des exportations des pays en développement s'est accru lui aussi. Tous les grands groupes de pays ont observé une nette décélération des taux de croissance des exportations et des importations en valeur.

Les exportations des produits manufacturés et des produits des industries extractives ont contribué plus ou moins au ralentissement de la croissance du commerce en 1989. Le commerce des produits manufacturés est resté le moteur de l'expansion du commerce des marchandises, contribuant pour 70 pour cent à l'augmentation générale l'année dernière. En ce qui concerne les produits minéraux, le rapport entre le commerce et la production de combustibles a fortement progressé en 1989. La production agricole en 1989 n'a pas subi le même ralentissement de croissance que la production de produits manufacturés et minéraux et a connu une forte augmentation de 4 pour cent après deux années de croissance réduite ou nulle. Les exportations de produits agricoles ont également augmenté de 4 pour cent et le rapport entre la production et le commerce de ces produits est resté au niveau le plus élevé atteint dans les premières années 80 du fait que les pays exportateurs ont puisé dans leurs stocks.

En ce qui concerne l'emploi, la situation n'a guère changé en 1989. Le taux d'inflation latente dans nombre de pays a de nouveau augmenté en 1989, et l'inflation est restée un gros problème pour un certain nombre de pays. En 1989, le taux d'inflation pour l'ensemble des pays de l'OCDE a été estimé à 4,3 pour cent, contre 3,5 pour cent en 1988. Dans l'ensemble, toutefois, la situation économique mondiale générale est restée

satisfaisante, en raison notamment d'une croissance de la production plus importante que prévue dans un certain nombre de pays développés.

Situation mondiale du secteur laitier

Faits marquants

- La production laitière mondiale a augmenté de 1,3 pour cent de 1988 à 1989, le fléchissement de la production et des livraisons de lait en Amérique du Nord et dans la plupart des pays européens étant compensé par une augmentation de la production dans d'autres régions, notamment en URSS, en Inde et en Océanie. En 1990, la production mondiale de lait a de nouveau augmenté au rythme de 1,5 pour cent, essentiellement par suite d'un accroissement dans la Communauté européenne et aux Etats-Unis.
- Pendant toute l'année 1989, le marché mondial du lait et des produits laitiers est resté relativement équilibré, et les stocks d'intervention de beurre et de lait écrémé en poudre étaient à peu près nuls à la fin de l'année. Toutefois, en 1990, l'équilibre du marché des produits laitiers a cédé sous l'effet d'une forte pression à la baisse des prix, notamment du beurre et du lait écrémé en poudre.
- La production mondiale de beurre a continué à progresser à un taux de 1,4 pour cent en 1989 et la tendance s'est maintenue en 1990. Une forte demande de produits à faible teneur en matières grasses dans de nombreux pays a provoqué la formation d'un excédent substantiel de matières grasses laitières, dont la principale utilisation commerciale était la production de beurre. En outre, la régression persistante et même accélérée de la consommation de beurre en Amérique du Nord et en Europe a gonflé les disponibilités pour l'exportation. En particulier, les prix de détail plus élevés en Europe de l'Est ont entraîné une forte baisse de la demande intérieure de beurre. Des quantités additionnelles de beurre ont été offertes sur les marchés internationaux en 1990/91, ce qui a pesé sur les prix marchands et renforcé la nécessité de procéder à des achats d'intervention.
- En 1989, la production de fromages a encore augmenté de 1,2 pour cent, et cette tendance a persisté en 1990. Une croissance plus forte de la consommation en 1990 a stimulé la demande d'importation et a prolongé l'expansion du commerce des fromages.
- Vers la fin de 1989 et pendant toute l'année 1990, les prix des produits laitiers ont été soumis à la pression des marchés internationaux et certaines offres et ventes de beurre et de lait écrémé en poudre auraient été faites à des prix inférieurs aux prix minimaux à l'exportation convenus. La crise des prix marchands du beurre a eu des effets négatifs sur la vente et les prix d'autres produits laitiers, notamment des poudres, du fait que les ventes de produits laitiers sont souvent liées ou effectuées par les mêmes opérateurs.

- Les Comités des Protocoles institués en vertu de l'Arrangement ont exprimé leur inquiétude quant à cette situation peu satisfaisante, dominée par un marché incertain du beurre, et ont instamment prié les participants de respecter pleinement les prix minimaux à l'exportation. De plus, un appel a été adressé aux non-participants afin qu'ils s'abstiennent d'offrir ou de vendre des produits laitiers à des prix inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés, et en particulier aux prix minimaux convenus à l'exportation. Les prix minimaux à l'exportation n'ont pas été modifiés depuis septembre 1989.

Politiques laitières

Divers événements ont affecté les politiques laitières en 1989 et en 1990. Des progrès substantiels ont été accomplis dans le contexte des négociations d'Uruguay. Lors de l'examen à mi-parcours, en avril 1989, une approche tendant à la mise en place d'un cadre a été approuvée et un accord conclu sur certains éléments à court et à long terme relatifs à l'accès aux marchés et à la concurrence à l'exportation, qui sont interdépendants, et sur des arrangements concernant les réglementations sanitaires et phyto-sanitaires. Un consensus a été trouvé au sujet des politiques agricoles. Celles-ci devraient être plus sensibles aux signaux du marché international pour pouvoir répondre à l'objectif de libéralisation du commerce international, et le soutien et la protection devraient être progressivement réduits et accordés de façon à moins fausser les échanges. Conformément au principe du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, tel qu'il est énoncé dans la Déclaration de Punta del Este, les besoins et la situation particuliers de ces pays devraient être pleinement pris en compte à tous les stades des négociations.

Il a été reconnu que l'objectif est de mettre sur pied un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché, et d'engager un processus de réforme par l'établissement de règles et disciplines du GATT renforcées et rendues plus efficaces dans la pratique. L'objectif à long terme déclaré est d'arriver à des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection de l'agriculture, objectif qui sera atteint par voie de négociation sur des politiques et mesures spécifiques, par la négociation d'engagements concernant une mesure globale du soutien ou par une combinaison de ces approches. Les règles et disciplines du GATT renforcées et améliorées, ainsi que les engagements à négocier, devraient couvrir toutes les mesures touchant directement ou indirectement l'accès des importations et la concurrence à l'exportation. Les négociations devraient couvrir en particulier les droits de douane et les mesures non tarifaires, qu'elles soient appliquées en vertu de dérogations, de protocoles ou d'autres exceptions; toutes les mesures qui ne sont pas explicitement prévues dans l'Accord général; et le domaine de la tarification. Elles devraient aussi couvrir en particulier les mesures de soutien interne qui affectent le commerce; l'aide budgétaire aux exportations; les autres paiements effectués pour des produits exportés; les autres formes d'assistance à l'exportation; enfin, les prohibitions et restrictions à l'exportation.

Dans ces négociations, des facteurs autres que la politique commerciale devraient être pris en compte, ainsi que les propositions visant à répondre aux préoccupations relatives à la sécurité alimentaire. Il a été confirmé que le traitement spécial et différencié des pays en développement devrait faire partie intégrante des négociations, que l'aide gouvernementale au développement agricole et rural était une partie intégrante des programmes de développement des pays en développement et qu'il conviendrait de tenir compte des effets négatifs du processus de réforme sur les pays en développement importateurs de produits alimentaires.

Une première tranche des engagements convenus au sujet du programme de réforme à long terme sera déjà mise en oeuvre en 1991. Plusieurs participants ont présenté des propositions détaillées pour la réalisation de l'objectif à long terme. A la fin de 1990 au plus tard, les participants se mettront d'accord sur le programme de réforme à long terme et sur un délai pour sa mise en oeuvre. Puis, sans tarder, ils notifieront les plans qu'ils auront établis pour remplir les obligations et les engagements convenus. Le programme de réforme sera soumis à une surveillance multilatérale et aux autres procédures nécessaires pour assurer le respect complet des engagements pris dans les négociations.

Concernant les mesures à court terme, il a été convenu que, jusqu'à l'achèvement officiel des négociations sur l'agriculture, en décembre 1990 au plus tard, les participants devraient faire en sorte de ne pas dépasser les niveaux actuels de soutien, sur le plan intérieur et à l'exportation, et de protection dans le secteur agricole. Les prix et niveaux de soutien à la production ne devraient pas être portés au-dessus du niveau enregistré en avril 1989. Jusqu'ici, la plupart des pays de l'OCDE et certains autres ont présenté des notifications comme convenu, expliquant comment ils ont rempli les engagements susmentionnés. Toutefois, les pays en développement n'étaient pas censés souscrire à ces engagements à court terme. L'état du marché en 1989 a beaucoup aidé nombre de pays à se conformer aux éléments à court terme convenus en avril 1989, et l'on peut maintenant insister davantage sur les éléments à long terme.

L'harmonisation des réglementations sanitaires et phytosanitaires des différents pays a été approuvée en tant qu'objectif à long terme, de même qu'un programme de travail contenant les objectifs suivants: - développement de l'harmonisation des réglementations et mesures sanitaires et phytosanitaires sur la base de normes appropriées établies par les organisations internationales compétentes, par exemple la Commission du Codex Alimentarius; - renforcement de l'article XX de l'Accord général, de façon que les mesures destinées à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux soient compatibles avec des preuves scientifiques solides et s'appuient sur des principes d'équivalence appropriés; - examen des procédures de notification et de contre-notification existantes en vue d'assurer la transparence et de faire en sorte que le système de notification soit efficace; - développement d'un processus de consultation et amélioration de l'efficacité du processus de règlement des différends dans le cadre du GATT, de façon que l'on dispose des compétences et des jugements scientifiques

nécessaires, en faisant appel aux organisations internationales compétentes; - détermination des effets possibles sur les pays en développement et évaluation de la nécessité d'une assistance technique; - examen des possibilités de mise en oeuvre du programme ci-dessus dans le contexte des éléments à court terme.

Diverses mesures portant sur les prix du lait ont continué de jouer un rôle important dans les politiques laitières en 1989. De nouveaux efforts ont été entrepris pour limiter les dépenses publiques au titre du soutien des prix laitiers. Les prix de soutien, les prix indicatifs et les paiements anticipés ont été maintenus à leur niveau antérieur ou même diminués. Des systèmes de quotas ont pris effet par le biais de systèmes de double prix, de pénalités à la production dépassant les quotas et de prélèvements à la production perçus pour financer des interventions sur le marché et couvrir les pertes sur les exportations d'excédents.

De nombreux pays ont également poursuivi leurs efforts pour encourager ou faciliter les changements structurels de l'industrie laitière et accroître sa productivité. Si certains pays cherchaient à accroître la productivité et l'efficacité de ce secteur, d'autres voulaient peut-être en préserver la structure, par exemple en restreignant l'effectif du cheptel et en facilitant ainsi une limitation des livraisons totales de lait, ou adapter de quelque autre manière la capacité au marché. Néanmoins, le nombre d'exploitations laitières et de vaches laitières a continué de baisser dans de nombreux pays.

Conformément à l'objectif général d'amélioration du niveau nutritionnel et de diversification de l'agriculture, un rang de priorité élevé a continué d'être accordé à la production, à la commercialisation et à la consommation de lait et de produits laitiers dans les plans de développement et dans les plans concernant l'agriculture des pays en développement. Les importations d'animaux reproducteurs à haut rendement, ces dernières années, et l'introduction de meilleures pratiques en matière d'affouragement ont entraîné un accroissement de la production de lait dans de nombreux pays en développement. A titre d'exemple, on peut citer l'Inde, qui projette de doubler sa production de lait d'ici l'an 2000, laquelle atteindra 80 millions de tonnes.

De nouveaux efforts ont été entrepris pour encourager une amélioration de la qualité des produits et adapter leur gamme aux tendances de la demande et de la consommation. On s'est attaché à empêcher les contaminations accidentelles, quelles qu'elles soient, pour garantir l'innocuité des produits laitiers destinés à la consommation.

Les événements politiques en Europe de l'Est ont eu un impact important sur le marché laitier. Les changements de politique économique ont entraîné une hausse des prix de détail et fortement réduit la demande sur le plan intérieur. Les disponibilités en produits laitiers pour l'exportation ont augmenté de façon substantielle, notamment en ce qui concerne le beurre. Des problèmes persistants de balance des paiements ont fait que des produits ont été offerts à l'exportation à bas prix et sur de

nouveaux marchés, dans le but d'obtenir des paiements en monnaies convertibles.

Les événements du Proche-Orient, notamment l'embargo sur le commerce avec l'Irak et le Koweït, ont eu des effets négatifs sur le commerce de produits laitiers pendant les derniers mois de 1990. Ces marchés absorbaient, ces dernières années, quelque 50 000 tonnes de poudres, 20 000 tonnes de fromages et 10 000 tonnes de beurre et de matières grasses laitières anhydres. Il se peut toutefois que, simultanément, le pouvoir d'achat dans les autres pays de l'OPEP, qui s'est renforcé à la suite de la hausse des prix du pétrole, ait stimulé dans certains pays la demande d'importation de produits laitiers.

D'aucuns continuent de craindre que la situation actuelle du marché mondial des produits laitiers, qui se caractérise par des prix relativement élevés, une baisse sensible de la consommation de beurre et une expansion de la production, n'aboutisse à une augmentation des disponibilités pour l'exportation. On pense qu'à moyen terme le potentiel de production de lait pourrait être beaucoup plus important que ne l'indiquent les projections et les prévisions. Les améliorations génétiques, l'offre abondante d'aliments pour les animaux et les progrès technologiques, dus essentiellement à l'utilisation accrue des hormones de croissance, pourraient conduire à une forte augmentation de la production. L'autorisation de commercialiser ces hormones n'a pas encore été accordée dans les grands pays producteurs de lait, les consommateurs s'opposent vivement à leur utilisation et l'on craint que l'administration accrue d'hormones de croissance aux vaches laitières ne suscite une réaction négative de la demande. Manifestement, il y a toujours le risque que l'offre progresse de nouveau plus vite que la demande d'importation et la consommation, dont la croissance est régulière mais néanmoins limitée. En outre, il est impératif de ne pas stimuler indûment la production par des mesures de soutien et de protection. Une certaine inquiétude a été également exprimée concernant le fait que les systèmes de quotas n'avaient pas toujours découragé la production hors quotas.

L'augmentation régulière de la demande de certains produits laitiers - en particulier fromages et protéines laitières - et la hausse de leurs prix ont entraîné également un accroissement de la production et des ventes d'un large éventail d'imitations et de produits de substitution. Cette évolution pose, ou risque de poser, des problèmes pour la commercialisation des produits laitiers traditionnels dans des conditions de concurrence loyale, ainsi que pour la protection des intérêts des consommateurs. Les imitations de produits laitiers contiennent souvent, à des degrés divers, des composants du lait entrant pour beaucoup dans la composition d'un grand nombre de produits alimentaires, comme la caséine, le lactosérum et le lait écrémé en poudre. En outre, l'industrie laitière moderne comporte de nombreux secteurs et produits nouveaux. Il arrive fréquemment que, dans un certain nombre de produits laitiers comme ceux à faible teneur en matières grasses, les composants du lait, surtout les matières grasses, soient remplacés par d'autres ingrédients, en particulier d'origine végétale. Il est donc difficile d'établir une ligne de démarcation entre ce qui devrait

être désigné comme étant un produit laitier et ce qui devrait être désigné comme un produit autre que laitier.

Lait et production laitière

En 1989, la production mondiale s'est chiffrée à 531 millions de tonnes (y compris le lait de brebis, de chèvre et de bufflesse), soit 1,3 pour cent de plus qu'en 1988. Grâce aux efforts persistants de la Communauté européenne et d'autres pays européens en vue de limiter la production de lait, une nouvelle baisse a été enregistrée dans ce secteur. La production n'a que peu varié dans d'autres pays en Europe, en Afrique et en Amérique latine. Le fléchissement de la production de la Communauté européenne a cependant été plus que compensé par la poursuite de la progression enregistrée en URSS et en Inde. La production de lait a aussi augmenté en Océanie et en Pologne. Toutefois, en Amérique du Nord, la tendance à la hausse s'est renversée et la production de lait a légèrement diminué malgré un nouvel accroissement de la productivité. En URSS, la production de lait a de nouveau augmenté de 1,2 pour cent en 1989. En Inde, elle devrait avoir progressé fortement en 1989 (6,5 pour cent), et il y a eu des augmentations substantielles dans d'autres pays en développement d'Asie.

En 1990, la production mondiale de lait devrait augmenter encore de 1,5 pour cent par suite de l'amélioration des techniques de production laitière, de l'abondance des approvisionnements en fourrage, des progrès de la génétique et des prix rémunérateurs. Les livraisons de lait dans la Communauté européenne ont enregistré au premier semestre de 1990 une augmentation de 0,9 pour cent par rapport à la même période de 1989. La production de lait ne devrait varier que de façon mineure dans les autres pays européens, ainsi que dans des pays d'Afrique et d'Amérique latine. De nombreux pays se sont efforcés d'accroître leur production de lait, mais les progrès ont été en partie effacés par les effets négatifs de la situation tendue de l'offre d'aliments pour animaux et de leurs coûts élevés.

Les projections à moyen terme comportent une part considérable d'incertitude. La somatotrophine est peut-être déjà commercialisée dans plusieurs pays et son administration aux bovins, conjuguée aux progrès de la science et à l'amélioration de la génétique et de la gestion de la production, pourrait stimuler la productivité dans le secteur du lait au cours des cinq prochaines années.

Après s'être stabilisée en 1988, la production mondiale de beurre et d'huile de beurre a augmenté de 1,6 pour cent en 1989, se chiffrant à 7,61 millions de tonnes. Il y a eu une augmentation de la production de beurre en Amérique du Nord, en URSS et dans les pays en développement. Cette augmentation a cependant été partiellement compensée par une stabilité relative de la production des participants à l'Arrangement, en particulier de celle de la Communauté européenne, qui a été stable. Pour 1990, on prévoit que la production mondiale de beurre progressera de 1,5 pour cent, car la production de lait devrait croître et la consommation

s'orienter vers les produits laitiers à plus faible teneur en matières grasses. L'évolution de la production et des ventes de produits à faible teneur en matières grasses a généralement eu pour résultat d'accroître les disponibilités de beurre pour l'exportation, tendance particulièrement manifeste en Europe et en Amérique du Nord.

La production mondiale de fromages a continué de progresser en 1989, totalisant 14,48 millions de tonnes (tous types de fromages confondus). La tendance a été très similaire dans toutes les régions, mais avec des variations d'un pays à un autre. Dans la plupart des pays, la production de fromages a été encouragée par les perspectives généralement favorables du marché et sa progression s'est poursuivie en 1990.

En 1989, la production mondiale de lait écrémé en poudre a reculé pour la troisième année consécutive, en partie du fait de la persistance d'une forte demande de produits à faible teneur en matières grasses, entraînant par conséquent une diminution de la quantité de lait écrémé disponible pour la déshydratation. Avec 3,8 millions de tonnes, la production de 1989 a été de 18 pour cent inférieure à la moyenne de 1981-83. En 1990, la production mondiale de lait écrémé en poudre a eu tendance à se redresser légèrement, notamment dans les grandes régions productrices, à savoir l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et l'Océanie. La production mondiale de lait entier en poudre est restée stable en 1989. La production a augmenté en Argentine et aux Etats-Unis, mais elle a diminué en Nouvelle-Zélande. Elle est restée relativement stable dans la Communauté européenne et en Australie.

Des réglementations relatives à l'environnement interdisant l'évacuation du lactosérum comme déchet et la réduction de l'offre de lait écrémé en poudre ont stimulé la production de lactosérum en poudre, notamment dans la Communauté européenne, en Australie, au Canada et aux Etats-Unis.

La production mondiale de lait condensé et de lait concentré non sucré a fléchi ces dernières années, ces produits étant de plus en plus remplacés sur le marché par le lait entier en poudre. Pour 1989, un fléchissement a été signalé dans la Communauté européenne et en Amérique du Nord. La demande est restée assez soutenue sur les marchés internationaux en 1989, mais du fait de la diminution des quantités de lait destinées à la transformation, la production a baissé, l'Australie étant la principale exception.

La production mondiale de caséine a atteint 216 000 tonnes en 1989, soit 10 pour cent de moins qu'en 1988. Cette forte baisse a été due principalement à une diminution substantielle de la production de la Communauté européenne, production qui a continué de fléchir en 1990. Malgré les prix élevés de la caséine, la production de lait écrémé en poudre est apparue plus rentable. Par ailleurs, l'avenir du marché de la caséine était incertain. Les mesures prises par la Communauté au second semestre de 1990 pour stimuler la production de caséine pourraient entraîner une augmentation de l'offre en 1990-91.

Consommation

La consommation mondiale de lait et de produits laitiers frais, qui avait progressé à un rythme annuel d'environ 1 pour cent les années précédentes, a enregistré en 1988 et en 1989 une augmentation plus forte de 1,5 à 2 pour cent. Il y a eu en outre une vive demande de produits à faible teneur en matières grasses dans la plupart des régions du monde. Dans un certain nombre de pays, la consommation de lait frais a varié en fonction des livraisons.

Durant les années 80, la consommation de beurre a très peu varié en moyenne. La consommation mondiale par habitant s'est maintenue à 2,8 kg. Cette tendance n'a pas été affectée par le recours de plus en plus fréquent aux mélanges à tartiner de beurre et d'huile végétale. Toutefois, en 1989, la consommation mondiale a baissé de 2 pour cent, voire davantage dans certaines régions, notamment en Europe occidentale et en Amérique du Nord. La tendance à préférer les mélanges à tartiner et les mélanges à faible teneur en matières grasses s'est accélérée en 1989. Cette évolution découle de plusieurs facteurs, dont la modification des préférences des consommateurs qui se tournent vers des produits dont le taux de cholestérol et de matières grasses est faible ou nul, et les modifications de la législation qui autorisent la vente de mélanges aux consommateurs. A court terme et à moyen terme, cette tendance semblait devoir se poursuivre ou même s'accélérer. En 1990, la hausse des prix de détail dans les pays de l'Europe de l'Est a eu des effets négatifs sur la consommation de beurre, qui dans certains cas est tombée de moitié par rapport à son niveau précédent.

La tendance à la hausse de la consommation de fromages s'est maintenue en 1989, de nouvelles augmentations s'étant produites dans la plupart des pays. Toutefois, la progression a été en général nettement plus forte pour les spécialités fromagères que pour les fromages traditionnels. La grande variété des fromages offerts et la poursuite active de la mise au point de produits (notamment de fromages à faible teneur en matières grasses) ont été les principales raisons de l'évolution positive de la consommation de fromages. La consommation mondiale de fromages par habitant augmente à un taux annuel moyen de 2 pour cent depuis le début des années 80; elle pourrait continuer de croître au même rythme dans le proche avenir. La consommation de fromages par habitant a beaucoup varié d'un pays à un autre; elle a été particulièrement élevée dans certains pays d'Europe occidentale et en Amérique du Nord, où elle a aussi enregistré l'augmentation annuelle la plus forte. La tendance générale à la hausse s'est maintenue en 1990, bien que le taux de croissance semble avoir légèrement baissé.

En 1989, la consommation mondiale de lait écrémé en poudre a régressé sous l'effet d'une diminution de l'offre et d'une hausse des prix, à laquelle les producteurs d'aliments pour animaux en particulier ont réagi. La contraction de l'offre de lait écrémé en poudre a entraîné une substitution progressive par du lait entier en poudre dans le secteur alimentaire, par du lactosérum en poudre et peut-être aussi par de la farine de soja pour l'alimentation des animaux. La consommation de lait entier en poudre a de nouveau progressé en 1989.

Commerce

Après avoir atteint le niveau record de 1 million de tonnes en 1988, les exportations mondiales de beurre sont tombées en 1989 à quelque 800 000 tonnes. Toutefois, en 1989, toutes les ventes se sont effectuées dans le cadre de transactions commerciales normales tandis qu'en 1988 les exportations étaient composées, en grande partie, de livraisons au titre de dérogations. A partir de la fin de 1989, la demande d'importation a fléchi, reflétant une baisse persistante de la consommation de matières grasses laitières dans de nombreux pays.

Les exportations mondiales de fromages ont poursuivi leur progression en 1989, atteignant alors 870 000 tonnes, par suite d'une augmentation des importations de la Communauté européenne et des Etats-Unis, et d'un accroissement de la demande d'importation des pays de l'OPEP et d'autres pays en développement comme le Brésil, qui a largement contrebalancé la diminution de 2 pour cent des importations du Japon. La tendance générale à l'expansion s'est maintenue en 1990 et les ventes sur certains marchés ont fortement augmenté.

Les exportations mondiales de lait écrémé en poudre ont encore diminué de 20 pour cent en 1989, pour se chiffrer à 950 000 tonnes. Les brusques baisses enregistrées par la Communauté européenne et les Etats-Unis n'ont pas été compensées par la hausse des exportations de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Néanmoins, la demande d'importation de certains pays en développement comme le Mexique et le Brésil est demeurée forte.

La tendance à la hausse des exportations de lait entier en poudre s'est inversée en 1989, année où les exportations mondiales sont tombées à 880 000 tonnes. Toutefois, en volume, le lait entier en poudre a été le produit laitier le plus important dans le commerce international. La part du marché mondial détenue par la Communauté européenne a été de plus de 60 pour cent et celle de la Nouvelle-Zélande de quelque 15 pour cent. Les autres gros fournisseurs du marché mondial ont été l'Australie et l'Argentine et, dans une moindre mesure, la Finlande et l'Autriche.

En 1989, le marché international du lactosérum en poudre a été activé par l'offre. Bien que la demande ait été stimulée par une diminution de l'offre de lait écrémé en poudre, les producteurs d'aliments composés pour animaux n'ont pas pu absorber l'offre supplémentaire. Le commerce mondial de lait concentré a continué de régresser en 1989. Les exportations mondiales de caséine ont encore reculé en 1989, sous l'effet notamment d'une nouvelle baisse de 10 000 tonnes des importations des Etats-Unis.

Aide alimentaire

La diminution des livraisons et des stocks excédentaires a eu des effets négatifs sur les dons de produits laitiers effectués au titre de programmes d'aide alimentaire. Les expéditions de produits laitiers au titre de l'aide alimentaire, notamment celles de la Communauté européenne et des Etats-Unis (les principaux donateurs) ont encore régressé en volume en 1989. Alors qu'elles avaient atteint près de 400 000 tonnes (poids des

produits) en moyenne au début des années 80, elles sont tombées, selon les estimations, à moins de 100 000 tonnes en 1989. Parallèlement, la hausse des prix devait alourdir les dépenses et rendre plus difficile le financement de l'aide alimentaire dans le secteur des produits laitiers. Dans ce contexte, on a émis l'opinion qu'il conviendrait peut-être d'abandonner l'idée que les stocks excédentaires étaient une source acceptable d'aide alimentaire et que des prix plus réalistes sur le marché international des produits laitiers pourraient stimuler l'expansion de la production dans les pays en développement.

Stocks

La réduction des livraisons de lait, notamment en Europe occidentale, et l'accroissement des exportations de produits laitiers ont continué d'avoir des effets très importants sur les stocks en 1989, notamment sur ceux de beurre et de lait écrémé en poudre. A la fin de 1989, les stocks de beurre dans la Communauté européenne, en Amérique du Nord et en Océanie étaient d'environ 11 pour cent inférieurs à ceux qui existaient un an auparavant, et ceux de lait écrémé en poudre représentaient le quart de ce qu'ils étaient à la fin de 1988. Il s'est produit une certaine reconstitution des stocks de beurre en 1989, mais ceux de lait écrémé en poudre sont restés bas. De toute façon, les stocks d'intervention publics sont demeurés faibles, exception faite d'une certaine accumulation des stocks de beurre de la CCC aux Etats-Unis. Les stocks d'intervention de la Communauté européenne étaient très bas à la fin de 1989, mais ils ont commencé à se reconstituer en 1990, à la suite de la forte baisse de la demande intérieure et de l'incapacité des exportateurs de la Communauté européenne à rivaliser sur les marchés internationaux. Les stocks de beurre constitués au 1er juillet 1990 dans la Communauté européenne, en Amérique du Nord et en Océanie n'ont, dans l'ensemble, guère varié par rapport à l'année précédente, mais, avec 500 000 tonnes, ils sont considérés comme étant élevés. A la même date, les stocks de lait en poudre écrémé, de 270 000 tonnes, ont doublé par rapport au 1er juillet 1989. L'augmentation des stocks de ces deux produits qui pourrait résulter de la chute de la demande a suscité de l'inquiétude.

Prix internationaux

Une diminution de l'offre et des stocks de report ont entraîné une nouvelle amélioration des prix des matières grasses laitières en 1989. Au cours des neuf premiers mois de l'année, les prix du beurre frais ont oscillé entre 1 750 et 2 100 dollars EU la tonne f.a.b. et ceux des matières grasses laitières anhydres entre 1 900 et 2 500 dollars EU la tonne f.a.b. Néanmoins, les prix ont commencé à fléchir quelque peu vers la fin de l'année, où ils ont varié de 1 650 à 2 000 dollars EU la tonne f.a.b. pour le beurre et de 2 050 à 2 200 dollars EU la tonne f.a.b. pour les matières grasses laitières anhydres.

Les prix du beurre sur les marchés internationaux ont continué de baisser en 1990 et certaines offres et ventes auraient été effectuées à des prix inférieurs aux prix minimaux. Au cours du troisième trimestre

de 1990, les prix du beurre oscillaient entre 1 350 dollars EU et 1 450 dollars EU la tonne f.a.b. et ceux des matières grasses laitières anhydres entre 1 625 dollars EU et 1 850 dollars EU la tonne f.a.b. Lors des réunions des Comités des Protocoles en 1990, les participants ont réaffirmé leur détermination de défendre le niveau existant des prix minimaux à l'exportation et de se conformer à leurs obligations en vertu des Protocoles. Les participants ont été instamment priés de prendre les mesures nécessaires en vue de faire respecter complètement toutes les dispositions de l'Arrangement international relatif au secteur laitier, notamment celles qui se rapportent aux prix minimaux à l'exportation. On a aussi fait appel aux non-participants afin qu'ils n'offrent pas et ne vendent pas de produits laitiers à des prix inférieurs aux prix marchands en vigueur et en particulier aux prix minimaux à l'exportation convenus. Lors de l'examen annuel du niveau des prix minimaux, en septembre 1990, les prix minimaux à l'exportation du beurre et de l'huile de beurre ont été maintenus à leurs niveaux actuels, et les participants ont été une nouvelle fois instamment priés de les respecter.

Les prix des fromages sont restés assez élevés en 1989, les prix du Cheddar oscillant entre 1 900 dollars EU et 2 400 dollars EU la tonne f.a.b., ce qui représentait une légère diminution par rapport au niveau record auquel ils s'étaient établis vers la fin de 1988. Les prix ont fléchi pendant les neuf premiers mois de 1990 pour s'établir entre 1 500 dollars EU et 1 950 dollars EU la tonne f.a.b. au cours du troisième trimestre. Lors de l'examen de septembre 1990, le prix minimal à l'exportation n'a pas été modifié.

Au cours des trois premiers trimestres de 1989, les prix du lait écrémé en poudre se sont stabilisés dans une fourchette de 1 700 à 1 950 dollars EU la tonne f.a.b., et ceux du lait entier en poudre entre 1 800 et 2 000 dollars EU la tonne f.a.b. Au quatrième trimestre, les prix ont légèrement fléchi, oscillant entre 1 700 et 1 900 dollars EU la tonne f.a.b. pour le lait écrémé en poudre et entre 1 750 et 1 950 dollars EU la tonne f.a.b. pour le lait entier en poudre. Les prix des laits en poudre ont fléchi au cours des trois premiers trimestres de 1990, par suite de l'affaiblissement de la demande internationale et de la disponibilité de ressources nouvelles en provenance de certains pays d'Europe de l'Est à des prix très bas. Au cours du troisième trimestre de 1990, les prix du lait écrémé en poudre sont tombés à 1 300-1 450 dollars EU la tonne f.a.b., et ceux du lait entier en poudre à 1 250-1 400 dollars EU la tonne f.a.b. On notera que le prix du lait écrémé en poudre était plus élevé que celui du lait entier en poudre. Une certaine quantité de lait en poudre aurait été offerte et vendue à des prix inférieurs au prix minimal à l'exportation. Lors de l'examen de septembre 1990, les prix minimaux à l'exportation des poudres de lait visées par le Protocole n'ont pas été modifiés.

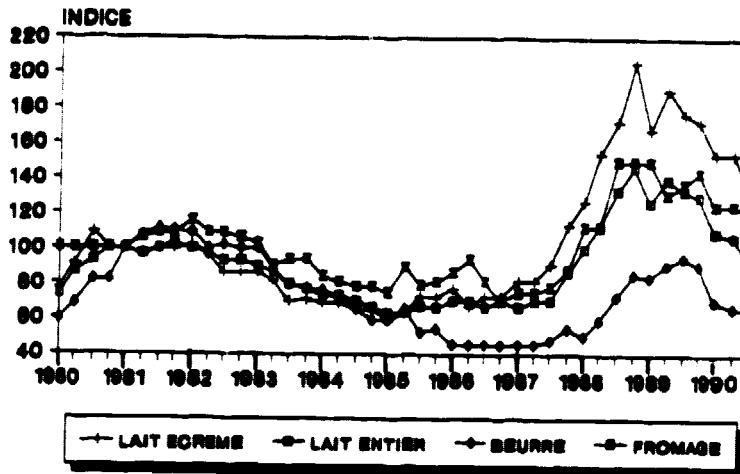
Au début de 1989 et de nouveau au début de 1990, les prix du lait condensé ont été relevés, mais ils sont restés stables pendant l'année. L'offre de caséine restant limitée, les prix ont régulièrement monté en 1988 pour avoisiner 5 600 dollars EU la tonne en décembre 1988, soit près du double du prix pratiqué un an plus tôt. Ils sont restés à ce

niveau durant le premier semestre de 1989. Néanmoins, les prix de la caséine destinée à un usage technique et de la caséine alimentaire se sont détendus quelque peu dès la fin de 1989, et en août 1990 ils étaient revenus à 4 400 dollars EU la tonne, en raison probablement de la réaction des utilisateurs face aux prix élevés. Les prix du lactosérum ont subi le contrecoup d'une offre abondante au milieu de 1989, qui les a ramenés à la moitié de leurs niveaux de 1988, mais ils se sont raffermis vers la fin de 1989. Toutefois, ils ont de nouveau fléchi pendant les neuf premiers mois de 1990.

Les perspectives du marché pour 1990/1991 donnent à penser que les prix de certains produits laitiers, notamment des fromages, pourraient conserver leurs niveaux actuels. Toutefois, la situation reste incertaine pour le beurre, les matières grasses laitières anhydres, le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre.

Il y a maintenant onze ans que l'Arrangement est appliqué et il est considéré comme un moyen précieux pour imposer une discipline concertée en matière de fixation des prix à l'exportation, contribuant ainsi au maintien d'une certaine stabilité des marchés et des recettes et atténuant les effets négatifs des difficultés temporaires rencontrées sur le marché. Pendant cette période, les prix du marché sont passés par diverses phases. Au début des années 80, le marché mondial des produits laitiers était relativement équilibré. A partir de 1982, il y a eu une période caractérisée par une augmentation de la production mondiale de lait sans augmentation de la demande, et une accumulation de stocks excédentaires, notamment de beurre et de lait écrémé en poudre. Ces stocks sont restés importants et ont fait baisser les prix de tous les produits laitiers à peu près jusqu'en 1986-87. Il y a eu ensuite une reprise générale, d'abord pour les poudres de lait et les fromages, puis pour le beurre et les matières grasses laitières anhydres. Les prix des poudres de lait et des fromages ont atteint de nouveaux records en 1988, mais ceux du beurre et des matières grasses laitières anhydres, bien que s'étant considérablement redressés, n'ont pas retrouvé leurs niveaux du début des années 80. Au début de 1990, les prix des matières grasses laitières ont fléchi et, dans une certaine mesure aussi, ceux des poudres et des fromages. Il existe peu de produits de substitution pour les protéines du lait et, même au prix le plus élevé, celles-ci restent très compétitives par rapport aux protéines végétales, par exemple. Tel n'est pas le cas des matières grasses laitières, qui sont fortement concurrencées par les matières grasses d'origine végétale. En outre, la demande de matières grasses en général se trouve limitée en raison des principes diététiques qui prévalent actuellement, lesquels favorisent par ailleurs la demande de protéines du lait, comme le démontre l'évolution récente des prix des poudres, le lait écrémé en poudre pour la recombinaison se vendant plus cher que le lait entier en poudre. L'évolution des prix du marché et les modifications des prix minimaux convenus à l'exportation font apparaître clairement les différences entre les tendances des marchés des diverses composantes du lait.

PRODUITS LAITIERS - INDICE DES PRIX (Base: 1er trimestre 1981=100)



• Niveau maximum de l'échelle des prix

TABLEAU 2

Prix internationaux (1988-1989-1990)

(dollars des Etats-Unis la tonne f.a.b.)

Produits	1988	1989		1990		
	Janvier-décembre	Janvier-juin	Juillet-décembre	Janvier-mars	Avril-juin	Juillet-septembre
Lait écrémé en poudre ^a	1 300-2 270	1 700-2 100	1 800-1 950	1 600-1 700	1 500-1 700	1 300-1 450
Lait entier en poudre	1 400-2 200	1 800-2 100	1 750-2 000	1 550-1 650	1 400-1 600	1 250-1 400
Matières grasses laitières anhydres ^b	1 325-2 100	1 900-2 300	2 050-2 500	1 625-1 950	1 625-1 930	1 625-1 850
Beurre ^a	1 100-1 880	1 750-2 000	1 650-2 100	1 450-1 550	1 350-1 460	1 350-1 450
Fromage Cheddar ^c	1 400-2 400	1 900-2 400	1 900-2 300	1 700-2 000	1 700-2 000	1 500-1 950

^a En 1990, certaines ventes de lait en poudre écrémé destiné à l'alimentation animale ont été effectuées à des prix inférieurs à la fourchette indiquée, en vertu d'une dérogation accordée au titre de l'article 3.5 du Protocole concernant certaines poudres de lait.

^b En 1988, une quantité importante de vieux beurre et de matières grasses laitières anhydres a été vendue à des prix inférieurs aux fourchettes indiquées, en vertu d'une dérogation accordée au titre de l'article 7.1 du Protocole concernant les matières grasses laitières.

^c Jusqu'à fin 1988 et au début de 1990, quelques ventes de fromages de qualité inférieure à la qualité normale pour l'exportation ont été effectuées à des prix inférieurs à la fourchette indiquée, conformément à l'article 7.2 du Protocole concernant certains fromages.

Evolution de la production mondiale de lait et des politiques laitières nationales

La production mondiale de lait (y compris le lait de bufflesse, de brebis et de chèvre) s'est établie à 531 millions de tonnes en 1989, soit 1,3 pour cent de plus que l'année précédente. Dans la plupart des pays d'Europe occidentale et au Canada, la production a continué d'être continuentée. Aux Etats-Unis, elle s'est ressentie de la sécheresse et de la hausse des prix des aliments pour animaux. Elle a augmenté en Océanie.

La production mondiale de lait durant le premier semestre de 1990 a été supérieure de 1,5 pour cent à celle de la période correspondante de 1988 et une augmentation du même ordre était attendue pour l'ensemble de 1990. Une progression a été enregistrée en Europe occidentale, en Amérique du Nord et du Sud, en Océanie, au Japon, en Inde et en URSS. La production de lait a reculé en Europe orientale en raison de l'insuffisance de l'approvisionnement en aliments pour animaux et des difficultés économiques générales.

Les livraisons de lait dans la Communauté européenne ont atteint 98,50 millions de tonnes en 1989, soit une baisse de 0,7 pour cent par rapport à l'année précédente. Les effectifs ont diminué, passant de 23,5 millions de vaches en 1988 à 23,1 millions en 1989, mais la productivité par vache s'est accrue, passant de 4 552 à 4 654 kg au cours de la même période. Pour 1990, les livraisons de lait devraient progresser de 0,6 pour cent pour atteindre 99,10 millions de tonnes. A moyen terme, toutefois, les livraisons devraient se stabiliser aux alentours de 99 millions de tonnes à partir de 1991, soit environ 12 millions de tonnes de moins que le volume théorique calculé pour 1992 par extrapolation des tendances observées avant l'introduction des quotas en 1984. Les rendements devraient progresser de 1,8 pour cent par an et atteindre quelque 5 100 kg par vache et par an d'ici à 1995. Les effectifs continueront de diminuer, les projections pour 1995 tablant sur 21 millions de têtes, soit 7 millions de moins qu'en 1983. Cette réduction pourrait être accentuée par de nouvelles mesures destinées à encourager certains exploitants à abandonner la production de lait. Cependant, de nouvelles améliorations des rendements et des techniques d'alimentation des animaux pourraient entraîner une hausse de la production. Suite à la réunification allemande, toutefois, les prévisions pour la production de lait de la Communauté devraient être globalement révisées à la hausse de près de 10 pour cent.

Le système communautaire des quotas a été reconduit jusqu'en mars 1992. Les limitations au système d'intervention applicable au beurre et au lait écrémé en poudre ont elles aussi été reconduites pour la même période. La suspension de 5,5 pour cent des quantités de référence sera maintenue et des indemnités seront versées aux producteurs. Afin de tenir compte des besoins des producteurs "SLOM", il leur a été attribué 502 000 des 600 000 tonnes au total qui pouvaient faire l'objet d'une redistribution.

En décembre 1989, la réserve contingentaire pour la campagne laitière 1989/90 a été augmentée d'un peu plus de 1 million de tonnes, qui seront attribuées par les Etats membres à des cas "prioritaires" au plan national. Certaines autres mesures ont été adoptées pour contrebalancer les effets de cette augmentation: réduction de 2,5 pour cent du prix d'intervention du beurre et de 0,75 pour cent du prix d'intervention du lait écrémé en poudre à compter du 1er mars 1990, et relèvement du prélèvement additionnel de 100 à 115 pour cent du prix indicatif à compter du 1er avril 1990. De plus, il a été décidé de suspendre de façon permanente 1 pour cent des 5,5 pour cent du quota qui faisaient l'objet d'une suspension temporaire. Le montant de l'indemnité versée aux producteurs par point de pourcentage suspendu sera ajusté à la hausse de façon que le montant net de l'indemnité reste le même.

Pour la campagne laitière 1990/91, le prix indicatif du lait a été fixé à 26,81 ECU les 100 kg, soit une baisse de 3,7 pour cent par rapport à la campagne 1989/90. Le prélèvement de coresponsabilité est resté inchangé à 1,5 pour cent du prix indicatif. Le mécanisme de rachat des quotas permettra désormais de redistribuer des quotas aux petits producteurs dans toutes les régions et pas seulement dans les régions défavorisées et montagneuses. Une échéance sera fixée pour la mise au point définitive des modalités d'attribution de contingents laitiers à titre temporaire dans le cadre de la révision générale du système contingentaire. Un rapport général sur le fonctionnement du système de contingents sera publié d'ici à fin 1990.

En Finlande, les livraisons de lait en 1989 ont été de l'ordre de 2,62 millions de tonnes, soit un peu plus qu'en 1988, grâce à des conditions climatiques favorables et à une augmentation du rendement par vache. D'après les prévisions, la production de lait se situera à 2,68 millions de tonnes en 1990, en hausse de 2,3 pour cent par rapport à 1989. La Loi relative aux quotas laitiers a été révisée, à la suite de quoi les pénalités pour dépassement des quotas ont été réduites et la part des quotas libres accrue. La législation actuelle a été prorogée jusqu'à fin 1990 avec certaines modifications, et le régime de double prix maintenu.

En Norvège, les livraisons totales de lait ont atteint en 1989 1,98 million de tonnes, en progression de 1,7 pour cent, et devraient se maintenir à ce niveau en 1990.

En Suède, on estime que les livraisons de lait seraient passées de 3,35 millions de tonnes en 1988 à 3,42 millions de tonnes en 1989, soit une augmentation de 1,9 pour cent. Le régime de double prix introduit à titre d'essai pour une période de trois ans allant de juillet 1985 à juin 1988 était destiné à décourager les excédents de production. Toutefois, dans la pratique, son incidence a été plus forte que ce qui avait été initialement prévu. Ainsi, la production de lait a diminué, ce qui a réduit le coût de l'écoulement des excédents, et les producteurs ont été davantage rémunérés. Le régime de double prix a toutefois cessé d'être appliqué à compter du 1er juillet 1989. De ce fait, les livraisons de lait ont augmenté de 1,9 pour cent sur l'année, avec 3,41 millions de tonnes et elles devraient

encore progresser de 2,3 pour cent en 1990, avec 3,49 millions de tonnes, pour se stabiliser toutefois ensuite à 3,45 millions de tonnes. Une nouvelle politique des produits alimentaires, fondée sur le principe que l'agriculture devrait être assujettie aux mêmes conditions que les autres secteurs, a été adoptée en juin 1990. Le Parlement a décidé qu'au 1er janvier 1991, il serait mis fin aux subventions à la consommation pour le lait et les produits laitiers. Pour les producteurs, il y aura une période de transition de cinq ans durant laquelle les mesures internes de contrôle des prix (y compris les subventions à l'exportation) seront supprimées. En outre, les mesures internes de contrôle comprennent un mécanisme de péréquation de la rentabilité visant à éliminer les écarts de rentabilité entre différents produits. La suppression complète du mécanisme de péréquation au 1er juillet 1995 signifierait que les prix seraient fixés en fonction des coûts de production.

En Suisse, les livraisons de lait en 1989 ont atteint 3,07 millions de tonnes, soit 2,5 pour cent de plus que l'année précédente. Durant les huit premiers mois de 1990, toutefois, elles ont reculé de 3,5 pour cent par rapport à 1989. On prévoit que l'effectif des vaches laitières décroîtra dans les années à venir alors que les rendements continueront d'augmenter. Des primes ont été versées au titre de la non-commercialisation du lait ou de sa transformation en fromage, dont le prix est relativement plus élevé sur les marchés intérieur et internationaux. Le prix de base du lait a été relevé de 5 centimes le 1er février 1990 et se situe maintenant à 1,07 franc suisse. Les prix des fromages sur le marché intérieur ont été majorés en conséquence, mais les prix du beurre de table sont restés inchangés et ceux du beurre de cuisine ont été abaissés. Les impositions à l'importation des fromages sont restées inchangées.

En Nouvelle-Zélande, les variations climatiques ont continué d'influer considérablement sur la production de lait. Durant la campagne 1989/90, celle-ci a atteint au total 329 millions de kg de matières grasses laitières, ou 7 millions de tonnes de lait, soit 5,8 pour cent de plus qu'en 1988/89, mais 6 pour cent de moins que l'année de production maximum 1985/86 et à peu près le niveau moyen des cinq dernières années. Si les conditions climatiques sont normales, en 1990/91 la production devrait être voisine de celle de la campagne précédente. Pour le moyen terme, on prévoit que le nombre de vaches restera stable, que le rendement par animal se stabilisera à 3 400 kg par an, et que la production de lait se maintiendra à 7,5 millions de tonnes annuelles en moyenne. Le prix du lait destiné à la transformation a été définitivement fixé par l'Office néo-zélandais des produits laitiers, pour la campagne 1989/90, à 5,80 dollars néo-zélandais pour un kg de matières grasses. Compte tenu de la situation du marché, le prix de base pour la campagne 1990/91 a été ramené à 4 dollars néo-zélandais pour un kg de matières grasses. Les prix du lait à la production ont continué à être déterminés directement par les résultats à l'exportation.

Le niveau de la production néo-zélandaise de lait a été déterminé par les résultats à l'exportation du secteur laitier comparés à ce que rapportent les autres utilisations de la terre, avec de fortes variations à court terme imputables aux conditions climatiques. Bien qu'il n'y ait pas

eu de subventions ou d'autres réglementations susceptibles d'être manipulées pour limiter la production de lait, un certain nombre de dispositions spéciales ont été prises ces dernières campagnes pour l'influencer, dont un programme de "prix différentiels pour les ventes de beurre", institué en 1987/88, puis reconduit à titre permanent. Selon ce programme, les versements de l'Office néo-zélandais des produits laitiers aux sociétés laitières pour les exportations de beurre et d'huile de beurre dépassant un niveau de production de base devaient être calculés d'après les ventes marginales et non d'après les ventes moyennes.

En Australie, la production de lait en 1988/89 a augmenté de près de 3 pour cent pour atteindre 6,47 millions de tonnes par suite de l'amélioration des conditions saisonnières, de l'augmentation du rendement moyen par vache, de la hausse des prix des produits laitiers sur le marché mondial et du relèvement du prix du lait à la production. La production de la campagne 1989/90, soit 6,45 millions de tonnes, accusait un très léger recul de 0,4 pour cent. Elle devrait se maintenir autour de ce niveau pour 1990/91. L'effectif des vaches laitières devrait continuer de diminuer mais, d'après les projections, la production par vache augmentera grâce à des améliorations d'ordre génétique et à une meilleure gestion. La politique laitière adoptée pour 1986/87 visait à rendre l'industrie laitière plus efficace, à l'orienter davantage vers le marché et à l'inciter à mieux réagir à l'évolution de ce dernier. Pour ce qui est de la commercialisation, le dispositif mis en place le 1er juillet 1986 comprenait principalement un Fonds de soutien du marché financé par un prélèvement sur l'ensemble de la production laitière et un Fonds de soutien complémentaire du marché visant à faciliter la transition entre le régime antérieur et le nouveau régime. Ce Fonds était alimenté par des prélèvements sur le beurre, l'huile de beurre et les fromages du type Cheddar vendus sur le marché intérieur. Le soutien complémentaire du marché a été réduit en 1988/89 et tous les prélèvements ont été supprimés le 30 juin 1989.

Au Japon, la production de lait a atteint 8,06 millions de tonnes en 1989, en hausse de 5,9 pour cent par rapport à 1988. Cette progression tient surtout à une nouvelle augmentation des rendements en lait puisque l'effectif des vaches laitières a continué de baisser. Pour 1990, on prévoit que la production augmentera d'au moins 2 pour cent par rapport à 1989 malgré une baisse des effectifs. Cependant, la demande de lait de consommation a progressé presque au même rythme. L'Office de promotion de l'élevage maintient l'équilibre général entre l'offre et la demande de produits laitiers, au moyen surtout d'importations substantielles destinées à couvrir tous les besoins additionnels du marché intérieur. Le prix garanti du lait destiné à la transformation a été ramené de 79,77 à 77,75 yen/kg pour l'exercice 1990/91, en raison de la baisse des prix des aliments pour animaux et de la hausse de ceux des veaux. La quantité de lait frais à laquelle le prix garanti s'applique a été portée à 2,35 millions de tonnes pour l'exercice 1991, soit une augmentation de 50 000 tonnes. En Afrique du Sud, l'amélioration des conditions climatiques a permis une reprise de la production laitière, qui a progressé de 4,7 pour cent en 1989, atteignant 1,89 million de tonnes malgré une diminution de 11,3 pour cent de l'effectif des vaches laitières. En 1990, la production devrait encore augmenter pour atteindre 1,96 million de tonnes grâce à de meilleurs rendements.

En Argentine, la production de lait s'est chiffrée à 7,01 millions de tonnes en 1989, soit 8 pour cent de plus qu'en 1988. En Uruguay, les livraisons de lait ont continué d'augmenter en 1989, au rythme de 5,2 pour cent, et atteint 642 000 tonnes, de sorte que la production de produits laitiers a elle aussi encore augmenté dans des proportions importantes. On s'attend à une nouvelle augmentation (+5 pour cent) en 1990. L'Uruguay a été ces dernières années, parmi les pays en développement, le plus gros exportateur net de produits laitiers. Il a vendu principalement des poudres de lait à d'autres pays d'Amérique latine où une hausse des prix et une amélioration des conditions du marché favorisaient les exportations. Ainsi, selon les estimations, les exportations de produits laitiers ont augmenté en 1989 de pas moins de 50 pour cent en volume et de près de 75 pour cent en valeur en raison surtout de l'amélioration de la situation du marché international des produits laitiers. Les exportations de l'Argentine ont également progressé en 1989 puisqu'elles ont doublé de volume par rapport à 1988, avec une valeur record de près de 146 millions de dollars EU. Les coûts de production et les prix payés aux producteurs dans ces deux pays participants sont parmi les plus faibles du monde.

En Egypte, diverses modifications ont été apportées au régime d'importation de certains produits laitiers. En 1989, la production totale de lait (y compris le lait de bufflesse) a été de 2,44 millions de tonnes, soit 1,7 pour cent de plus que celle de 1988. Des efforts sont actuellement déployés pour développer et accroître la production laitière. Dans le cadre du deuxième Plan quinquennal, l'objectif de la production laitière pour l'an 2000 a été fixé à 4 millions de tonnes et vise à assurer l'auto-suffisance en lait liquide et en produits laitiers frais. Des efforts sont réalisés pour atteindre ces objectifs notamment par une augmentation de la production traditionnelle des aliments pour animaux, une amélioration de la génétique ainsi que de la santé et de la fécondité du cheptel. Des efforts sont également déployés pour créer un système satisfaisant de transformation, de stockage et de commercialisation.

En Bulgarie, la production totale de lait en 1989 a diminué de 2,5 pour cent, tombant à 2,49 millions de tonnes, en raison d'une légère baisse des effectifs et de la productivité par vache. Le caractère défavorable de la situation économique générale devrait avoir une influence sur l'évolution du secteur laitier. En Hongrie, la production de lait a progressé de 1,5 pour cent en 1989, atteignant 2,86 millions de tonnes, grâce à l'amélioration des rendements qui a plus que compensé une baisse des effectifs. La majeure partie de la production laitière a permis de couvrir une demande intérieure croissante, à l'exception de certaines sortes spéciales de fromage qui ont été exportées. En Roumanie, la production de lait en 1989 est restée relativement stable (4,35 millions de tonnes) et ne devrait guère ou pas changer en 1990.

En Pologne, la production de lait et de produits laitiers a dépassé en 1989 le niveau de l'année précédente, en raison principalement de conditions climatiques favorables tout au long de l'hiver et du printemps. La production de lait s'est redressée et, selon les estimations, elle aurait augmenté de 8 pour cent au moins pour atteindre environ 16,70 millions de tonnes. De gros progrès ont été réalisés en ce qui

TABLEAU 3

Quelques chiffres concernant: a) la production de lait de vache
ou b) les livraisons de certains pays ou régions

		Production de lait/ livraisons (millions de tonnes)	Variation par rapport à l'année précédente (en pourcentage)		
			Production/ livraisons	Rendement en lait	Effectif de vaches laitières
CEE à Douze	1988	(b) 99,21	- 2,5	+ 1,4	- 4,3
	1989	(b) 98,50	- 0,7	+ 2,2	- 1,7
	Prévisions 1990	(b) 99,10	+ 0,6	+ 1,8	- 1,2
URSS	1988	(a) 106,80	+ 3,0	+ 4,3	- 0,7
	1989	(a) 108,10	+ 1,2	+ 2,7	- 0,7
	Prévisions 1990	(a) 111,30	+ 3,0		- 0,2
Etats-Unis	1988	(a) 65,84	+ 1,7	+ 2,3	- 0,9
	1989	(a) 65,45	- 0,6	+ 1,0	- 1,0
	Prévisions 1990	(a) 66,75	+ 2,0		- 0,5
Pologne	1988	(a) 15,45	- 0,4	+ 3,0	- 2,7
	1989	(a) 16,69	+ 8,0		
	Prévisions 1990	(a)			
Nouvelle- Zélande	1988	(a) 7,49	+ 9,3	+ 18,8	0,0
	1989	(a) 7,38	- 1,5	- 3,6	+ 1,3
	Prévisions 1990	(a) 7,50	+ 1,6		0,0
Canada	1988	(a) 8,42	+ 5,4	+ 3,5	- 1,6
	1989	(a) 8,13	- 3,4	+ 2,0	- 1,2
	Prévisions 1990	(a) 8,13	0,0		- 1,5
Japon	1988	(a) 7,61	+ 3,7	+ 1,6	- 1,4
	1989	(a) 8,06	+ 5,9		
	Prévisions 1990	(a) 8,22	+ 2,0		- 1,0
Australie	1988	(b) 6,30	- 2,4	+ 2,3	- 1,2
	1989	(b) 6,53	+ 3,7	+ 2,4	- 1,0
	Prévisions 1990	(b) 6,73	+ 0,3		- 0,8

concerne la disponibilité des produits laitiers sur le marché intérieur et le lait était de meilleure qualité. Un système de prix fondés sur le marché a été introduit le 1er août 1989 et les subventions au secteur laitier ont été supprimées. Selon une nouvelle loi adoptée le 7 février 1990, toutes les unions centrales de coopératives ont été dissoutes et l'Union centrale des coopératives laitières a été liquidée. Après avoir été contrôlés par l'Etat pendant 40 ans, les prix ont été déréglementés, ce qui a entraîné une hausse substantielle des prix de détail qui a affecté de façon négative la consommation de produits laitiers. C'est dans le secteur du beurre que la contraction de la demande intérieure a été la plus prononcée. En quelques mois, la Pologne est passée de la situation d'importateur à celle d'exportateur de beurre.

En Yougoslavie, la production de lait a progressé de 1,3 pour cent en 1989, passant à 4,55 millions de tonnes, ce qui s'explique principalement par le fait que les rendements ont augmenté.

En Tchécoslovaquie, la production de lait est restée voisine de 7 millions de tonnes ces dernières années, avec un rendement moyen de 3 710 kg par vache. La consommation de lait et de produits laitiers en équivalent-lait s'est chiffrée en moyenne à 250 kg par personne. Toutefois, les hausses récentes des prix de détail ont eu un effet négatif sur la consommation, surtout de beurre, et des quantités plus importantes se sont trouvées disponibles pour l'exportation. La production a été limitée par des problèmes de santé vétérinaire et par l'insuffisance de l'offre d'aliments; elle pourrait progresser sensiblement une fois ces problèmes surmontés.

En République démocratique allemande, la production de lait a été de 9,6 millions de tonnes en 1989, soit une progression de 4,3 pour cent par rapport à l'année précédente. L'effectif des vaches laitières, qui a continué à diminuer, était de 2 millions de têtes en janvier 1990, avec un rendement annuel moyen par vache de 4 650 kg. L'industrie laitière occupait une place importante dans la production agricole, et le lait et les produits laitiers jouaient un rôle considérable dans l'alimentation. Des mesures visant à développer l'industrie laitière ont été appliquées conformément aux principes d'une économie socialiste planifiée et ont fait l'objet d'une attention particulière dans une série de plans économiques, ce qui a conduit à créer de grandes entreprises d'Etat et a permis d'arriver à un niveau technologique relativement élevé. La consommation de produits laitiers a été importante. Les changements politiques intervenus récemment ont entraîné des modifications des prix de détail et la demande intérieure a enregistré un recul très important (jusqu'à 50 pour cent semblerait-il) en raison de la suppression des subventions à la consommation. Il se peut que les rendements et la production de lait aient progressé grâce à un meilleur approvisionnement en aliments pour animaux. Des mesures tendant à limiter la production ont été envisagées en rapport avec l'unification allemande.

En URSS, la production de lait en 1989 a été de 108,1 millions de tonnes, soit environ 1,2 pour cent de plus qu'en 1988. Cette augmentation

inférieure à celle des dernières années s'explique par une offre insuffisante de fourrage et d'aliments pour animaux d'origine nationale, ainsi que par les prix élevés des aliments concentrés sur le marché international. Au 1er juillet 1990, l'effectif des vaches laitières des exploitations agricoles d'Etat et des exploitations agricoles collectives se chiffrait à 28,2 millions de têtes, en baisse de 1,4 pour cent par rapport au 1er juillet 1989. En 1990, la production devrait encore augmenter de 3 pour cent. Le rendement par vache a continué à croître par suite de l'amélioration des méthodes d'élevage et de l'augmentation de la production d'aliments pour animaux. Cependant les produits laitiers sont toujours rationnés, l'offre intérieure étant insuffisante pour satisfaire la demande. En 1989 aussi, des quantités considérables de produits laitiers ont été importées. Toutefois, les importations de produits laitiers ont reculé en 1989 et en 1990, alors que celles de graisses végétales progressaient.

Aux Etats-Unis, la sécheresse qui a sévi pendant l'été 1988 a fait monter très sensiblement les prix des aliments pour animaux, alourdissant les coûts de production et aggravant les problèmes financiers des producteurs. La Loi de 1988 concernant l'aide en cas de catastrophe aux agriculteurs sinistrés (Disaster Assistance Act) visait à pallier le problème dans une certaine mesure en assurant aux producteurs laitiers des revenus supplémentaires s'élevant au total à 800 et 700 millions de dollars EU pour 1989 et 1990, respectivement. La loi prévoyait un gel de la réduction de 50 cents/cwt du prix de soutien qui devait prendre effet le 1er janvier 1989 et un relèvement de 50 cents/cwt dudit prix d'avril à juin 1989. En 1989, la production de lait a baissé de 0,6 pour cent, tombant à 65,43 millions de tonnes. L'effectif des vaches laitières a continué de diminuer, mais à un rythme moins rapide. Parallèlement, les producteurs laitiers ont cependant utilisé davantage d'aliments concentrés, les prix ayant baissé de 5 pour cent. Le prix de soutien du lait destiné à la transformation a été ramené à 10,10 dollars EU/cwt, soit une baisse de 50 cents, au 1er janvier 1990. Le prix de soutien du lait écrémé en poudre est resté inchangé, alors que celui du beurre était abaissé de 9 pour cent. Sans que le prix du lait destiné à la transformation ait été modifié, le prix de soutien du beurre a encore été réduit de 10 pour cent en avril 1990, ce qui a été contrebalancé par le relèvement de 8 pour cent du prix du lait écrémé en poudre. La réduction du prix de soutien du lait n'a pas été répercutée dans les mêmes proportions sur les prix de soutien du beurre et du lait écrémé en poudre, compte tenu de l'évolution différente de la demande de ces produits. La Loi de 1985 relative à l'agriculture (US Farm Bill) vient à expiration en 1990 et de nouvelles propositions de loi sont à l'étude. Une nouvelle législation ne devrait pas contenir de changements majeurs pour ce qui concerne les programmes relatifs aux produits de base des Etats-Unis. Dans la nouvelle loi proposée, le prix de soutien du lait pourrait rester inchangé à 10,10 dollars EU/cwt, avec des ajustements en fonction des excédents de production. La consommation commerciale de produits laitiers est restée stable en 1989, mais devrait augmenter dans une proportion pouvant atteindre 3 pour cent en 1990. Une demande exceptionnelle de fromage, la baisse des prix des matières grasses laitières et la consommation relativement intense de lait écrémé en poudre ont contribué à faire croître la consommation commerciale en 1990. Les

modifications observées dans la consommation, qui s'est orientée vers les produits à faible teneur en matières grasses au détriment de ceux à haute teneur en matières grasses, ont persisté, engendrant un excédent de beurre disponible pour l'exportation. En 1989, l'offre de lait liquide a été temporairement insuffisante dans certaines régions et le Département de l'agriculture des Etats-Unis, agissant en vertu d'arrêtés fédéraux, a contraint les transformateurs à limiter leur production, une partie du lait devant être utilisée pour répondre aux besoins urgents de lait liquide au détail au lieu d'aller vers l'industrie manufacturière. Cette situation s'est prolongée en 1990. La production de lait a augmenté de 2 pour cent en 1990 et devrait atteindre 66,73 millions de tonnes, par suite de l'augmentation des prix du lait et d'une baisse de ceux des aliments pour animaux. La profitabilité soutenue de la production de lait pourrait induire un accroissement de l'effectif de vaches laitières et une expansion de la production au début de 1991.

La production de lait du Canada en 1989 (8,13 millions de tonnes) a été inférieure de 3,4 pour cent à celle de l'année précédente. Elle ne devrait guère évoluer en 1990, du fait que la réduction de l'effectif sera compensée par une hausse de la productivité. A compter du 1er août 1990, le prix indicatif du lait industriel a été porté à 48,69 dollars canadiens l'hectolitre, soit une hausse de 2,6 pour cent. Dans le même temps, le prix de soutien du beurre était majoré de 3,2 pour cent et fixé à 5,331 dollars canadiens le kg, et celui du lait écrémé en poudre de 2,8 pour cent, à 3,130 dollars canadiens le kg. A partir de la campagne laitière 1990/91, le contingent de répartition du marché a été réduit de 3 pour cent. Il s'agissait de la deuxième réduction du contingent qui intervenait en 1990. Cette réduction de 3 pour cent du contingent était nécessaire en raison du recul des besoins intérieurs de lait industriel attendu du fait de la réduction des besoins intérieurs de matières grasses du beurre et de la progression des ventes de lait liquide semi-allégé. Un groupe d'étude composé de représentants du gouvernement fédéral, de producteurs, de représentants de l'industrie laitière et de consommateurs définira les options du prochain programme laitier à long terme qui débutera en 1991, et fournira des directives et des conseils au gouvernement.

En Israël, la production de lait n'a cessé d'augmenter pendant plusieurs années; elle a progressé de 6,3 pour cent entre 1987 et 1988 pour atteindre un total de 964 000 tonnes. Face à une chute brutale de la demande intérieure, l'Office de commercialisation du lait a pris des mesures pour réduire les contingents de production et en 1989, la production est restée stable. En outre, l'Office a favorisé les exportations de vaches laitières, en vue de réduire les effectifs de 5 à 7 pour cent. En 1989, Israël avait un rendement moyen de 8 500 kg par vache, le plus élevé du monde.

La production de lait des différents pays en développement est généralement demeurée faible à cause de facteurs techniques et économiques. Toutefois, la production globale des pays en développement a augmenté de 2,8 pour cent, passant à 146 millions de tonnes en 1989, et le degré d'autosuffisance devrait s'accroître ces prochaines années. Plusieurs pays en développement importateurs ont mis en place des programmes de développement fort ambitieux.

En Inde, la production de lait (y compris le lait de bufflesse et de chèvre), qui représente près de la moitié de la production totale de l'Asie et un tiers de celle de l'ensemble des pays en développement, a augmenté dans le cadre du projet intitulé "Operation Flood", parrainé par la Communauté européenne. Au cours de la période 1980-86, son taux de croissance annuel moyen a été de 6,4 pour cent. Toutefois, pendant la campagne laitière 1987/88, à la suite d'une grave sécheresse et d'une pénurie de céréales fourragères dans la plupart des régions, elle a diminué de 3,8 pour cent. L'amélioration des conditions météorologiques, après trois sécheresses consécutives, a permis une reprise de la production de lait qui, pour la campagne 1988/89, a atteint quelque 44 millions de tonnes. Pour l'année civile, on estime que la production totale de lait a été de 47 millions de tonnes en 1989, en progression de 4,5 pour cent par rapport à 1988. Cependant, la croissance de la demande s'est ralentie et les stocks de produits laitiers ont augmenté. Compte tenu de cette situation, les expéditions de lait écrémé en poudre et d'huile de beurre au titre de l'aide alimentaire par lesquelles la Communauté a voulu concourir au développement de l'industrie laitière en Inde ont été provisoirement suspendues, l'Inde sollicitant une assistance en capitaux plutôt qu'en produits de base. En outre, à l'automne 1990 l'Inde aurait disposé de quelque 30 000 tonnes de lait écrémé en poudre et 5 000 tonnes d'huile de beurre exportables. Selon les projections, la production de lait devrait augmenter d'environ 40 pour cent d'ici à 1995 pour atteindre 61 millions de tonnes, la consommation annuelle par habitant progressant du niveau actuel de 58 kg à 68 kg environ.

En Chine, la production de lait s'est accrue tout au long des années 80 grâce à l'augmentation de l'effectif et à l'accent mis, dans les plans nationaux, sur la valeur nutritionnelle de la consommation de lait. Elle a fortement progressé en 1988 avec 6,5 millions de tonnes, soit une augmentation de 10 pour cent, mais cette croissance s'est ralentie en 1989 en raison du renchérissement des fourrages, qui a découragé les producteurs d'élever des vaches et des chèvres pour la production laitière. La production totale de lait a atteint 6,7 millions de tonnes en 1989, en progression de 3 pour cent. Après une expansion rapide pendant la majeure partie de la décennie 80, l'industrie laitière de la Chine a été dernièrement affectée par une contraction de la demande et une pénurie d'aliments pour animaux. En outre, les profits des producteurs et des transformateurs de lait ont été comprimés par l'inadéquation de l'ajustement des prix de détail aux coûts. Les premiers plans, qui fixaient un objectif de 30 millions de tonnes d'ici à l'an 2000, ont été révisés à la baisse, car les approvisionnements en aliments pour animaux n'étaient pas suffisants pour satisfaire les besoins de l'élevage et les prix des productions fourragères augmentaient. Néanmoins, d'ici le début du siècle prochain, la Chine pourrait devenir le deuxième producteur de lait des régions en développement.

En 1989, la production de lait a continué de progresser rapidement en République de Corée, pour atteindre 1,5 million de tonnes. Près des trois quarts de la production ont été consommés sous forme de lait liquide ou de produits laitiers frais. Les importations de produits laitiers se sont encore accrues en 1989 et devraient continuer de progresser dans l'avenir.

Elles sont toutes contingentées et les importateurs doivent obtenir des autorisations de l'Association coréenne des produits laitiers. Les contingents ont été supprimés en 1990 pour certains produits, par exemple le yoghourt. Au début de 1990, un ralentissement de la croissance économique et en particulier une forte augmentation des prix du lait à la production et à la consommation ont inversé la tendance à la hausse de la demande de lait liquide et de produits laitiers frais, ce qui a entraîné un développement de la production de lait écrémé en poudre et une accumulation de stocks.

Dans plusieurs pays du Sud-Est asiatique, d'importants efforts sont également déployés en vue d'accroître la production de lait, de façon à pouvoir substituer la production locale aux importations et à stimuler le développement rural. La Thaïlande, qui compte parmi les principaux importateurs asiatiques de produits laitiers, a considérablement augmenté sa production de lait ces dernières années. En Indonésie aussi, la production de lait a enregistré une augmentation rapide, à partir, il est vrai, d'un niveau très bas. En Afrique, par ailleurs, le Kenya, le Zimbabwe et Madagascar ont vu leur production progresser sensiblement en 1988.

Une légère augmentation a aussi été observée en Amérique latine; en effet, l'accroissement des recettes d'exportation a stimulé la production laitière dans les pays disposant d'excédents exportables. Au Mexique, la production de lait a poursuivi son ascension rapide en 1988, gagnant 4 pour cent selon les estimations, pour s'établir à 9,3 millions de tonnes. Les fortes hausses enregistrées depuis 1985 étaient attribuées dans une certaine mesure à l'importation, ces dernières années, d'animaux reproducteurs à haut rendement. En 1988, la croissance de la production a été freinée par une longue sécheresse estivale, qui a limité les approvisionnements en fourrages et fait que l'on a utilisé relativement plus de lait pour l'alimentation des animaux. La production a de nouveau augmenté de 4 pour cent en 1989 et elle devrait encore progresser de 8 pour cent en 1990. Le Mexique ajuste actuellement son programme d'accroissement de la production laitière, dont l'objectif est d'atteindre l'autosuffisance et, en fin de compte, de réduire ou de supprimer les importations de lait en poudre. Au Brésil, la production a légèrement reculé en 1988, tombant à 13,2 millions de tonnes, le renchérissement des aliments pour animaux et le niveau défavorable des prix dû à la faiblesse de la demande de produits laitiers ayant comprimé encore les marges bénéficiaires. Néanmoins, la production a retrouvé en 1989 son niveau de 1987 et devrait progresser de 4 pour cent en 1990. Au Chili, la conjoncture favorable des prix du lait a entraîné en 1989 une nouvelle augmentation de la production qui est passée à 1,29 million de tonnes. La production devrait croître de 5 pour cent en 1990.

Consommation

La consommation mondiale de lait liquide des dix dernières années a augmenté à un rythme moyen annuel de 1 pour cent. Toutefois, en 1988 et en 1989, cette hausse a été de l'ordre de 1,5 à 2 pour cent, ce qui dénote une progression un peu plus rapide que celle de la demande globale de produits laitiers. La consommation par habitant est restée assez stable, à près

de 46 kg, pendant toute cette période. L'on prévoit que la consommation mondiale de lait liquide par habitant aura retrouvé, en 1989, le niveau record de 47,2 kg enregistré en 1984. Pour des raisons évidentes, la consommation de lait par habitant varie énormément selon les pays et les régions. D'un côté, il y a les pays développés où la consommation de lait liquide est forte (160 kg); de l'autre, certains pays en développement où elle est très faible (2,5 kg). Cependant, si la consommation a progressivement augmenté dans les pays en développement sous l'effet de l'urbanisation, de la croissance démographique et de la progression des revenus, elle approche du point de saturation dans les pays développés, soit pour des raisons de santé, soit parce qu'il est possible de se procurer à des prix modérés une large gamme de boissons de substitution et d'imitation à faible teneur en calories. Les consommateurs marquent une préférence pour les laits demi-écrémés et autres produits "allégés". Le recul de la consommation de lait entier au profit de celle de lait demi-écrémé s'est poursuivi en 1988 et en 1989, la consommation de ce dernier ayant fortement augmenté dans de nombreux pays d'Europe et en Amérique du Nord. Dans certains pays d'Europe orientale, où la consommation par habitant était relativement élevée, les fortes hausses des prix de détail ont eu une incidence négative sur la consommation de lait et de produits laitiers frais.

Le principal foyer de croissance de la consommation, qu'il s'agisse des pays développés ou des pays en développement, a été l'Asie où l'augmentation des revenus et l'évolution des habitudes alimentaires ont vigoureusement stimulé la demande de lait et de produits laitiers. Dans cette région, de nombreux pays subventionnent des campagnes de promotion ainsi que la consommation de lait dans les écoles. En conséquence, la consommation de lait par habitant a augmenté régulièrement, surtout au Japon, en République de Corée, en Thaïlande, en Indonésie, en Chine et en Inde. La consommation totale de lait de la Chine a plus que doublé, et l'utilisation du lait de vache en Inde a progressé de 13 pour cent de 1984 à 1989. En Amérique latine également, l'adoption de programmes de distribution de lait a entraîné un certain accroissement de la consommation.

La consommation d'autres produits laitiers frais comme le yoghourt et les autres laits fermentés ou aromatisés augmente régulièrement dans plusieurs pays; cette tendance devrait se maintenir. En 1988, la consommation de yoghourt et autres laits fermentés se situait entre 15 et 39 kg par habitant dans les pays nordiques, aux Pays-Bas et en Suisse et approchait rapidement de 10 kg dans d'autres pays européens. La consommation de lait aromatisé se développe rapidement elle aussi. Il existe une demande potentielle de yoghourt et de lait aromatisé dans de nombreux pays en développement, mais la consommation est toujours freinée par le niveau relativement élevé des prix. La consommation de yoghourt en Inde a dépassé 3 millions de tonnes en 1988, soit, selon les estimations, 4,3 kg par habitant, chiffre assez impressionnant. Elle a augmenté aussi en Uruguay par suite de la promotion de ce type de produit, de l'amélioration de sa présentation et du lancement de différents parfums.

La forte demande de produits laitiers a encouragé la mise au point et la production de produits de substitution et d'imitation, qui contiennent,

à des degrés variables, certains éléments constitutifs du lait. Les statistiques concernant ces produits sont difficiles à obtenir, mais on estime généralement que leur rôle sur le marché reste quantitativement faible. L'apparition de produits de substitution et d'imitation des produits laitiers a cependant suscité quelques préoccupations quant à l'incidence qu'ils auront à l'avenir sur le marché laitier. Des mesures pourraient être nécessaires afin de protéger la commercialisation des produits laitiers traditionnels. En septembre 1988, la Fédération internationale de laiterie a adopté certaines directives concernant la désignation et la présentation des produits de substitution. Ces directives sont destinées à identifier les désignations réservées au lait et aux produits laitiers et à éviter leur utilisation abusive; elles ont aussi pour but d'instaurer un étiquetage approprié des produits de substitution, afin que les consommateurs soient correctement informés.

Situation du marché des produits laitiers,
produit par produit

Beurre et matières grasses laitières anhydres

Beurre

Production

La production mondiale de beurre et d'huile de beurre a augmenté de 1,4 pour cent en 1989 (7,60 millions de tonnes) et a continué le progresser à un rythme analogue en 1990. Cette tendance à l'accroissement de la production est le résultat d'une augmentation de la production laitière et de la diminution de la teneur en matières grasses d'autres produits laitiers. La demande de beurre a diminué dans le même temps, d'où un certain accroissement des stocks, notamment des stocks publics d'inter-vention, ainsi que des quantités offertes à l'exportation.

Dans la Communauté européenne, la production de beurre est restée stable en 1989 (1,66 million de tonnes), après avoir fortement baissé en 1988 et 1987 (de 11 et 14 pour cent respectivement). La production n'a pas évolué, malgré la diminution des quantités livrées aux laiteries et l'augmentation de la production de lait liquide, de crème et de fromage. Cette stabilité s'explique par la légère augmentation de la teneur en matières grasses du lait livré aux laiteries et par la réduction de celle du lait liquide et du fromage produit. Pour 1990, on prévoyait que la production de beurre augmenterait de 3 pour cent pour s'établir à quelque 1,70 million de tonnes.

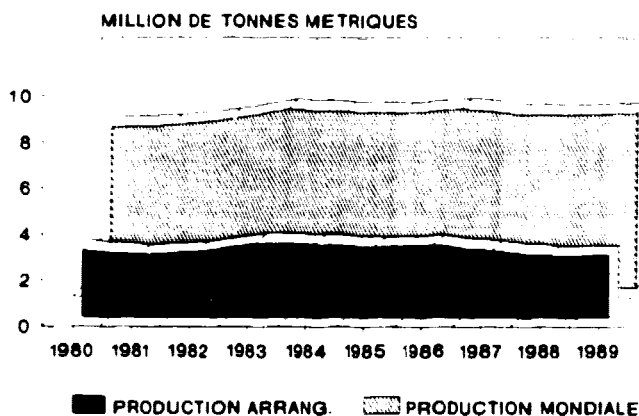
En Nouvelle-Zélande, la production de beurre et d'huile de beurre a atteint 246 000 tonnes en 1988/89, soit 12 pour cent de moins qu'au cours

de la campagne précédente. En 1989/90, cependant, elle s'est redressée de 12,2 pour cent pour passer à environ 276 000 tonnes, chiffre toutefois encore inférieur à celui de 1987/88 (280 700 tonnes). Pour 1990/91, la production pourrait demeurer stable. L'industrie laitière a maintenu son objectif de réduction des quantités de lait utilisé pour la production de beurre, en raison d'une réduction de ses débouchés traditionnels et de l'absence de marchés de remplacement. La production de beurre et d'huile de beurre de l'Australie a progressé de 10 pour cent en 1989/90 (105 500 tonnes) du fait de la réaction des producteurs à une augmentation des prix relatifs et d'un accroissement des capacités de stockage de beurre. Cette tendance à l'augmentation de la production devrait se maintenir en 1991 mais elle pourrait être quelque peu atténuée par les incertitudes concernant les ventes à l'exportation. En 1989, la production de beurre est restée stable en Finlande et en Norvège, mais a augmenté en Suède. En 1990, elle a encore augmenté en Suède tandis qu'elle déclinait dans les autres pays nordiques. En Pologne, elle a augmenté considérablement (d'environ 10 pour cent) en 1989, pour atteindre environ 290 000 tonnes.

Aux Etats-Unis, la production de beurre a augmenté de 5,5 pour cent en 1989, atteignant 577 000 tonnes. La réorientation de la consommation vers des produits à plus faible teneur en matières grasses, au détriment du lait et des produits laitiers, a stimulé la production de ce groupe de produits, entraînant une augmentation de la quantité de matières grasses laitières affectées à la production résiduelle de beurre. Les achats de beurre du gouvernement ont été importants en 1989, mais ont diminué en 1990. La production a tendu à diminuer en 1990 et, avec une baisse de quelque 6 pour cent, devrait revenir à son niveau de 1988 qui était d'environ 547 000 tonnes. Au Canada, la production de beurre a diminué de 2 pour cent en 1989/90 pour tomber à 99 000 tonnes, en raison de réductions du contingent entraînées par une diminution de la demande des consommateurs et d'une augmentation de la production de fromages. En 1990/91, la production devrait encore diminuer de 6 pour cent (93 000 tonnes).

En 1989, la production de beurre de la République démocratique allemande a augmenté de 2,5 pour cent, passant à environ 330 000 tonnes. En 1988, la production de l'URSS a augmenté de 3 pour cent pour s'établir à 1,8 million de tonnes, et elle a continué d'augmenter en 1989, mais à un rythme modéré (0,4 pour cent) pour atteindre 1,81 million de tonnes. Cependant, au cours du premier semestre de 1990, la production aurait augmenté de 5 pour cent et elle devrait encore progresser pour l'ensemble de l'année. En outre, l'URSS envisageait d'accroître sa production de margarine à compter du début de 1991. Dans les pays en développement, la production de beurre et d'huile de beurre a augmenté de 5,2 pour cent en 1988. En 1989, cependant, elle n'a progressé que de 3,4 pour cent et s'est élevée à 1,93 million de tonnes environ.

PRODUCTION DE BEURRE 1980-1989



Consommation

Même si la consommation mondiale de beurre n'a diminué que de 2 pour cent en 1989, cette diminution a été bien plus forte dans certaines régions, notamment en Europe occidentale et en Amérique du Nord. La consommation mondiale par habitant, qui a été en moyenne de 2,7-2,8 kg ces dix dernières années est restée stationnaire ou a diminué légèrement en 1989. Au début de 1990, une hausse des prix de détail dans les pays d'Europe de l'Est a également affecté défavorablement la consommation de beurre. La tendance à une réorientation vers des produits à tartiner fabriqués à partir de mélanges et à faible teneur en matières grasses (beurre et margarine) s'est accélérée en 1989 et 1990. A court ou à moyen terme, il est probable que cette tendance à la baisse de la demande de beurre se poursuivra ou même s'accroîtra.

La Communauté européenne a continué de mettre du beurre provenant des stocks d'intervention à la disposition d'institutions à but non lucratif et des forces armées à un prix réduit. Les Etats membres ont aussi subventionné des ventes de beurre à des fins sociales et la Communauté a contribué financièrement à des programmes de distribution de lait dans les écoles dans les différents Etats membres. Les mesures prises dans le cadre du régime de prélèvement de coresponsabilité ont été maintenues en 1989 et 1990, ce qui a permis de financer la vente de beurre à prix réduit pour la fabrication de pâtisseries, de glaces et de confiserie. Certaines restrictions ont été apportées à l'octroi de ces aides pendant l'automne 1988. En mai 1989, les subventions sur les ventes de beurre à des institutions à but non lucratif ont été réduites et le règlement relatif aux ventes de beurre aux forces armées a été suspendu. En juin 1990, compte tenu de l'évolution de la situation du marché du beurre, l'aide consentie pour l'utilisation de beurre dans la fabrication de pâtisseries et de glaces a été augmentée. En 1989, la consommation totale de beurre de la

Communauté a baissé de 4,7 pour cent, et a continué de diminuer en 1990 à un rythme encore plus rapide qui a suscité des préoccupations. Cette baisse était en partie imputable à la hausse des prix, et en partie à l'augmentation de l'offre de produits d'imitation dans certains Etats membres, à la diminution des ventes à prix réduits ainsi qu'à des préoccupations diététiques.

En Suisse, plusieurs mesures ont été prises pour promouvoir la consommation de beurre et ce produit s'est vendu à des prix très inférieurs à son prix de revient, principalement grâce à des subventions. Cependant, la consommation intérieure a continué de baisser en 1989 et 1990, de même que dans les pays nordiques, en Pologne et en Hongrie. En Australie, les ventes sur le marché intérieur de beurre, de beurre mélangé et d'huile de beurre se sont stabilisées à 54 800 tonnes d'équivalent beurre en 1988/89. En 1989/90, la consommation intérieure devrait augmenter très légèrement et passer à 55 000 tonnes.

En Nouvelle-Zélande, l'abrogation de la Loi sur la margarine à compter du 1er janvier 1990 a légalisé la fabrication et la vente sur le marché national de margarines à base de matières grasses saturées. Ces produits sont moins chers que les margarines polyinsaturées et le beurre. L'abrogation de cette loi a permis également de vendre sur le marché néo-zélandais des mélanges à tartiner, des margarines additionnées de matières grasses laitières, qui sont censés posséder les qualités de la margarine et le goût du beurre. Cette évolution risque de réduire sensiblement la part de marché du beurre qui représente actuellement 65 pour cent environ du marché néo-zélandais des graisses jaunes de consommation, lesquelles demeurent une des catégories de produits les plus vendues dans les épiceries. L'industrie laitière fait valoir que le beurre est un produit à tartiner naturel qui a meilleur goût que tous les produits de substitution. La consommation de beurre a baissé de 7 pour cent en 1989/90 et l'on craint une poursuite de cette tendance dans les années à venir.

Aux Etats-Unis, la consommation de beurre a continué de diminuer en 1989. Cependant, elle a repris au début de 1990 à la suite de la baisse des prix. Pour l'ensemble de l'année 1990, la consommation pourrait progresser de 2,5 pour cent et retrouver son niveau de 1988 qui était de 500 000 tonnes environ. Au Canada, la consommation de beurre a continué de diminuer en 1988/89 et 1989/90, mais à un rythme plus lent, peut-être grâce à des actions de promotion et de commercialisation. En URSS, la consommation a augmenté en 1988 par suite d'importations à bas prix. Cette tendance s'est inversée en 1989, en raison du changement de situation sur le marché mondial, la demande réagissant à la hausse des prix. Les réformes économiques affecteront probablement les prix intérieurs et la consommation de produits laitiers par habitant. Dans le cas du beurre, la consommation par habitant pourrait baisser et s'accompagner d'un accroissement de la consommation de margarine qui commence à remplacer le beurre dans une certaine mesure en raison de son prix inférieur. Cette substitution devrait s'accélérer avec la mise en oeuvre des plans actuels visant à un accroissement de la production de margarine et à une amélioration de la qualité de celle-ci.

Commerce

Une baisse continue de la consommation de matières grasses laitières dans de nombreux pays a entraîné, d'une part, une diminution de la demande d'importations et, d'autre part, un accroissement des quantités disponibles à l'exportation. Des quantités accrues de beurre ont été offertes sur les marchés internationaux en 1990 tandis que la demande d'importations était faible. En 1988, une part importante des importations mondiales (1 million de tonnes) a consisté en des livraisons réalisées au titre de dérogations convenues antérieurement. Les exportations mondiales sont tombées à 800 000 tonnes en 1989. Les ventes de la Communauté européenne et de l'Océanie ont baissé, mais celles des Etats-Unis ont fortement augmenté. On prévoyait une nouvelle détérioration du marché du beurre, principalement du fait de l'absence de nouvelles ventes et du fléchissement de la demande d'importations en URSS en 1990/91.

Les exportations de beurre (huile de beurre comprise) de la Communauté européenne à destination de pays tiers ont enregistré un important déclin de 40 pour cent en 1989, tombant à 360 000 tonnes. Des quantités importantes ont encore été livrées à l'URSS, mais aux prix du marché mondial. Au cours du premier semestre de 1990, les exportations se sont élevées à 83 000 tonnes, soit la moitié du chiffre de la période correspondante de 1989. On prévoyait donc un nouveau déclin important des exportations en 1990, mais une augmentation des restitutions à l'exportation en juillet pourrait stimuler les exportations de beurre de la Communauté européenne.

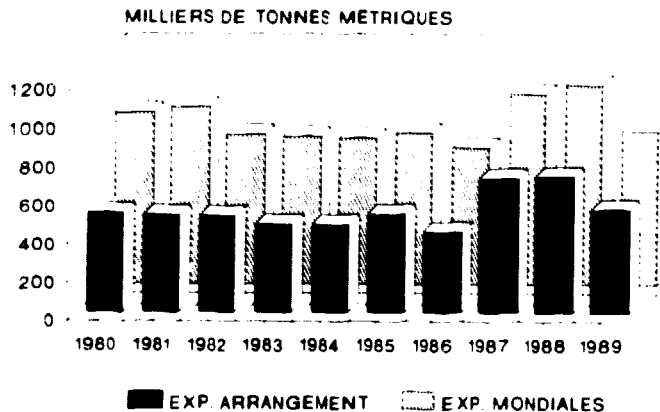
Les exportations de la Nouvelle-Zélande sont tombées à seulement 138 000 tonnes en 1989 contre 184 000 tonnes en 1988. La Communauté européenne est restée leur principal débouché. En septembre 1989, des dispositions spéciales ont été arrêtées pour les importations de beurre néo-zélandais par la Communauté entre 1989 et 1992, aux termes desquelles la quantité totale de beurre que la Nouvelle-Zélande pouvait exporter vers la Communauté était fixée à 64 500 tonnes en 1989. Il était par ailleurs prévu de ramener à 15 pour cent le prélèvement spécial à l'importation de 25 pour cent ad valorem. Les années suivantes, les importations communautaires de beurre néo-zélandais au titre de ces dispositions spéciales seront progressivement réduites aux quantités suivantes: 61 340 tonnes en 1990, 58 170 tonnes en 1991 et 55 000 tonnes en 1992. Les autres grands débouchés du beurre néo-zélandais ont été l'Iran et l'URSS. Au premier semestre de 1990, les exportations ont progressé pour atteindre 116 000 tonnes contre 75 000 tonnes pendant la période correspondante de 1989, les principaux débouchés étant l'URSS et la Communauté européenne.

Les exportations de beurre et d'huile de beurre de l'Australie, qui s'élevaient à 52 300 tonnes en 1988/89 n'ont pas varié par rapport à la campagne précédente mais ont baissé de 3,6 pour cent pour passer à 50 500 tonnes en 1989/90 malgré certaines ventes à l'Office néo-zélandais des produits laitiers de beurre en vrac destinés à la réexportation. Ce déclin a été plus marqué pour l'huile de beurre à la suite d'un fléchissement de la demande des marchés asiatiques traditionnels.

Les exportations de beurre de l'Argentine ont enregistré une forte augmentation en 1989, atteignant 6 000 tonnes contre 800 tonnes en 1988. Elles étaient également en progression pour le premier semestre de 1990.

Du fait d'une augmentation de la production et d'une diminution de la consommation due à une hausse des prix de détail, la Pologne a repris ses exportations de beurre au début de 1990. En mars, elle a vendu 10 000 tonnes de beurre à l'URSS, au prix de 1 350 dollars EU la tonne f.a.b., c'est-à-dire au prix minimal à l'exportation convenu. Les exportations de beurre et d'huile de beurre de la Roumanie ont été de l'ordre de 19 000 tonnes en 1988 et 1989, les principales destinations étant l'URSS et l'Egypte. Au début de 1990, la Roumanie a restreint ses exportations et autorisé une augmentation des importations de produits laitiers en vue d'accroître l'offre pour la consommation intérieure. La Roumanie a ainsi importé pas moins de 15 000 tonnes de beurre au cours du premier semestre de 1990. Les exportations de beurre de la République démocratique allemande sont tombées de 55 000 tonnes en 1988 à 50 000 tonnes en 1989. Les exportations pour les premiers mois de 1990 auraient baissé par rapport à la période correspondante en 1989. Cependant, en septembre 1990, quelque 60 000 tonnes de beurre auraient été vendues à l'URSS, payables en partie en monnaie forte et partie en roubles. Il semble donc que les exportations pourraient être supérieures en 1990 à celles des années précédentes.

EXPORTATIONS DE BEURRE 1980-1989



Après avoir baissé pour la troisième année consécutive, et tombé à 9 000 tonnes environ, les exportations de beurre des Etats-Unis ont considérablement augmenté en 1989. Au début de l'année, l'augmentation de la production laitière a entraîné un accroissement de la production de beurre et de lait écrémé en poudre, la demande étant forte pour ce dernier produit. Toutefois, l'utilisation commerciale du beurre a diminué et les stocks publics ont augmenté. En septembre, 50 000 tonnes de beurre ont été vendues à l'URSS, au prix de 1 618 dollars EU la tonne f.a.b. et ont été

livrées entre décembre 1989 et mars 1990. Le projet de loi sur l'agriculture de 1985 fixait à 150 000 tonnes le volume annuel des ventes de produits laitiers (dont 100 000 tonnes de beurre) jusqu'à l'exercice 1990. Les années précédentes, les exportations de beurre n'avaient pas atteint cet objectif, mais au cours de l'année civile 1989, 99 000 tonnes de matières grasses du beurre auraient été vendues. Il était prévu que les exportations des Etats-Unis s'élèveraient à 90 000 tonnes en 1990.

Les importations de beurre de la Communauté européenne, qui avaient totalisé 76 000 tonnes en 1988, sont tombées à environ 69 000 tonnes en 1989. La Nouvelle-Zélande est restée le principal fournisseur de la Communauté. Les importations de la Suisse ont considérablement reculé en 1989. Les importations de beurre de la Pologne ont baissé de près de 66 pour cent, pour tomber à 11 500 tonnes en 1989 et ont été nulles en 1990, en raison principalement de l'augmentation de la production intérieure.

Le Japon, dont les importations de beurre n'avaient atteint en moyenne que 2 000 tonnes par an entre 1981 et 1987, a procédé en 1988 à des achats supplémentaires atteignant 21 000 tonnes. Les importations ont totalisé 23 300 tonnes en 1988, principalement en provenance de Nouvelle-Zélande. En 1989, les importations ont été très inférieures (10 000 tonnes) à celles de l'année précédente et devraient encore avoir diminué en 1990, quoique le Japon ait acheté 3 000 tonnes de beurre en septembre 1990 en prévision d'une baisse possible de l'offre intérieure.

L'URSS, où la consommation de lait et de produits laitiers a augmenté plus vite que la production, est restée de loin le plus grand importateur net de beurre ces dernières années. En 1989, elle a importé des quantités substantielles de beurre, mais ses importations totales de produits laitiers sont restées inférieures au niveau record de 3,4 millions de tonnes équivalent lait enregistré en 1988. Les importations de 1989 étaient constituées en partie de vieux beurre acheté antérieurement à bas prix sur les stocks de la Communauté, mais d'importantes quantités de beurre frais ont aussi été achetées aux prix mondiaux, principalement à la Communauté et à la Nouvelle-Zélande. En septembre 1989, l'URSS s'est tournée vers les Etats-Unis, qui écoulaient du beurre excédentaire provenant de stocks publics. En 1989, les importations de beurre se sont élevées à 247 100 tonnes, soit une diminution de 44 pour cent par rapport au niveau record de 440 500 tonnes atteint en 1988 (tableau 4). La demande d'importations de l'URSS a baissé au cours du quatrième trimestre de 1989. Durant le premier semestre de 1990, l'URSS a acheté environ 70 000 tonnes de beurre à la Nouvelle-Zélande et environ 10 000 tonnes à la Pologne aux prix de 1 450 et 1 350 dollars EU f.a.b., respectivement, et les pays nordiques lui ont livré quelque 20 000 tonnes. Durant cette période, les importations de beurre ont augmenté de 22 pour cent par rapport à la période correspondante de 1989. Cependant, à l'automne de 1990, les incertitudes persistaient quant aux besoins d'importations de l'URSS et à sa solvabilité. En 1990, ses importations de beurre pourraient encore s'élever à 250 000 tonnes, mais la situation pourrait évoluer si du beurre était de nouveau offert à des prix réduits et si des facilités de crédit pouvaient être accordées, notamment dans le cadre de ventes à des conditions spéciales.

TABLEAU 4

Importations de beurre de l'URSS, par origine
(Milliers de tonnes)

	Moyenne 1981-83	1986	1987	1988	1989
Total	<u>189,46</u>	<u>194,34</u>	<u>403,11</u>	<u>440,47</u>	<u>247,05</u>
dont:					
Belgique	16,67	-	9,99	5,75	4,37
Danemark	-	-	5,00	-	-
Irlande	15,75	-	-	12,06	29,40
Pays-Bas	14,71	-	113,14	121,05	30,31
France	25,08	15,20	49,97	19,08	3,88
Allemagne, Rép. féd. d'	-	90,00	133,00	183,00	27,00
<u>Total des pays de la CEE</u> <u>mentionnés</u>	<u>72,22</u>	<u>105,20</u>	<u>311,10</u>	<u>340,94</u>	<u>94,96</u>
Hongrie	3,48	0,72	1,06	1,00	5,38
Norvège	1,67	-	-	-	-
Finlande	9,34	8,00	6,10	8,79	7,85
Suède	5,46	-	-	-	8,60
Canada	0,67	-	-	-	-
Uruguay	3,37	..	-	2,50	4,00
Nouvelle-Zélande	48,71	25,11	11,38	38,29	30,70
Autres (origines non spécifiées)	44,38	55,31	73,47	48,95	95,56

Source: Annuaire du commerce extérieur de l'URSS, 1981 à 1989.

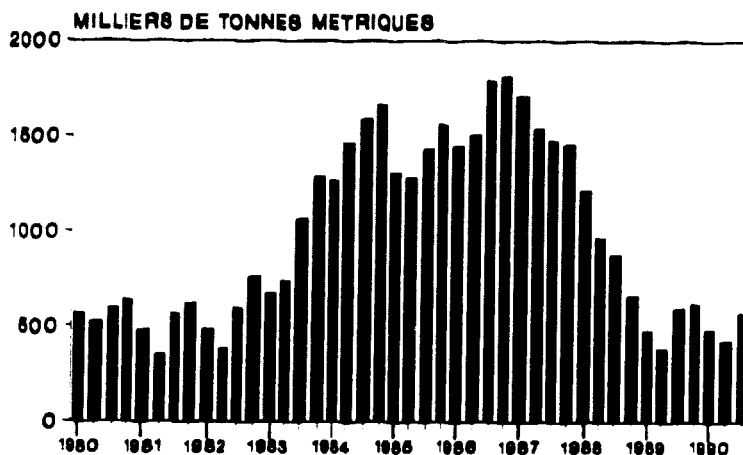
Stocks

Au 1er janvier 1990, les stocks totaux de beurre de la Communauté européenne, de l'Amérique du Nord et de l'Océanie, qui s'établissaient à 370 000 tonnes, étaient inférieurs de 11 pour cent à ce qu'ils étaient un an auparavant, tandis que les stocks au 1er juillet 1990, avec 500 000 tonnes, avaient à peine varié par rapport à l'année précédente. En Europe de l'Est, les stocks auraient été plus élevés au 1er janvier 1990 qu'un an auparavant et ils ont continué d'augmenter durant tout le premier semestre de 1990. On a craint que les stocks n'augmentent du fait d'une chute de la demande.

Les stocks de beurre (publics et privés) de la Communauté européenne atteignaient au total 124 000 tonnes à la fin de 1989, contre 202 000 tonnes un an auparavant. Aucun achat d'intervention n'a eu lieu en 1989. La Commission a continué d'user de son pouvoir de suspendre les achats d'intervention de beurre à certaines conditions et de mettre en place un système d'appel d'offres pour l'achat de beurre d'intervention. A la suite d'une baisse des prix, il a décidé en janvier 1990 d'acheter environ 12 000 tonnes de beurre, le premier achat d'intervention en deux ans. Les achats d'intervention se sont poursuivis et, en septembre 1990, les stocks publics de la Communauté s'élevaient à 172 000 tonnes et les stocks privés à 183 000 tonnes.

En Océanie, les stocks de beurre qui s'élevaient à 115 000 tonnes le 1er janvier 1990 étaient supérieurs de 15 pour cent à leur niveau du 1er janvier 1989. Cependant, le 1er juillet 1990, les stocks de beurre étaient de 53 000 tonnes, en baisse de 4 000 tonnes ou 7 pour cent par rapport à leur niveau d'un an auparavant. En Pologne, les stocks de beurre qui étaient de 36 600 tonnes le 1er janvier 1990 avaient plus que doublé par rapport à l'année précédente, en raison de la baisse de la consommation due à la hausse des prix de détail. En Finlande, les stocks étaient de 16 000 tonnes au 1er juillet 1990, soit une augmentation de 15 pour cent par rapport à la même date de l'année précédente, due principalement à la baisse de la consommation.

BEURRE: STOCKS DES PAYS DE L'ARRANGEMENT 1980-1990 *



* Y compris Autriche, Canada et EU

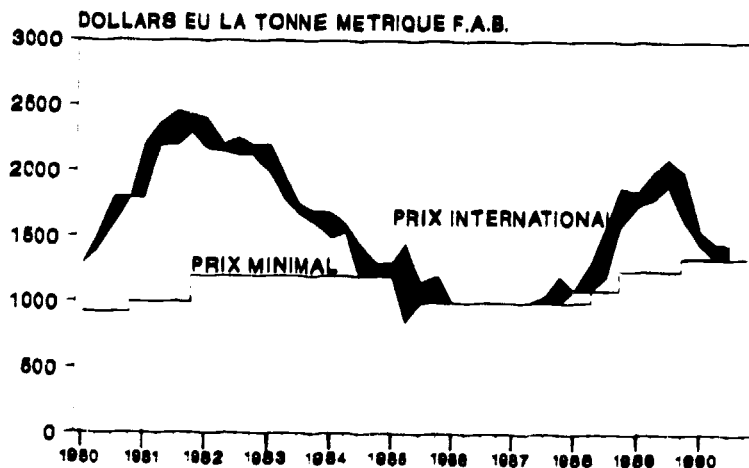
Aux Etats-Unis, les achats de beurre du gouvernement ont augmenté de façon substantielle, sous l'effet d'une brusque poussée des excédents de produits à forte teneur en matières grasses, les stocks publics continuant d'augmenter en 1989 et au début de 1990 pour atteindre 150 000 tonnes le 1er juillet 1990, en baisse toutefois de 5 pour cent par rapport à l'année précédente. Les achats de soutien du gouvernement entre janvier et juin 1990 ont été importants mais ont diminué de près d'un cinquième par rapport à l'année précédente, du fait d'une réduction de la production et d'une augmentation des utilisations commerciales du beurre. Au Canada, les stocks s'élevaient à 25 500 tonnes à la fin de juin 1990, soit 9 pour cent de plus qu'au 30 juin 1989.

Prix internationaux

La réduction de l'offre et la diminution des stocks de report ont entraîné un nouveau redressement des prix en 1989: les prix du beurre frais ont fluctué entre 1 750 et 2 100 dollars EU la tonne f.a.b. au cours des neuf premiers mois de l'année. Cependant, les prix ont commencé à fléchir au quatrième trimestre pour osciller entre 1 650 et 2 000 dollars EU la tonne f.a.b., et la baisse s'est poursuivie en 1990, après une chute spectaculaire de la consommation de beurre dans de nombreux pays. Les prix internationaux sont revenus dans une fourchette de 1 450 à 1 550 dollars EU la tonne f.a.b. au premier trimestre de 1990, puis de 1 350 à 1 450 dollars EU la tonne f.a.b. au deuxième et troisième trimestre. Certaines ventes auraient été effectuées à des prix inférieurs au prix minimal à l'exportation de 1 350 dollars EU la tonne f.a.b. et des incertitudes persistaient quant à l'évolution des prix en 1990/91.

Des inquiétudes ont été exprimées quant à la situation peu satisfaisante marquée par la fragilité du marché du beurre, et le Comité du Protocole concernant les matières grasses laitières a exhorté les participants à prendre les mesures nécessaires pour assurer le plein respect des dispositions de l'Arrangement concernant les prix minimaux à l'exportation. Un appel a également été lancé aux pays non participants afin qu'ils s'abstiennent de sous-coter les prix et de vendre à des prix inférieurs aux prix minimaux à l'exportation convenus. Lors de son examen de septembre 1990, le Comité a décidé de maintenir inchangé le prix minimal fixé à 1 350 dollars EU la tonne f.a.b.

PRIX DU BEURRE 1980-1990

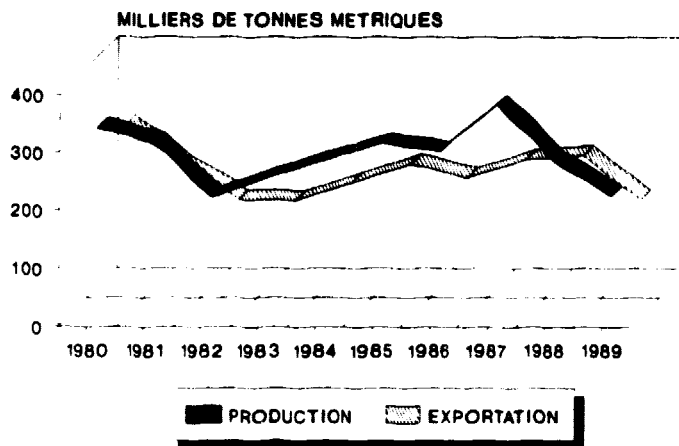


Matières grasses laitières anhydres

Production et commerce

La production de matières grasses laitières anhydres de la Communauté européenne, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie a été plus faible en 1989 que l'année précédente. Les exportations de la Communauté européenne et de la Nouvelle-Zélande ont baissé considérablement en 1989 tandis que celles de l'Australie augmentaient.

PRODUCTION ET EXPORTATION DE MATIERES GRASSES LAITIÈRES ANHYDRES 1980-1989 *



* Total des pays membres de l'Arrangement

Aide alimentaire

Le programme d'aide alimentaire de la Communauté européenne prévoyait pour 1989 la fourniture d'un maximum de 25 000 tonnes d'huile de beurre, soit la même quantité qu'en 1988. Il prévoyait cependant 18 000 tonnes pour 1990. Les quantités effectivement livrées en 1989 ont atteint 15 000 tonnes contre 33 000 tonnes en 1988. En février 1990, la Communauté a pris des mesures d'urgence pour fournir à la Roumanie certains produits agricoles, dont 2 500 tonnes de beurre. Au début de 1989, les Etats-Unis sont entrés en pourparlers avec la Pologne pour la fourniture gratuite de certaines quantités de beurre. En mars 1990, les Etats-Unis et la Roumanie ont convenu d'un ensemble de mesures d'aide agricole prévoyant la fourniture à la Roumanie de céréales fourragères et de 7 500 tonnes de beurre.

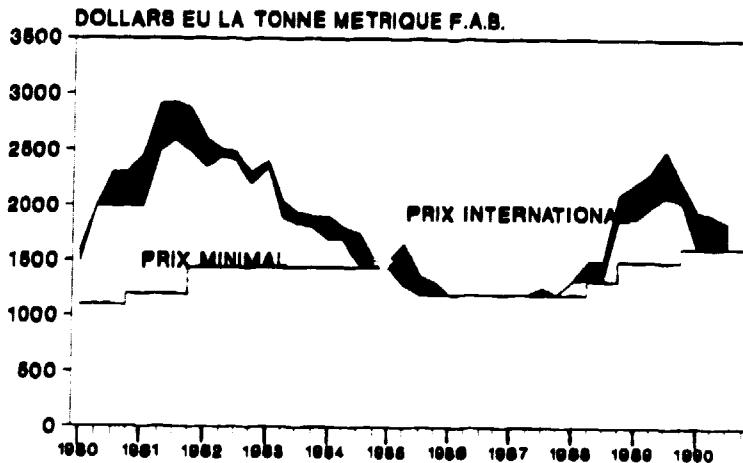
Prix internationaux

Les prix internationaux des matières grasses laitières anhydres qui s'étaient redressés pendant toute l'année 1988 se sont encore raffermis en 1989, variant de 1 900 à 2 500 dollars EU la tonne f.a.b. au cours des

neuf premiers mois de l'année. Toutefois, les prix ont commencé à fléchir au quatrième trimestre où ils ont oscillé entre 2 050 et 2 200 dollars EU la tonne f.a.b. et ils ont continué de baisser pour se situer entre 1 625 et 1 950 dollars EU la tonne f.a.b. au premier semestre de l'année. Une nouvelle diminution a été enregistrée au troisième trimestre de 1990, avec des prix allant de 1 625 à 1 850 dollars EU la tonne f.a.b. Certaines ventes auraient été réalisées à des prix inférieurs au prix minimal à l'exportation actuel de 1 625 dollars EU la tonne f.a.b.

Pour l'avenir, les prix et les ventes de matières grasses laitières anhydres devraient rester sensibles à la concurrence des huiles végétales et l'incertitude devrait continuer de régner sur le marché. Lors de son examen de septembre 1990, le Comité a néanmoins décidé de maintenir le prix minimal à l'exportation à son niveau actuel de 1 625 dollars EU la tonne f.a.b.

PRIX DES MATIERES GRASSES LAIERIERS ANHYDRES 1980-1990



Fromages

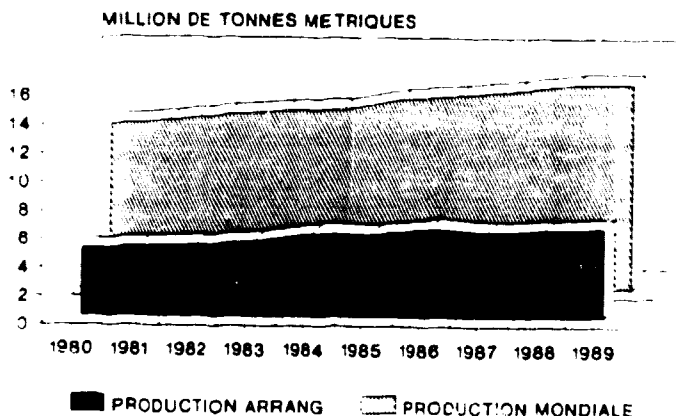
Production

La production mondiale de fromages toutes espèces confondues, y compris la caillebotte, a été de 14,48 millions de tonnes en 1989, soit 1,6 pour cent de plus qu'en 1988. La tendance a été très semblable dans toutes les régions, avec toutefois des variations d'un pays à l'autre. Dans la Communauté européenne, la production de fromages a été de 4,49 millions de tonnes en 1989, soit 2 pour cent de plus qu'en 1988. Cela tient d'une part à l'augmentation de la consommation intérieure et d'autre part à l'application d'un nouveau système d'intervention pour le lait écrémé en poudre et le beurre. De plus grandes quantités de lait ont été utilisées pour la production de fromages. Pour 1990, une nouvelle augmentation a été enregistrée, la production de fromages pendant le premier semestre de l'année ayant été supérieure de près de 6 pour cent à celle de 1989.

En Australie, la production de fromages a totalisé 190 400 tonnes en 1988/89, soit 8 pour cent de plus que pendant la campagne précédente. Elle a diminué de 8 pour cent en 1989/90 pour s'établir à 175 000 tonnes. Cette baisse est due à une réduction de la demande d'importations au Japon et une structure des prix relatifs qui était généralement défavorable aux fromages pendant le premier semestre de l'année. En Nouvelle-Zélande, la production de fromages s'est élevée au total à 122 000 tonnes pendant la campagne 1989/90. La production a été réduite en cours de campagne car les ventes à l'exportation n'atteignaient pas les niveaux escomptés. Les stocks de fromages étant trop importants au début de la nouvelle campagne, la production devrait être maintenue en 1990/91 à un niveau inférieur à celui de 1989/90. Des augmentations appréciables ont été enregistrées en 1989 dans la plupart des autres pays participants.

Aux Etats-Unis, la production de fromages a atteint environ 2,53 millions de tonnes en 1989, soit une progression de 1 pour cent. La poursuite de l'accroissement de la demande intérieure faisait prévoir une nouvelle augmentation de 7,5 pour cent en 1990, et une grande partie de l'augmentation de l'offre de lait devrait être absorbée par la fabrication de fromages qui pourrait atteindre 2,72 millions de tonnes. Au Canada, il était prévu en 1990/91 une augmentation de 5 pour cent de la production de fromages, qui devrait atteindre 260 000 tonnes environ, en réponse au renforcement de la demande intérieure. En URSS, la production de fromages (autre que la caillebotte et le fromage frais) a atteint 900 000 tonnes environ en 1989, soit 1 pour cent de plus qu'en 1988. Une nouvelle augmentation était prévue pour 1990. Pour 1989, la production de caillebotte et de fromage frais a été estimée à plus de 1 million de tonnes. En République démocratique allemande, la production est restée inchangée en 1989 (274 000 tonnes), et elle devrait peu évoluer en 1990. Dans les pays en développement, la production de fromages, qui représentait un peu moins de 12 pour cent de la production mondiale totale, n'a pratiquement pas changé en 1989.

PRODUCTION DE FROMAGES 1980-1989



Consommation

Dans les principaux pays producteurs, la consommation de fromages a continué de croître en 1989, au rythme de 1 pour cent. Dans la Communauté européenne, une augmentation de 1 pour cent a été enregistrée en 1989. Pour 1990, on prévoyait une nouvelle augmentation de plus de 5 pour cent de la consommation totale de fromages. Cette évolution favorable s'explique par la grande diversité des produits disponibles et par l'action dynamique qui a continué d'être menée en vue de la mise au point de nouveaux produits (par exemple, fromages à faible teneur en matières grasses). La consommation de fromages a continué de progresser dans les autres pays européens. Aux Etats-Unis, les ventes intérieures de fromages sont demeurées fermes en 1989, avec une progression de 1,8 pour cent par rapport à 1988. Les ventes de fromages, de janvier à mai 1990, ont augmenté d'environ 7 pour cent par rapport à la période correspondante de 1989.

Une situation économique favorable et une forte demande d'importation ont fait prévoir une augmentation substantielle de la consommation de fromages en 1990 en dépit de prix plus élevés. 1990 s'est révélé être une année où des facteurs non identifiés ont déclenché une expansion extraordinaire.

La consommation mondiale de fromages par habitant a progressé régulièrement, gagnant plus de 2 pour cent par an par rapport au début des années 80. La consommation par habitant a été particulièrement élevée en Europe occidentale (environ 13 kg) et en Amérique du Nord (environ 11 kg), et il semble que la consommation a le plus fortement progressé dans les pays qui étaient déjà de gros consommateurs. Cette tendance à la hausse devrait se poursuivre en Europe occidentale et en Amérique du Nord, à un rythme annuel moyen de 2 à 3 pour cent. En 1989 et 1990, la consommation de fromages s'est sensiblement développée en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

L'expansion de la demande et de la consommation de fromages a encouragé la mise au point et la fabrication de fromages d'imitation, mais ce type de produit ne représentait toujours qu'une très faible part du marché en 1989. Toutefois, des produits voisins du fromage, des fromages composés et des fromages d'imitation ont été commercialisés avec un certain succès comme ingrédients pour la fabrication des pizzas et d'autres applications culinaires, notamment aux Etats-Unis.

Commerce

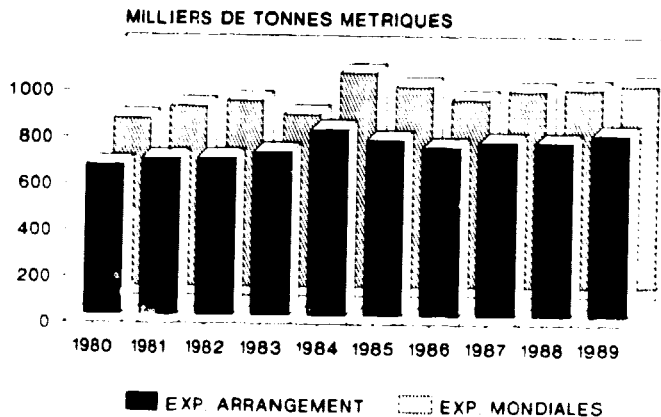
Les exportations mondiales de fromages ont augmenté de 2,4 pour cent en 1989, atteignant quelque 870 000 tonnes. La tendance générale à l'expansion observée en 1989 s'est poursuivie en 1990. Le marché international des fromages a été dominé par l'Europe occidentale et la Nouvelle-Zélande qui, ensemble, ont assuré plus de 75 pour cent des exportations.

En 1989, les exportations de fromages de la Communauté européenne ont progressé de 11 pour cent, passant à 445 000 tonnes. Il était cependant

prévu qu'elles augmenteraient moins rapidement en 1990. Celles de la Nouvelle-Zélande ont atteint 84 500 tonne en 1989, soit 13,6 pour cent de moins qu'en 1988, leur principal débouché demeurant le Japon. Les ventes de fromages de qualité inférieure à la norme à l'exportation effectuées sous couvert d'une dérogation ont très nettement diminué en 1988 et totalement cessé en 1989, signe de l'assainissement du marché. Cependant, du fait d'un fléchissement des prix au début de 1990, la Nouvelle-Zélande a de nouveau vendu 1 350 tonnes de fromages de qualité inférieure sous couvert d'une dérogation. Les exportations de fromages de l'Australie, qui se sont élevées à 62 000 tonnes en 1988/89, ont marqué un net recul (15,6 pour cent), en raison de la diminution des stocks en 1987/88. Les exportations ont continué de baisser (de 17 pour cent) en 1989/90 pour tomber à 51 700 tonnes, principalement du fait d'une diminution des ventes au Japon. Les principaux débouchés des exportations australiennes ont continué d'être le Japon et l'Asie du Sud-Est.

Les exportations de la Suisse ont sensiblement augmenté (de 6,9 pour cent) en 1989 et ont atteint 63 900 tonnes. Les exportations de la Finlande sont tombées de 31 000 tonnes en 1988 à 27 300 tonnes en 1989. Celles de l'Argentine, qui avaient plus que doublé en 1988 (11 000 tonnes) ont continué d'augmenter en 1989 (28 pour cent) et sont passées à 14 200 tonnes. Par contre les ventes de la Bulgarie ont baissé de 20 pour cent en 1989 pour tomber à 21 000 tonnes.

EXPORTATIONS DE FROMAGES 1980-1989



Les exportations de fromages des Etats-Unis, qui avaient été faibles en 1988 (24 000 tonnes), ont encore considérablement diminué en 1989, pour tomber à 7 000 tonnes et il était prévu qu'elles demeureraient faibles en 1990. Les exportations vers le Mexique se sont élevées en 1989 à 8,3 millions de dollars EU. Les exportations de l'Autriche ont reculé en 1989, tandis que les exportations du Canada et de la République démocratique allemande restaient assez stables.

En ce qui concerne les importations, la Communauté européenne a importé environ 116 000 tonnes de fromages en 1989, principalement en provenance de Suisse, chiffre sans grand changement par rapport à l'année

précédente. En 1989, les importations du Japon (112 000 tonnes environ) ont baissé de 2 pour cent par rapport à 1988, les principaux fournisseurs de ce pays étant la Communauté européenne, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Malgré cette petite diminution des importations en 1989, la demande intérieure de fromages a été en progression constante et a presque doublé en dix ans. Il est probable que cette tendance se poursuivra. Toutefois, du fait de l'accroissement de la production intérieure de lait et de fromages en 1990, les besoins d'importations pourraient ne pas augmenter. En Suisse, les importations de fromages sont restées assez stables en 1989 à 24 000 tonnes environ.

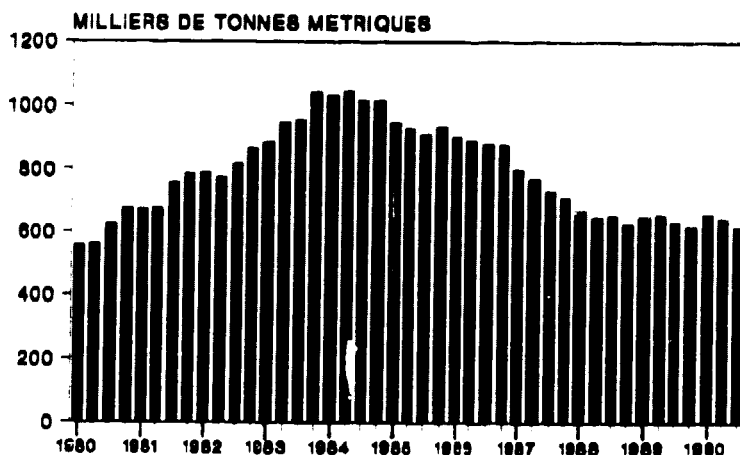
Les Etats-Unis ont acheté au total 125 000 tonnes de fromages en 1989, soit 9 pour cent de plus qu'en 1988. Leurs principaux fournisseurs ont été la Communauté européenne, la Nouvelle-Zélande et la Finlande. En 1990, les importations ont continué de progresser au même rythme et pourraient s'élever à 135 000 tonnes environ.

La demande d'importations en Afrique du Nord et au Moyen-Orient a encore été forte et en hausse en 1989, les quantités de féta importées par l'Egypte et l'Iran augmentant de plus d'un tiers par rapport à 1988, et la demande d'importations dans ces régions est demeurée ferme en 1990, le blocus commercial de l'Iraq et du Koweït ayant cependant une incidence défavorable sur les importations de fromages dans ces pays au cours de l'automne.

Stocks

Au 1er juillet 1990, les stocks de fromages étaient plus élevés qu'un an auparavant dans la Communauté européenne et en Nouvelle-Zélande, mais ils étaient faibles en Australie et dans les pays nordiques. Les stocks détenus par les Etats-Unis qui, au 1er juillet 1990, étaient légèrement plus élevés qu'un an auparavant, ne représentaient encore que les deux cinquièmes environ de leur niveau moyen de 1981 à 1983. Pour tous les pays pour lesquels des statistiques sont disponibles, les stocks semblent avoir augmenté en 1990 de 2,5 pour cent par rapport à 1989.

FROMAGE: STOCKS DES PAYS DE L'ARRANGEMENT 1980-1990 *



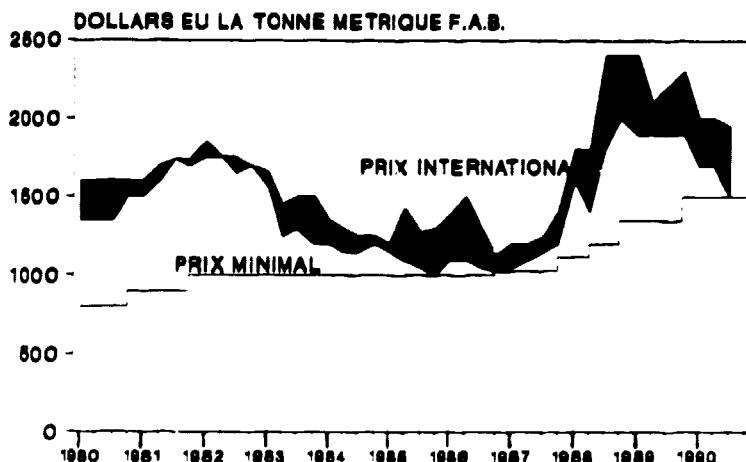
* Y compris Autriche, Canada et EU

Prix internationaux

Les prix du cheddar, qui s'étaient raffermis en 1988, se sont stabilisés en 1989 dans une fourchette de 1 900 à 2 400 dollars EU par tonne f.a.b. au cours du premier semestre de l'année, en légère baisse par rapport au niveau record atteint vers la fin de 1988. Au quatrième trimestre de 1989, ils ont fluctué entre 1 900 et 2 300 dollars EU la tonne f.a.b. Au premier semestre de 1990, ils ont eu tendance à baisser un peu et se sont situés entre 1 700 et 2 000 dollars EU la tonne f.a.b. Un nouveau fléchissement a été enregistré au troisième trimestre où ils ont fluctué entre 1 500 et 1 950 dollars EU la tonne f.a.b. Toutefois, pour la plupart des fromages visés par le Protocole, les prix sont demeurés nettement supérieurs au prix minimal à l'exportation convenu et ils devraient se raffermir au cours des prochains mois, la demande d'importations suffisant à absorber l'augmentation de l'offre notamment pour les spécialités fromagères. Les prix du cheddar avaient tendance à baisser au milieu de l'année 1990, en raison probablement de l'abondance de l'offre à l'exportation et de l'importance des stocks de produits destinés à l'affinage.

Lors de son examen de septembre 1990, le Comité du Protocole concernant certains fromages a décidé de maintenir inchangé le prix minimal à l'exportation fixé à 1 500 dollars EU la tonne f.a.b.

PRIX DU FROMAGE 1980-1990



Lait en poudre

Lait écrémé en poudre et babeurre en poudre

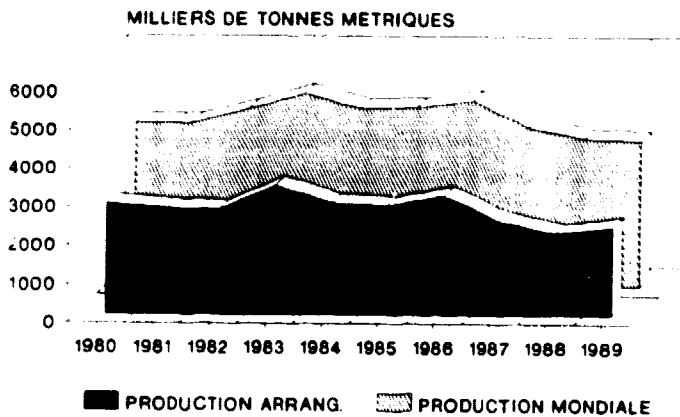
Production

En 1989, la production mondiale de lait écrémé en poudre s'est établie à 3,8 millions de tonnes, soit 1,1 pour cent de moins qu'en 1988, où elle avait baissé de 7,4 pour cent. Cette baisse pendant trois années consécutives est due principalement à une réduction de la production de beurre et à un accroissement des ventes de produits laitiers allégés qui ont entraîné une diminution des quantités de lait écrémé disponibles pour la déshydratation. Le recul peut être attribué en grande partie aux efforts déployés par la Communauté pour réduire sa production laitière et ses stocks excédentaires. La production communautaire a diminué de façon très importante: en effet, de près de la moitié de la production mondiale depuis les années 60, sa part est tombée à moins d'un tiers en 1989. Les Etats-Unis ont également réduit leur production de lait écrémé en poudre. Selon les projections pour 1990, la production mondiale de lait écrémé en poudre devrait augmenter par rapport à 1989, le redressement en Europe occidentale et en Océanie compensant les reculs en Amérique du Nord.

Après avoir fortement diminué pendant deux années consécutives, la production de lait écrémé en poudre de la Communauté européenne s'est redressée en 1989 et a totalisé 1,40 million de tonnes, soit 6,6 pour cent de plus qu'en 1988. Malgré l'augmentation des attributions de lait liquide et de fromage, la production de lait écrémé en poudre a augmenté principalement en raison de la forte réduction de la production de caséine et de l'utilisation de lait écrémé liquide pour l'alimentation des animaux. En 1990, elle a fortement progressé, enregistrant une hausse de 11 pour cent au premier semestre. Toutefois, comme le taux d'accroissement s'est ralenti pendant l'automne, les prévisions pour l'année 1990 indiquent une augmentation globale de 7 pour cent et une production de 1,50 million de tonnes. En Nouvelle-Zélande, la production de lait écrémé en poudre a diminué de 10 pour cent pendant la campagne 1988/89, parallèlement à la baisse de la production de beurre, pour s'établir à 154 000 tonnes, mais elle a augmenté de 22,7 pour cent en 1989/90 et a atteint 189 000 tonnes. Selon les prévisions, la production en 1990/91 ne devrait guère varier par rapport à 1989/90. La production de babeurre en poudre a aussi baissé en 1988/89. En Australie, la production de lait écrémé en poudre et de babeurre en poudre a été de 126 800 tonnes en 1988/89, soit une baisse de 0,8 pour cent par rapport à 1987/88. Conformément à la situation de ces deux produits sur le marché international, la production de lait écrémé en poudre et de babeurre en poudre a fortement augmenté en 1989/90 pour atteindre 139 700 tonnes, soit 10 pour cent de plus qu'en 1988/89. Le changement d'orientation de la consommation intérieure - les industriels s'étant détournés du lait en poudre écrémé pour donner la préférence au lait écrémé concentré - a été contrebalancé par celui qui est intervenu dans la production, les producteurs ayant privilégié le lait en poudre

écrémé en raison de l'incertitude persistante sur le marché. Au Japon, la production a augmenté d'environ 10 pour cent en 1989, passant à 178 000 tonnes sous l'effet de l'augmentation de la production de lait, et a continué de s'accroître au même taux en 1990. En Pologne, elle a augmenté de 10 pour cent, passant à 175 000 tonnes. La production de lait écrémé en poudre des autres participants a suivi des tendances diverses en 1989.

PRODUCTION DE LAIT ECREME EN POUVRE 1980-1989



Aux Etats-Unis, la production a baissé de 11 pour cent en 1989, tombant à 395 000 tonnes. Entre janvier et mai 1990 elle a diminué de plus de 16 pour cent par rapport à la période correspondante de 1989. Comme les ventes de produits à faible teneur en graisse ont continué de progresser, la demande de lait écrémé liquide a freiné la production de lait écrémé en poudre. Selon les prévisions, elle devrait encore baisser fortement en 1990 malgré l'augmentation prévue de la production de lait, celui-ci étant détourné de la production de beurre et de lait écrémé en poudre et affecté à celle de fromages. La production canadienne, qui s'est chiffrée à 102 000 tonnes en 1988/89, a été inférieure de 13 pour cent à celle de la précédente campagne laitière. En 1989/90, elle devrait encore baisser de 10 pour cent et s'établir à 93 000 tonnes, à cause d'une réduction des contingents fixés pour le lait industriel. On prévoit une nouvelle diminution de 3 pour cent en 1990/91 qui la ramènerait à 90 000 tonnes. En URSS la production a continué d'augmenter en 1988, atteignant 518 000 tonnes, et a également enregistré de légers accroissements en 1989 et en 1990. En République démocratique allemande, elle a encore progressé en 1988, pour atteindre 55 000 tonnes, mais a légèrement baissé en 1989. En Inde, elle a augmenté de 13 pour cent en 1989, atteignant 90 000 tonnes; elle devrait progresser de 6 pour cent en 1990 et s'établir à 95 000 tonnes. La production du Brsil, demeurée stable en 1989 avec 40 000 tonnes, devrait s'élever à 45 000 tonnes en 1990.

Consommation

La consommation mondiale de lait écrémé en poudre a reculé en 1989, sous l'effet d'une contraction de l'offre de lait en poudre. Dans la Communauté européenne, la consommation intérieure totale a diminué en 1988 et en 1989. Toutefois, cette diminution est due à une baisse de l'utilisation de lait écrémé en poudre par les producteurs d'aliments pour animaux, alors que l'utilisation de ce produit pour l'alimentation humaine a fortement augmenté en 1989, dépassant 300 000 tonnes. La consommation intérieure de lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des veaux, en baisse ces dernières années, a continué de fléchir en 1989 pour s'établir à quelque 750 000 tonnes. Cette baisse de l'utilisation du lait écrémé en poudre pour l'alimentation des animaux pourrait être attribuée en partie à une diminution de l'élevage de veaux, parallèlement à une réduction du nombre de vaches. On avait aussi tendance à remplacer de plus en plus le lait écrémé en poudre par du lactosérum en poudre et, peut-être, par de la farine de soja. Compte tenu de l'évolution du marché, les aides accordées pour le lait écrémé en poudre et le lait écrémé liquide utilisés pour l'alimentation des animaux ont été relevées en juin et en octobre 1990. C'est ainsi qu'il a été décidé en octobre 1990 d'accorder une aide de 70 Ecus par 100 kg (soit 10 Ecus de plus) et de fixer à 50 pour cent la proportion minimale de lait écrémé en poudre à incorporer dans les aliments pour animaux susceptible de faire l'objet d'une aide. Ces mesures devraient accroître de quelque 7 pour cent la consommation de lait écrémé en poudre pour l'alimentation animale, la portant à 800 000 tonnes en 1990.

Au Japon, où la consommation a également baissé en 1989, environ un quart du lait écrémé en poudre consommé est destiné à l'alimentation des animaux. Aux Etats-Unis, la consommation intérieure totale a diminué en 1989 et l'utilisation de lait en poudre pour l'alimentation des animaux est tombée à des niveaux négligeables. Toutefois on s'attend à une augmentation de 14 pour cent de la consommation intérieure en 1990. Au Canada, la consommation intérieure totale a augmenté en 1989 et l'alimentation des animaux en a absorbé un cinquième.

Commerce

Comme l'offre mondiale est restée tendue en raison de la baisse de la production et du niveau négligeable des stocks, les exportations mondiales de lait écrémé en poudre ont baissé de 250 000 tonnes pour s'établir à 950 000 tonnes en 1989. Le commerce international de ce produit a continué de fléchir en 1990 à la suite, principalement, de la diminution des exportations de la Communauté européenne et des Etats-Unis.

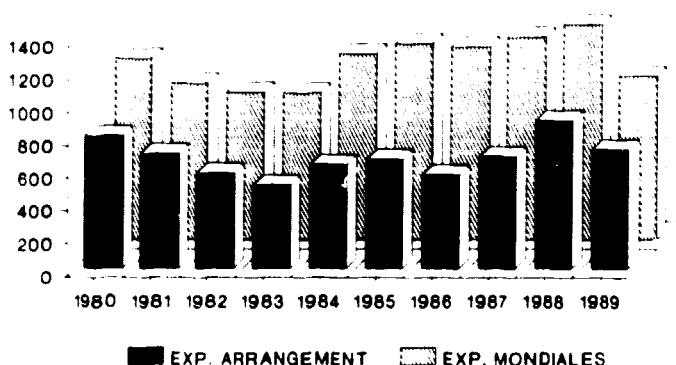
En raison d'une diminution de l'offre et du niveau négligeable des stocks d'intervention, les exportations de la Communauté européenne n'ont atteint qu'environ 394 000 tonnes en 1989, soit une baisse de 36 pour cent par rapport à 1988. La part de marché de la Communauté est passée de 50 pour cent en 1988 à 40 pour cent en 1989. Bien que les exportations effectuées pendant le premier semestre de 1990 soient demeurées relativement stables, les ventes de la Communauté pour l'ensemble de l'année devraient accuser une nouvelle baisse.

Les exportations de lait écrémé en poudre de la Nouvelle-Zélande ont progressé de 3,8 pour cent en 1989, s'établissant à 146 000 tonnes. Les principaux destinataires ont été les pays du Sud-Est et de l'Est de l'Asie, ainsi que le Mexique. Les exportations ont continué d'augmenter à un rythme plus rapide pendant le premier semestre de 1990. Les exportations de babeurre en poudre ont enregistré une forte baisse en 1989. En juillet 1990, la Nouvelle-Zélande a notifié son intention de vendre au Japon, sous couvert d'une dérogation, du lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux. Il s'agissait de 3 000 tonnes à livrer en août ou en septembre 1990.

Les exportations australiennes de lait écrémé en poudre et de babeurre en poudre en 1988/89 ont diminué de 4,5 pour cent, pour tomber à 74 000 tonnes. Toutefois, pour la campagne 1989/90, elles ont été plus élevées qu'en 1988/89 et ont atteint environ 96 700 tonnes. Le Mexique ayant pris place parmi les acheteurs principaux, les exportations de poudre de babeurre, en augmentation de 84 pour cent, se sont élevées à 9 000 tonnes en 1989/90.

EXPORTATIONS DE LAIT ECREME EN POUVRE 1980-1989

MILLIERS DE TONNES METRIQUES



En 1989, toutes les exportations de lait écrémé en poudre des Etats-Unis se sont faites à des conditions commerciales et aucun don n'a été accordé. Les exportations des Etats-Unis, de 170 000 tonnes en 1989, ont reculé de 22 pour cent par rapport à 1988 et de beaucoup plus par rapport à 1985-87, à l'époque où la Commodity Credit Corporation exportait de gros excédents de lait écrémé en poudre sous forme de dons et de ventes directes à l'étranger. En 1989 les exportations américaines de lait écrémé en poudre au Mexique se sont élevées à quelque 70 millions de dollars. Pendant l'exercice budgétaire 1990, les ventes de lait écrémé en poudre au Mexique bénéficient d'un crédit de 115 millions de dollars EU au titre du

programme GSM 102; un autre crédit, de 1 million de dollars EU, est annoncé pour l'exercice 1991. Les exportations de lait écrémé en poudre des Etats-Unis accusent une nouvelle baisse substantielle en 1990. Du fait de l'utilisation du fromage et du lait liquide dans les circuits commerciaux, la situation des extraits secs écrémés sur le marché intérieur devrait rester assez ferme et, pour la deuxième année de suite, les produits à base de lait écrémé en poudre ne devraient pas être affectés à l'exportation en très grosses quantités. En outre, la demande intérieure de produits riches en protéines devrait augmenter alors même que les stocks sont faibles. Au Canada, les exportations de lait écrémé en poudre ont augmenté en 1988, passant à 59 000 tonnes, soit une progression de 28 pour cent due à une baisse de la consommation intérieure et à la conjoncture internationale. En revanche, une forte baisse a été enregistrée en 1989 et les exportations n'ont porté que sur 32 000 tonnes.

A l'importation, les achats du Japon ont fortement augmenté (de 41 pour cent), passant à 130 000 tonnes en 1988 sous l'effet d'une vive demande intérieure. Une grande partie du lait en poudre importé était destinée à l'alimentation des animaux. Les principaux fournisseurs du Japon ont été la Nouvelle-Zélande, l'Australie et la Communauté européenne. En 1989, les importations (99 000 tonnes) étaient inférieures de 24 pour cent à leur niveau de 1988. Cette baisse était due principalement à un recul des importations de lait en poudre destiné à l'alimentation des animaux, provoqué par une hausse des prix sur les marchés internationaux. Les importations pourraient encore régresser en 1990, car la production intérieure est en progression.

La demande d'importation en vue de la reconstitution, notamment, est demeurée forte dans certains pays en développement. Le Mexique a continué d'importer beaucoup de produits laitiers, malgré une chute brutale de ses recettes en devises et l'augmentation de la production nationale. Il a importé 240 000 tonnes de lait écrémé en poudre en 1989 et en est ainsi devenu le premier importateur mondial. Les Etats-Unis sont restés son principal fournisseur opérant dans des conditions commerciales en 1989 et le resteront probablement en 1990. Il ne semble pas que les mesures prises par le Mexique en vue d'atteindre l'autosuffisance en matière de production de lait liquide aboutissent rapidement, et l'on estime que les besoins d'importation de lait en poudre écrémé devraient rester en 1990 à un niveau proche de celui de l'année précédente. Les importations du Brésil se sont redressées en 1989 et ont atteint 50 000 tonnes. Pour 1990, il se pourrait qu'elles soient faibles à cause d'une baisse générale de la demande de produits laitiers et du nouveau programme économique du gouvernement.

Aide alimentaire

Les expéditions de produits laitiers au titre de l'aide alimentaire ont consisté essentiellement en lait écrémé en poudre et en matières grasses laitières anhydres. L'amenuisement des excédents a entraîné une diminution des produits laitiers disponibles dans le cadre des programmes d'aide alimentaire. Ces dernières années, l'aide alimentaire a représenté

environ 20 pour cent des exportations totales de produits laitiers; les Etats-Unis et la Communauté européenne ont fourni la plus grande partie de cette aide. Cependant, en 1989, les expéditions effectuées à ce titre ont diminué encore plus que les exportations totales. Elles seraient tombées, selon les estimations, au-dessous de 100 000 tonnes en 1989 (poids du produit) alors qu'elles avaient été en moyenne de quelque 400 000 tonnes les années précédentes. Cette situation s'explique, d'une part, par une diminution de l'offre et, d'autre part, par une hausse des prix pratiqués sur le marché. Il a donc été difficile de se procurer le lait en poudre nécessaire, et, lorsqu'on y est parvenu, des problèmes budgétaires se sont posés pour le règlement des expéditions. La diminution des expéditions des Etats-Unis au titre de l'aide alimentaire est imputable à une baisse de l'offre. Les stocks non engagés étant restés à des niveaux minimaux depuis août 1988, aucun don à l'étranger n'a pu être fait en 1989 et en 1990.

Depuis le début des années 80, la Communauté européenne a réduit la part des produits laitiers dans l'aide alimentaire, la remplaçant par une offre plus importante d'aliments d'origine végétale, en particulier de céréales. Les attributions annuelles de lait écrémé en poudre ont été ramenées de 150 000 tonnes au début de la décennie à 94 000 tonnes en 1990, et celles d'huile de beurre de 45 000 à 18 000 tonnes. En 1989, les livraisons effectives de la Communauté européenne au titre de l'aide alimentaire se sont élevées à 84 000 tonnes de lait écrémé en poudre, contre 113 000 tonnes en 1988. En septembre 1990, la Communauté a annoncé une augmentation de 10 000 tonnes de l'attribution annuelle de lait écrémé en poudre.

Stocks

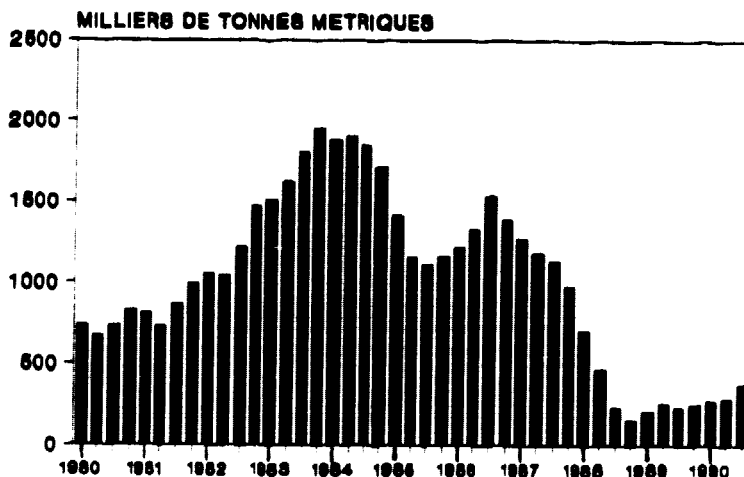
Les stocks totaux de lait écrémé en poudre dans la Communauté européenne, en Amérique du Nord et en Océanie se chiffraient à 164 000 tonnes environ au 1er janvier 1990, soit 29 pour cent de plus qu'à la même date de l'année précédente. Toutefois, ils étaient relativement faibles par rapport à la moyenne de 1981-1983. Au 1er janvier 1990, les stocks de la Communauté européenne s'élevaient à 5 000 tonnes, contre 7 000 tonnes un an auparavant. A la même date, les stocks détenus par l'Amérique du Nord s'établissaient à 33 000 tonnes, soit en légère baisse par rapport au niveau enregistré un an auparavant, et ceux qui étaient détenus par l'Océanie s'élevaient à 126 000 tonnes, contre 84 000 tonnes le 1er janvier 1990. A la fin de 1989, il n'y avait plus de stocks excédentaires de lait écrémé en poudre. Le 1er juillet 1990, les stocks totaux de lait écrémé en poudre de ces mêmes régions s'établissaient à 270 000 tonnes; ils avaient donc doublé depuis le 1er juillet 1989 à la suite, principalement, de l'accroissement constaté dans la Communauté.

TABLEAU 5

Part de l'aide alimentaire dans les exportations totales de certains pays

	Exportations totales			Aide alimentaire			Aide alimentaire/ exportations totales			
	1987	1988	1989	1987	1988	1989	1987	1988	1989	
	Tonnes						Pour cent			
	<u>Lait écrémé en poudre</u>									
Australie	67 500	62 100	69 900	300	-	3 200	0,4	-	4,6	
CEE	390 000	615 000	394 000	110 000	113 000	84 000	8,2	18,4	21,3	
Suisse	10 300	2 100	1 100	800	1 300	1 100	7,8	61,9	100,0	
Etats-Unis	298 800	218 600	170 000	126 800	74 100	-	42,4	33,9	-	
TOTAL	766 700	897 800	635 000	237 900	188 400	88 300	31,0	21,3	13,9	
	<u>Lait entier en poudre</u>									
Australie	43 100	47 000	47 000	20	66	-	0,1	0,1	-	
Suisse	2 400	1 900	2 200	2 000	1 500	1 600	83,3	78,9	72,7	
TOTAL	45 500	48 900	49 200	2 020	1 566	1 600	4,4	3,2	3,3	
	<u>Matières grasses laitières anhydres</u>									
Australie	13 100	20 000	24 000	-	-	-	-	-	-	
CEE	148 000	170 000	103 000	19 000	39 000	15 000	12,8	19,4	14,6	
TOTAL	161 100	190 000	127 000	19 000	39 000	15 000	11,8	20,5	11,8	

LAIT ECREME EN POUDRE: STOCKS DES PAYS DE L'ARRANGEMENT 1980-1990 *



* Y compris Autriche, Canada et EU

Par suite des mesures appliquées par la Communauté européenne pour limiter les achats d'intervention de beurre et de lait écrémé en poudre, les stocks publics de lait écrémé en poudre ont été faibles tout au long des années 1988 et 1989. Les stocks publics sont demeurés négligeables en 1989, alors que, selon les estimations, les stocks privés étaient de 70 000 tonnes à la fin de l'année. Toutefois, les stocks publics ont augmenté, passant à 350 000 tonnes en septembre 1990 sous l'effet du fléchissement des prix intérieurs. Comme prévu, les achats d'intervention de lait écrémé en poudre ont été suspendus le 31 août 1990. De plus, les aides accordées sous forme de lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux ont été accrues afin de promouvoir la consommation et d'essayer de maintenir les stocks publics à un faible niveau. Des inquiétudes ont toutefois été exprimées au sujet de l'augmentation des stocks que pourrait entraîner une baisse de la demande.

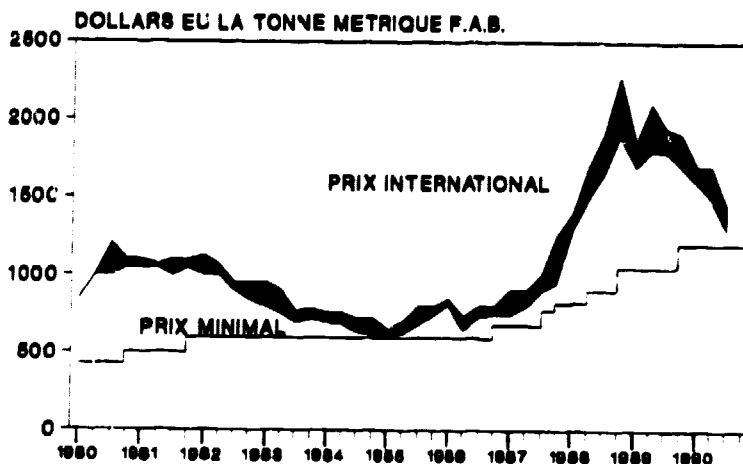
En Océanie, les stocks sont restés à des niveaux normaux pendant toute l'année 1989. Les stocks excédentaires de lait écrémé en poudre aux Etats-Unis ont entièrement disparu.

Prix internationaux

Les prix internationaux du lait écrémé en poudre se sont régulièrement raffermis tout au long de l'année 1988 et la demande d'importation est restée forte. Sous l'effet d'une contraction des disponibilités à l'exportation dans la Communauté européenne, en Nouvelle-Zélande et aux Etats-Unis, les prix ont monté rapidement. Au quatrième trimestre de 1988, les prix ont fluctué entre 1 900 et 2 270 dollars EU la tonne f.a.b. Les prix internationaux du lait écrémé en poudre ont plus que doublé en 1988

et, à la fin de l'année, ils étaient sensiblement plus élevés que ceux du beurre et de l'huile de beurre. En 1989, les prix du lait écrémé en poudre ont commencé à se stabiliser, se situant entre 1 700 et 2 100 dollars EU la tonne f.a.b. Cette stabilisation était due en partie à une diminution de la production de caséine ainsi qu'à une réduction progressive des plans de subvention du lait écrémé en poudre destiné à certains usages. Les prix ont continué à fléchir en 1990, fluctuant entre 1 500 et 1 700 dollars EU la tonne f.a.b. pendant le premier semestre de l'année et entre 1 300 et 1 450 dollars EU la tonne au cours du troisième trimestre; certaines ventes auraient alors été effectuées à des prix inférieurs à la fourchette indiquée. Lors de l'examen auquel il a procédé, en septembre 1990, le Comité du Protocole concernant certaines poudres de lait a maintenu les prix minimaux à l'exportation du lait écrémé en poudre et du babeurre en poudre à 1 200 dollars EU la tonne f.a.b.

PRIX DU LAIT ECREME EN POUDRE 1980-1990



Lait entier en poudre

Production

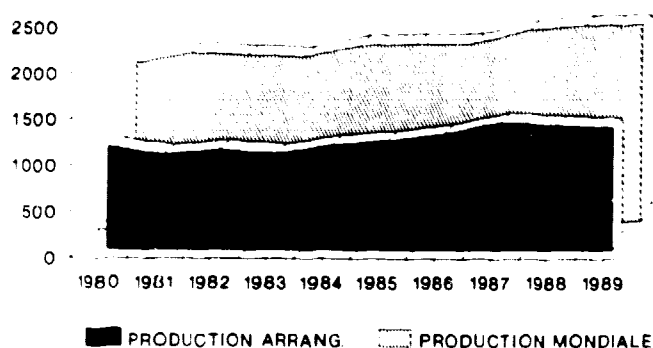
La production mondiale de lait entier en poudre en 1989 (environ 2,20 millions de tonnes) a baissé de 1,5 pour cent par rapport à celle de 1988, principalement sous l'effet d'une forte réduction de la production néo-zélandaise et d'un recul plus modéré de celle de la Communauté européenne.

La production de la Communauté européenne s'est établie à 863 000 tonnes en 1989 contre 868 000 tonnes en 1988. Elle a encore diminué de 10 pour cent pendant le premier semestre de 1990. En

Nouvelle-Zélande, la production destinée à l'exportation est tombée à 170 000 tonnes en 1989/90 contre 195 000 tonnes pendant la campagne précédente. Cette baisse notable a correspondu à l'absence d'activité sur des marchés clés, notamment ceux de l'URSS, du Venezuela et de Sri Lanka. En 1990/91 la production pourrait reprendre et s'élever au-dessus du bas niveau de la campagne précédente si elle trouve à s'écouler sur les marchés d'exportation. En Australie, la production a augmenté d'environ 7 pour cent en 1988/89, pour atteindre 68 000 tonnes, régissant ainsi à la tendance persistante de la demande internationale, mais elle est tombée à 56 000 tonnes en 1989/90, les industriels ayant privilégié, pendant le premier semestre de 1990, les produits plus faciles à stocker. Toutefois, sur l'année civile, la production, de 67 000 tonnes en 1989, n'a quasiment pas changé par rapport à celle de 1988. En Argentine, la production a augmenté de 15 pour cent et s'est établie à 98 000 tonnes en 1989. En Finlande, avec 11 000 tonnes seulement en 1989, la production a baissé pour la deuxième année consécutive. En Pologne, la fabrication de lait entier en poudre est restée relativement stable en 1989 (environ 50 000 tonnes). Aux Etats-Unis, la production est passée à 81 000 tonnes en 1989, ce qui représente une augmentation de 5 pour cent, alors qu'en Autriche, elle est restée inchangée (11 000 tonnes).

PRODUCTION DE LAIT ENTIER EN Poudre 1980-1989

MILLIERS DE TONNES METRIQUES



Commerce

Les exportations de lait entier en poudre, qui avaient poursuivi leur mouvement ascendant en 1988 et atteint 975 000 tonnes sont retombées à environ 880 000 tonnes en 1989.

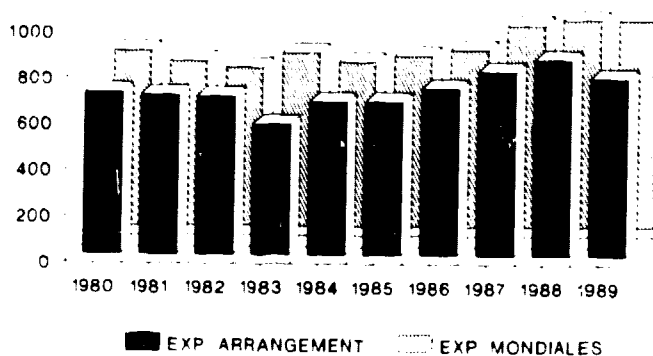
Les exportations de la Communauté européenne, en baisse de 6 pour cent, se sont établies à 554 000 tonnes, soit environ 63 pour cent des exportations mondiales en 1989. Pour 1990, on prévoit qu'elles continueront de baisser.

Les exportations de la Nouvelle-Zélande, deuxième exportateur mondial, ont reculé en 1989, pour s'établir à près de 133 000 tonnes, les principaux débouchés étant l'Asie du Sud et de l'Est et l'Amérique du Sud. Elles ont continué de régresser en 1990. Les exportations de l'Australie en 1988/89, qui se sont chiffrées à 48 400 tonnes, ont très légèrement baissé par rapport à la campagne précédente et elles se sont établies à 42 700 tonnes en 1989/90, soit une diminution de 11,8 pour cent. Les exportations de la Finlande, destinées exclusivement à l'URSS, ont encore accusé un net recul en 1989: elles ont diminué de 66 pour cent et sont tombées à 5 500 tonnes. Les exportations de l'Argentine ont presque doublé en 1989 et ont atteint 25 000 tonnes, les principales destinations étant l'URSS et le Chili.

Les achats de lait entier en poudre des pays en développement ont porté en 1989 sur 650 000 tonnes, soit une diminution de 1 pour cent par rapport à 1988. En raison de l'accroissement de la demande de ces pays, le lait entier en poudre est devenu, ces dernières années, le produit le plus important en volume dans le commerce international des produits laitiers. Les hausses des prix et les difficultés croissantes de nombreux pays importateurs en matière de devises ont peut-être découragé une progression régulière des achats. Une grande partie du lait en poudre importé par les pays en développement est destinée à des programmes sociaux et les restrictions budgétaires ont sans doute constitué un obstacle à l'accroissement des importations. La demande d'importation est restée stable en 1990 et rien n'indique qu'elle augmentera malgré la baisse des prix.

EXPORTATIONS DE LAIT ENTIER EN POUDRE 1980-1989

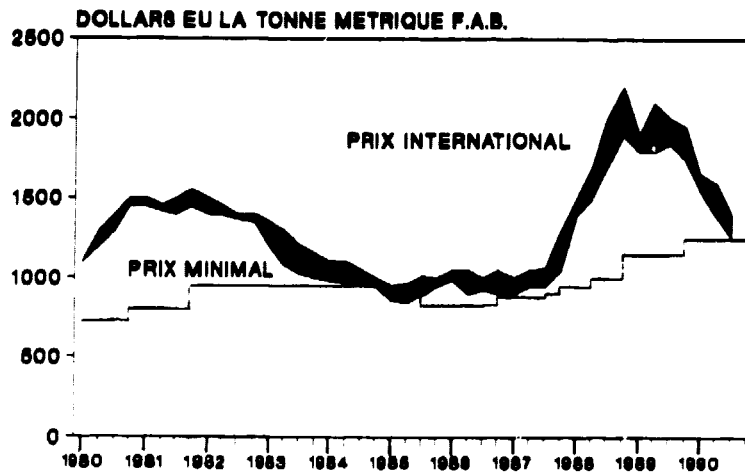
MILLIERS DE TONNES METRIQUES



Prix internationaux

Dans les premiers mois de 1989, les prix internationaux du lait entier en poudre se sont stabilisés à un niveau sensiblement identique à ceux du lait écrémé en poudre, se situant aux alentours de 1 800 à 2 100 dollars EU la tonne f.a.b. pendant la période janvier-juin. Ils ont commencé à fléchir ensuite et au quatrième trimestre ils ont oscillé entre 1 750 et 1 950 dollars EU la tonne f.a.b. Ils ont encore baissé au premier semestre de 1990, variant de 1 400 à 1 650 dollars EU la tonne f.a.b. et de 1 250 à 1 400 dollars EU la tonne f.a.b., au troisième trimestre. Les prix de ce produit étaient alors inférieurs de 50 dollars EU la tonne à ceux du lait écrémé en poudre. De toute évidence, le marché déprimé du beurre a aussi eu des effets négatifs sur celui du lait entier en poudre. Lors de l'examen auquel il a procédé en septembre 1990, le Comité du Protocole concernant certaines poudres de lait a maintenu le prix minimal à l'exportation à 1 250 dollars EU la tonne f.a.b.

PRIX DU LAIT ENTIER EN POUDRE 1980-1990



Autres produits laitiers

Lactosérum en poudre, en bloc ou concentré

La demande de lactosérum et de produits dérivés pour l'alimentation humaine et animale et pour des utilisations pharmaceutiques est demeurée forte en 1988 et 1989, ce qui a incité à augmenter la production dans plusieurs pays. Cependant, vers la fin de 1989, la demande avait fléchi à cause des fortes hausses de prix. La production mondiale de lactosérum en

poudre aurait atteint 1,55 million de tonnes en 1989, soit une augmentation d'environ 4 pour cent par rapport à 1988. En outre, la production d'autres concentrés du lait, dont le lactose, a encore progressé; il est toutefois difficile d'évaluer l'importance de ces productions.

La production communautaire de lactosérum en poudre de 1989 a dépassé de quelque 2,5 pour cent celle de 1988, atteignant 925 000 tonnes, soit 60 pour cent de la production mondiale. Aux Etats-Unis, la production a légèrement augmenté en 1989 (+0,2 pour cent), passant à 486 200 tonnes tandis qu'au Canada, elle a atteint 68 000 tonnes (+20 pour cent environ). La production mondiale s'accroît de nouveau en 1990, la production de la Communauté et des Etats-Unis progressant par suite de l'évolution de la production de fromages.

A la mi-mai 1989, la Communauté européenne a abaissé les prélèvements sur le lait écrémé en poudre et le lactosérum en poudre, ce qui pourrait favoriser l'expansion des importations en provenance de pays tiers. En 1989, elle a importé 52 000 tonnes et exporté 28 000 tonnes de lactosérum, destiné essentiellement à la transformation. Les exportations de la Communauté ont été importantes au premier trimestre de 1990, tandis que les importations sont demeurées inchangées.

Les prix du lactosérum en poudre ont été quelque peu fluctuants en 1989 et apparemment ont été activés par le marché. Les prix aux Etats-Unis ont continué de fléchir pendant le premier semestre de 1989 et, en septembre, ils avaient baissé de moitié par rapport à leur niveau d'un an auparavant. Ils avaient atteint leur niveau le plus bas et ont depuis commencé à se redresser. Ainsi, en novembre 1989, ils avoisinaient de nouveau les 600 dollars EU la tonne, c'est-à-dire leur niveau record de juillet 1988. En revanche, les prix en Europe à la fin 1989 tournaient autour des 500 dollars EU la tonne. Si les prix du lactosérum en poudre ont été relativement bas pendant les neuf premiers mois de 1989, c'est que l'offre a augmenté fortement et de façon inattendue, et que de nouveaux fournisseurs sont apparus sur le marché. Les prix ont continué de fléchir, en 1990, tombant à moins de 300 dollars EU la tonne en août 1990 en Europe et aux Etats-Unis. On ne sait pas bien quel sera le volume de l'offre dans le proche avenir.

Lait concentré

La production mondiale de lait concentré s'est légèrement redressée en 1988 avec 4,64 millions de tonnes, soit un gain de 1,6 pour cent. Elle a enregistré un nouveau gain de 2 pour cent en 1989 et a atteint 4,73 millions de tonnes. De 1988 à 1989, la production de la Communauté européenne a baissé de 1 pour cent, tombant à 1,25 million de tonnes et elle a continué de diminuer au même rythme en 1990. Aux Etats-Unis et au Canada, elle a de nouveau reculé, revenant à 230 000 tonnes (-9 pour cent) et à 74 000 tonnes (-11 pour cent) respectivement. En Australie, elle a enregistré une progression sensible en 1989. En URSS aussi, elle a continué de progresser, atteignant 610 000 tonnes en 1989, soit 2 pour cent de plus que l'année précédente. En Extrême-Orient et en Amérique latine, elle est restée stable en 1989.

Après avoir atteint un niveau record de près de 1 million de tonnes en 1985, le commerce mondial du lait concentré a rapidement diminué, tombant à près de la moitié de ce niveau en 1988, soit environ 560 000 tonnes, et la diminution s'est poursuivie. Les exportations de la Communauté européenne se sont redressées en 1989 pour atteindre 449 000 tonnes, ce qui représente une augmentation de 17,2 pour cent par rapport à 1988. Toutefois, elles ont de nouveau reculé en 1990. Au Canada, elles ont régressé en 1989 et une nouvelle baisse s'est dessinée pour 1990.

En février 1989, les prix du lait concentré ont augmenté d'environ 2 pour cent. En 1989, les prix de gros en Europe et en Amérique du Sud se situaient entre 1 200 et 1 500 dollars EU la tonne, ce qui correspondait, en dollars des Etats-Unis, à leur niveau de 1987. De janvier à mars 1990, les prix de gros aux Pays-Bas sont passés à 3 400 florins (près de 1 800 dollars EU) la tonne et sont demeurés à ce niveau pendant toute l'année. Exprimés en dollars, les prix ont augmenté, atteignant 1 900 dollars EU la tonne.

Caséine

La production de caséine, qui avait augmenté en 1988, a baissé de 10 pour cent en 1989, tombant à 225 000 tonnes. Ce recul, imputable en totalité à la Communauté européenne, s'explique par la diminution de la production de lait et par une réduction de l'offre de lait destiné à la production de caséine.

La production communautaire de caséine a régressé en 1989, tombant à 146 000 tonnes, par suite des réactions des producteurs à la dégradation des perspectives d'exportation et à la contraction de l'offre de lait. Elle a encore fléchi pendant les six premiers mois de 1990. Pour toute l'année 1990, la production pourrait s'établir à 132 000 tonnes, soit une diminution de quelque 10 pour cent. En raison de la hausse des prix du lait écrémé en poudre, les approvisionnements en matières premières destinées à la fabrication de la caséine ont fait l'objet d'un regain de concurrence. En outre, la Communauté européenne a encore réduit, en janvier 1989, la subvention qu'elle accorde à la caséine. En vertu d'un nouveau régime en faveur du lait écrémé transformé en caséine, l'aide est limitée, depuis le 1er mars 1989, à la caséine destinée à des usages déterminés. De ce fait, les producteurs communautaires de caséine doivent faire face à une augmentation substantielle des coûts de production. En outre, le marché de la caséine souffre de la concurrence des produits de substitution, surtout le soja et les abats provenant des abattoirs, qui sont beaucoup moins chers. A partir du 10 octobre 1990, le régime d'aide à la caséine a été modifié aux fins d'atténuer les difficultés liées au contrôle des utilisations finales. De plus, la subvention à la production de caséine a été augmentée en octobre 1990.

La production de caséine de la Nouvelle-Zélande a fortement régressé en 1988/89 (17 pour cent) et est tombée à 54 000 tonnes. Elle a toutefois augmenté de 14,8 pour cent en 1989/90, pour s'établir à 62 000 tonnes, en raison de la reprise de la production de lait. La production de caséine de la Pologne est restée à 20 000 tonnes en 1989.

Dans les premiers mois de 1989 les stocks de caséine étaient très bas et l'approvisionnement dépendait presque entièrement de la production courante. Les exportations mondiales ont encore diminué en 1989, avec une baisse de l'offre sur le marché des Etats-Unis et sur celui de la Communauté européenne. Avec la hausse des prix sur les marchés internationaux, les Etats-Unis n'ont plus montré le même intérêt pour les produits laitiers fabriqués à l'étranger, et en particulier pour la caséine, dont les prix suivaient le même mouvement ascendant que ceux du lait écrémé en poudre. Les produits de substitution d'origine nationale sont devenus beaucoup plus intéressants. En 1989, les importations de caséine des Etats-Unis ont fléchi jusqu'à 82 000 tonnes environ en raison de la fermeté persistante des prix de la caséine à l'importation. Les importations devraient reprendre en 1990 et pourraient atteindre 92 000 tonnes.

La situation du marché a continué d'être caractérisée par des difficultés d'approvisionnement et un raffermissement des prix au début de 1989. Les réductions successives des subventions communautaires à la production de la caséine, le coût élevé du lait écrémé et la dépréciation du dollar des Etats-Unis ont également contribué à la hausse des prix sur les marchés internationaux. Les prix se sont maintenus au niveau élevé de 5 600 dollars EU la tonne au premier semestre de 1989, malgré la hausse du dollar des Etats-Unis. Plus tard dans l'année, on a constaté une réaction des utilisateurs à la cherté de la caséine et des pressions ont commencé à s'exercer sur les prix de la caséine destinée à des usages techniques.

En 1990 les marchés de la caséine ont subi encore des ajustements majeurs, sous l'effet notamment d'une certaine réorganisation du marché communautaire du lait écrémé et de la poudre. L'incertitude persistante quant à la disponibilité, dans le proche avenir, de caséine de qualité variable à bas prix pose aussi des problèmes. Le marché de la caséine se caractérise par une nouvelle diminution de la production et de l'offre et des prix très divers selon la qualité. Aux Etats-Unis, les prix en août 1990 étaient inférieurs de près de 17 pour cent à ceux d'une année auparavant; les prix de la caséine acide oscillaient entre 3 740 dollars EU et 4 620 dollars EU la tonne, et ceux de la présure entre 4 620 dollars EU et 4 840 dollars EU la tonne.

ANNEXE

NOTES EXPLICATIVES

Signes

Les signes suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques:

- ... chiffre non disponible
- néant ou quantité négligeable
- * chiffre provisoire sujet à révision

Base pour l'indice: Moyenne 1981-1983 = 100.

Sources

Cette note se fonde principalement sur les réponses aux questionnaires, les autres informations présentées par les participants et les observateurs ainsi que sur les informations résultant de l'application du Protocole concernant certaines poudres de lait, du Protocole concernant les matières grasses laitières et du Protocole concernant certains fromages. D'autres sources nationales et internationales ont également été utilisées, notamment la documentation en provenance de la FAO, de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, de l'OCDE, de la Fédération internationale de laiterie (FIL), de la Commission des Communautés européennes, d'Agriculture Canada et du Département de l'agriculture des Etats-Unis.

Notes relatives aux données concernant les différents pays

Les chiffres dans le Tableau I du Annexe se réfèrent aux livraisons de lait de vache.

Les chiffres indiqués, en ce qui concerne la consommation, se rapportent à la consommation apparente, telle qu'elle a été calculée par le secrétariat.

Certains pays ne figurent pas dans tous les tableaux soit parce que le quantum des échanges était nul ou insignifiant soit parce que les chiffres n'étaient pas disponibles.

Dans les statistiques de certains pays, les chiffres relatifs aux matières grasses laitières anhydres ne sont pas indiqués séparément par rapport à ceux qui concernent le beurre. Il est donc possible qu'ils soient compris dans les données relatives au beurre.

Pour l'**Australie** les chiffres concernant la poudre de lait comprennent également la poudre de lait partiellement écrémé, la crème en poudre, les mélanges de poudre de lait écrémé et de poudre de babeurre, et la poudre de lait écrémé modifiée. Les stocks sont ceux qui sont détenus par les fabricants. Les chiffres des stocks de fromages ne comprennent que le Cheddar, le Gouda et les fromages de caillebotte malaxée granulés.

En ce qui concerne la **Bulgarie**, la poudre de lait partiellement écrémé est comprise dans les statistiques de la poudre de lait entier. Les chiffres concernant le fromage comprennent le Kashkaval.

Les stocks de poudre de lait écrémé et de beurre des CE comprennent les stocks publics d'intervention et les stocks privés. Les stocks de fromages comprennent les stocks d'intervention (stocks publics en ce qui concerne le Grano-Padano et le Parmigiano Reggiano) et les stocks remplissant les conditions requises pour bénéficier d'une aide au stockage privé.

En ce qui concerne la **Finlande**, les chiffres des stocks se rapportent aux stocks de gros pour laiteries.

En ce qui concerne le **Japon**, les chiffres se rapportent aux stocks de poudre de lait entier détenus par les fabricants, alors que dans le cas de la poudre de lait écrémé et du beurre, les chiffres se rapportent aux stocks détenus par les fabricants et par la Société pour la promotion de l'élevage. Les chiffres de la production de fromages sont des estimations.

En ce qui concerne la **Nouvelle-Zélande**, tous les chiffres des stocks comprennent les stocks exportables et les stocks des marchés locaux. Les stocks publics sont nuls. Les statistiques de la poudre de lait écrémé comprennent la poudre de lait partiellement écrémé et la crème en poudre. Les statistiques de la poudre de lait entier comprennent les aliments pour nourrissons.

En ce qui concerne la **Norvège**, les chiffres relatifs au fromage comprennent le fromage de lactosérum (petit-lait) et le fromage affiné.

Dans le cas de la **Danemark**, les chiffres relatifs au fromage ne comprennent que les fromages en maturation et les fromages affinés.

Pour la **Suède**, les chiffres de la production de beurre ne comprennent pas le "Bregott" (1988: 21 400 tonnes, 1989: 19 000 tonnes).

Dans le cas de la **Suisse**, les exportations de lait en poudre destinées à l'aide alimentaire sont comprises dans les totaux annuels. Les chiffres relatifs au beurre comprennent le beurre resolidifié. Les fromages affinés ne sont pas compris dans les statistiques. Les chiffres des stocks de fromage comprennent l'Emmental, le Gruyère, le Sbrinz, le Tilsit et l'Appenzell.

En ce qui concerne l'**Autriche**, les stocks ne comprennent que les produits d'origine nationale. Les chiffres pour la poudre de lait écrémé comprennent aussi la poudre de babeurre.

En ce qui concerne le **Canada**, les chiffres relatifs au beurre se rapportent uniquement au beurre de crèmerie; le beurre de lactosérum (petit-lait) n'est pas inclus. Les chiffres relatifs au fromage comprennent le Cheddar et autres fromages de lait entier.

En ce qui concerne les **Etats-Unis**, les chiffres relatifs aux stocks de poudre de lait se rapportent aux stocks de la CCC. Les exportations de poudre de lait entier comprennent le lait partiellement écrémé, le lait entier sec et la crème.

Régions de destination

Les régions de destination sont telles qu'elles ont été définies précédemment. (Voir Cinquième rapport annuel, pages 90 et 91.)

ANNEX TABLE 1 - MILK DELIVERIES
ANNEXE TABLEAU 1 - LIVRAISONS DE LAIT
CUADRO 1 DEL ANEXO - ENTREGAS DE LECHE
MILLION M.T

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR			FIRST HALF YEAR				
		1988	1989	INDICES 1988 1989	1989	1990	INDICES 1989 1990		
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	5.53	6.49	7.01*	117	126	3.26	3.40	124	129
AUSTRALIA	5.61	6.18	6.34	110	113	2.64	2.85	128	139
BULGARIA	1.89	2.09	2.03*	110	107	1.22	1.21	120	119
EEC	104.72	99.07	98.65*	94	94	51.76	52.18	98	99
EGYPT	0.75	0.98*	1.00	130	133	...	...	...	...
FINLAND	2.98	2.61	2.63	87	88	1.30	1.33	87	89
HUNGARY	2.28	2.49	2.49*	109	109	...	...	...	...
JAPAN	6.80	7.61	8.14	111	119	4.05	4.17	119	123
NEW ZEALAND	6.77	7.34	7.21	108	106	2.67	2.90	107	116
NORWAY	1.94	1.88	1.93	96	99	0.99	0.99	97	97
POLAND	10.07	11.35	11.73	112	116	5.83	5.80	127	126
ROMANIA	4.86	1.69	1.86	34	38	...	...	...	...
SOUTH AFRICA	0.95	0.92	0.94	96	98	...	...	...	...
SWEDEN	3.50	3.36	3.42	96	97	1.76	1.80	97	99
SWITZERLAND	3.02	2.99	3.08*	99	101	1.60	1.54	101	97
URUGUAY	0.59	0.61	0.64	103	108	0.27	0.31	...	...
OTHERS									
AUSTRIA	2.38	2.23	2.22	93	93	1.12	1.11	93	92
CANADA	7.60	7.83	7.56	103	99	3.90	3.90	102	102
UNITED STATES	61.55	65.98	65.91	107	107	33.81	34.22	108	109
USSR	91.70	105.95*	107.29	115	117	52.99	54.50	116	120
TOTAL PARTICIPANTS	162.25	157.66	159.09	97	98	77.35	78.48	102	103
WORLD TOTAL	483.00	468.44	473.75	96	98	...	...	...	...

ANNEX TABLE 2A - PRODUCTION OF BUTTER
ANNEXE TABLEAU 2A - PRODUCTION DE BEURRE
CUADRO 2A DEL ANEXO - PRODUCCION DE MANTEQUILLA
('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR			FIRST HALF YEAR				
		1988	1989	INDICES 1988 1989	1989	1990	INDICES 1989 1990		
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	34.40	36.08	46.25*	104	134	21.30	21.34	126	126
AUSTRALIA	79.00	61.29	82.50	77	104	29.90	28.69	140	134
BULGARIA	22.09	23.59	21.90	106	99	12.20	12.70	110	115
EEC	1,987.00	1,635.00	1,626.00*	84	81	859.00	884.00	78	81
EGYPT	71.29	80.79*	82.00*	113	115	...	...	...	...
FINLAND	74.70	61.00	62.00	81	82	28.00	32.00	74	84
HUNGARY	31.79	34.09	37.09	107	116	19.00	19.00	120	120
JAPAN	67.00	69.00	78.00	102	116	42.00	45.00	121	130
NEW ZEALAND	238.79	183.79	158.50	76	66	62.30	84.59	70	95
NORWAY	24.79	21.97	22.05	88	88	12.72	11.54	88	80
POLAND	235.59	266.05	289.29	112	122	130.19	129.00	132	131
ROMANIA	40.09	39.34	46.12	98	115	21.50	19.29	115	103
SOUTH AFRICA	17.29	15.20	15.76	87	91	6.98	10.20	86	125
SWEDEN	43.50	34.59	43.09	79	99	23.90	29.90	95	119
SWITZERLAND	32.79	29.70	33.09	90	100	18.30	18.20	102	102
URUGUAY	9.80	12.79	12.95	130	132	5.33	6.32	121	143
OTHERS									
AUSTRIA	42.20	35.30	34.26	83	81	17.28	16.24	82	77
CANADA	113.00	104.18	98.52	92	87	54.92	54.85	95	95
UNITED STATES	575.09	543.29	577.00	94	100	331.99	310.00	103	96
TOTAL PARTICIPANTS	3,009.99	2,654.35	2,656.64	88	88	1,292.62	1,351.80	86	90
WORLD TOTAL	7,272.00	7,509.00	7,600.00	103	104	...	...	...	...

ANNEX TABLE 2B - CONSUMPTION OF BUTTER
ANNEXE TABLEAU 2B - CONSOMMATION DE BEURRE
CUADRO 2B DEL ANEXO - CONSUMO DE MANTEQUILLA
 ('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR		INDICES	
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	31.09	36.54	36.74*	117	118	17.82	17.84	112	112
AUSTRALIA	61.09	54.79	55.59	89	90	25.40	24.30	89	85
BULGARIA	21.59	...	...	...	...	...	...	...	...
EEC	1,719.69	2,080.00	1,480.00*	120	86	685.00	734.00	78	83
EGYPT	-	...	...	...	...	...	...	...	...
FINLAND	59.00	42.00	40.00	71	67	16.00	15.00	63	59
HUNGARY	27.40	34.00	32.20	124	117	15.30	15.00	112	110
JAPAN	73.70	88.00	87.00*	119	118	43.00	46.00	128	137
NEW ZEALAND	40.70	37.29	32.50	91	79	15.30	15.90	77	80
NORWAY	19.40	14.03	12.20	72	62	6.02	5.53	62	57
POLAND	257.29	294.63	278.33	114	108	143.66	115.00	119	95
ROMANIA	-	21.67	28.42	...	...	15.00	30.52	...	...
SOUTH AFRICA	16.90	17.75	17.26	105	102	8.44	8.02	88	84
SWEDEN	30.40	25.29	22.00	83	72	10.60	14.90	77	109
SWITZERLAND	44.90	37.29	36.20	83	80	17.40	17.80	78	80
URUGUAY	4.20	3.94	3.40	93	80	1.61	2.06	...	...
OTHERS									
AUSTRIA	37.40	32.57	31.75	87	84	15.72	14.20	84	76
CANADA	104.59	97.23	93.29*	92	89	45.29	41.62	89	82
UNITED STATES	494.29	499.00	486.00*	100	98	...	...	...	...
TOTAL PARTICIPANTS	2,407.39	2,787.27	2,161.86	115	89	1,020.54	1,061.88	85	88
WORLD TOTAL	5,888.50	6,811.00	6,570.00	115	111	...	...	...	...

ANNEX TABLE 2C1 - EXPORTS OF BUTTER
ANNEXE TABLE U 2C1 - EXPORTATIONS DE BEURRE
CUADRO 2C1 DEL ANEXO - EXPORTACIONES DE MANTEQUILLA
 ('000 M.T.)
TOTAL

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR		INDICES	
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	4.10	0.78	6.22	19	151	2.26	4.63	86	178
AUSTRALIA	7.00	23.40	27.50	334	393	13.00	14.70	371	420
BULGARIA	0.30	-	0.10	-	33	0.10	-	...	...
EEC	252.59	442.29	274.89	175	108	161.00	83.00	117	60
EGYPT	-	-	-	...	...	-	-	...	...
FINLAND	16.00	18.40	18.79	115	117	10.00	15.80	136	216
HUNGARY	10.30	0.80	5.00	7	48	3.80	2.00	76	40
JAPAN	-	-	-	...	...	-	-	...	...
NEW ZEALAND	173.90	184.20	138.09	105	79	74.80	115.89	103	160
NORWAY	4.60	7.00	9.20	152	200	7.06	7.24	235	241
POLAND	1.60	-	0.04	-	2	0.02	12.00	20	0
ROMANIA	13.90	18.94	17.49	136	125	-	-	-	-
SOUTH AFRICA	1.10	0.24	0.20	21	18	0.08	0.07	13	11
SWEDEN	12.50	7.70	18.29	61	146	10.40	19.70	131	249
SWITZERLAND	-	-	-	...	...	-	-	...	...
URUGUAY	5.90	10.26	6.81	173	115	3.59	4.21	89	105
OTHERS									
AUSTRIA	3.00	1.08	1.12	36	37	0.55	0.59	45	49
CANADA	1.40	0.15	2.43	10	173	0.10	1.86	14	265
UNITED STATES	51.40	6.90	24.50*	13	47	3.80	30.00	17	138
TOTAL PARTICIPANTS	503.79	714.01	522.65	142	104	286.10	279.24	114	111
WORLD TOTAL	816.00	1,038.00	800.00	127	98	...	...	...	...

TABLE 2C2 - EXPORTS OF BUTTER BY DESTINATION
 TABLEAU 2C2 - EXPORTATIONS DE BEURRE PAR DESTINATIONS
 CUADRO 2C2 - EXPORTACIONES DE MANTEQUILLA. POR DESTINO
 ('000 M.T.)

EXPORTERS DESTINATIONS	PARTICIPANTS												NON-PARTICIPANTS		TOTAL	
	EEC			NEW ZEALAND		AUSTRALIA		FINLAND		UNITED STATES		1988	1989	1988	1989	
	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989		
WESTERN EUROPE	12.2	7.9	64.0	75.2	1.8	0.3	1.6	1.0	0.1	0.2	79.7	84.6				
EASTERN EUROPE	26.6	15.4	6.5	-	0.6	-	4.4	1.5	-	4.2	38.1	21.1				
USSR	306.3	149.5	8.1	25.3	3.0	10.0	8.1	7.4	-	-	325.5	192.2				
NORTH AMERICA	0.5	0.4	-	0.3	-	-	-	-	-	-	0.5	0.7				
SOUTH AMERICA	0.4	0.4	1.2	-	-	-	-	-	-	6.0	1.6	6.4				
CENTRAL AMERICA	0.6	0.7	-	-	-	-	-	-	0.5	6.6	1.1	7.3				
CARIBBEAN	3.1	3.0	-	0.7	-	-	3.5	0.7	0.9	2.1	7.5	6.5				
AFRICA	49.0	55.4	12.4	2.2	-	-	-	4.5	-	0.2	61.4	62.3				
SOUTH AND EAST ASIA	6.7	4.6	28.7	14.8	9.1	9.2	-	0.6	0.1	0.5	44.6	29.7				
WESTERN ASIA	33.2	33.9	19.5	11.1	6.7	5.5	0.7	2.2	5.1	4.6	65.2	57.3				
OCEANIA	0.7	0.9	-	-	-	-	-	-	-	-	0.7	0.9				
OTHER DESTINATIONS	3.0	2.8	43.8	8.5	2.2	2.5	0.1	0.9	0.2	0.1	49.3	14.8				
TOTAL	442.3	274.9	184.2	138.1	23.4	27.5	18.4	18.8	6.9	24.5	675.2	483.8				
OPEC	37.0	47.4	24.4	11.4	...	...	0.1	2.2	5.1	4.6	66.6	65.6		

ANNEX TABLE 2D - IMPORTS OF BUTTER
ANNEXE TABLEAU 2D - IMPORTATIONS DE BEURRE
CUADRO 2D DEL ANEXO - IMPORTACIONES DE MANTEQUILLA
 ('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR			
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	1.00	1.09	-	109	-	-	-	-	-
AUSTRALIA	0.30	0.20	0.40	66	133	-	0.60	-	300
BULGARIA	0.30	4.40	5.60	466	866	4.30	2.00	433	666
EEC	105.00	76.00	69.00*	72	65	11.00	52.00	22	108
EGYPT	32.50	107.29	110.00*	330	338	52.00	50.00	346	333
FINLAND	-	-	-	...	...	-	-	...	...
HUNGARY	6.50	1.20	-	18	-	-	...	-	...
JAPAN	3.00	23.29	10.00	776	333	4.70	1.10	566	366
NEW ZEALAND	8.20	-	-	-	-	-	-	-	-
NORWAY	-	-	-	...	...	-	-	...	...
POLAND	32.20	34.19	11.47	106	35	11.47	-	62	-
ROMANIA	11.90	-	-	-	-	-	15.14	-	280
SOUTH AFRICA	1.30	2.67	1.48	205	113	0.29	0.75	36	93
SWEDEN	0.10	0.05	-	50	-	-	-	...	...
SWITZERLAND	13.20	7.90	3.00	59	22	0.82	0.32	14	5
URUGUAY	-	-	-	...	...	-	-	...	...
OTHERS									
AUSTRIA	1.10	0.44	1.22	40	110	0.59	0.27	98	45
CANADA	-	0.11	1.00*	...	...	0.07	0.09	...	...
UNITED STATES	1.00	1.70	2.50*	170	250	...	...	...	...
TOTAL PARTICIPANTS	215.50	258.29	210.95	119	97	84.58	121.91	83	121
WORLD TOTAL	831.00	1,081.00	670.00	130	80	...	...	...	...

ANNEX TABLE 2E - STOCKS OF BUTTER
ANNEXE TABLEAU 2E - STOCKS DE BEURRE
CUADRO 2E DEL ANEXO - EXISTENCIAS DE MANTEQUILLA
 ('000 M.T)

COUNTRY	DATE	AVERAGE	INDICES					
		1981-1983	1988	1989	1990	1988	1989	1990
IDA PARTICIPANTS								
ARGENTINA	1 JAN.	7.80	3.76	3.61	6.90*	48	46	88
	1 APR.	8.70	6.20	4.40	...	71	50	...
	1 JUL.	6.50	4.32	4.82	...	66	74	...
	1 OCT.	5.00	1.77	2.65	...	35	53	...
AUSTRALIA	1 JAN.	26.09	39.40	27.79	25.40	150	106	97
	1 APR.	27.29	34.09	25.09	28.20	124	91	103
	1 JUL.	15.70	19.90	12.50	15.70	126	79	100
	1 OCT.	18.09	16.50	13.10	...	91	72	-
BULGARIA	1 JAN.	1.20	...	...	...	...	...	...
	1 APR.	1.10	...	...	...	...	...	...
	1 JUL.	2.20	...	...	...	...	...	...
	1 OCT.	2.40	...	...	...	...	...	-
EEC	1 JAN.	230.70	958.00	202.00	124.00*	415	87	53
	1 APR.	141.70	640.00	64.00	82.00*	451	45	57
	1 JUL.	354.29	570.00	226.00	243.00*	160	63	68
	1 OCT.	513.00	439.00	253.00*	...	85	49	-
EGYPT	1 JAN.	...	...	...	...	...	...	...
	1 APR.	...	...	...	...	...	...	...
	1 JUL.	...	...	...	...	...	...	...
	1 OCT.	...	...	...	...	...	...	-
FINLAND	1 JAN.	9.30	11.00	11.00	14.00	118	118	150
	1 APR.	7.30	11.00	12.00	15.00	150	164	205
	1 JUL.	14.30	11.00	14.00	16.00	76	97	111
	1 OCT.	16.70	17.00	20.00	...	101	119	-
HUNGARY	1 JAN.	2.60	2.20	2.70	3.80	84	103	146
	1 APR.	2.90	3.30	5.20	...	113	179	...
	1 JUL.	3.60	4.00	3.60	...	111	100	...
	1 OCT.	3.00	3.70	4.10	...	123	136	-
JAPAN	1 JAN.	19.00	12.00	16.00*	17.00	63	84	89
	1 APR.	20.70	12.00	16.00*	17.00	57	77	82
	1 JUL.	21.00	8.00	20.00*	21.00	38	95	100
	1 OCT.	21.70	10.00	21.00*	...	46	96	-
NEW ZEALAND	1 JAN.	33.90	80.29	72.00	90.00	236	212	265
	1 APR.	31.70	71.70	54.59	84.90	226	172	267
	1 JUL.	25.40	61.70	44.29	36.79	242	174	144
	1 OCT.	20.79	10.00	57.00	...	48	274	-
NORWAY	1 JAN.	2.10	4.07	4.11	4.90	193	195	233
	1 APR.	3.70	4.91	6.27	4.68	132	169	126
	1 JUL.	3.70	4.28	4.18	3.23	115	112	87
	1 OCT.	2.60	3.50	5.29	...	134	203	-
POLAND	1 JAN.	...	12.60	14.20	36.59	...	...	...
	1 APR.	...	13.50	10.90	...	...	...	...
	1 JUL.	...	16.06	12.20	...	...	...	...
	1 OCT.	...	18.21	19.00	...	...	...	-

ANNEX TABLE 2E - STOCKS OF BUTTER
ANNEXE TABLEAU 2E - STOCKS DE BEURRE
CUADRO 2E DEL ANEXO - EXISTENCIAS DE MANTEQUILLA
 ('000 M.T)

COUNTRY	DATE	AVERAGE	INDICES					
		1981-1983	1988	1989	1990	1988	1989	1990
IDA PARTICIPANTS								
ROMANIA	1 JAN.	...	2.70	1.44	1.66	...	...	...
	1 APR.	...	...	...	...	...	...	...
	1 JUL.	...	...	...	5.56	...	...	...
	1 OCT.	...	...	...	...	...	...	...
SOUTH AFRICA	1 JAN.	2.50	2.39	2.27	2.04	95	90	81
	1 APR.	3.90	2.79	2.00	3.82	71	51	97
	1 JUL.	1.70	1.76	1.04	4.90	103	61	288
	1 OCT.	2.60	1.17	0.83	...	45	31	...
SWEDEN	1 JAN.	2.30	2.40	4.20	7.80	104	182	339
	1 APR.	3.30	4.90	4.90	13.60	148	148	412
	1 JUL.	5.90	8.70	7.30	9.60	147	123	162
	1 OCT.	4.60	4.70	7.40	...	102	160	...
SWITZERLAND	1 JAN.	3.40	4.70	5.00	4.90	138	147	144
	1 APR.	3.70	4.90	5.10	4.70	132	137	127
	1 JUL.	4.40	6.90	6.70	5.60	156	152	127
	1 OCT.	5.60	6.40	6.00	...	114	107	...
URUGUAY	1 JAN.	3.20	3.48	2.07	4.50	108	64	143
	1 APR.	...	5.77	1.22	3.32	...	...	...
	1 JUL.	...	5.54	2.14	4.63	...	...	...
	1 OCT.	...	1.49	3.14	...	...	...	...
OTHERS								
AUSTRIA	1 JAN.	1.90	2.00	1.00	...	105	52	...
	1 APR.	2.10	...	...	...	...	...	...
	1 JUL.	2.60	...	...	...	...	...	...
	1 OCT.	3.10	...	...	...	...	...	...
CANADA	1 JAN.	23.79	9.83	13.88	14.02	41	58	8
	1 APR.	21.70	12.15	19.35	18.85	55	89	86
	1 JUL.	29.70	18.67	23.48	25.41	62	79	85
	1 OCT.	32.00	19.47	19.02	...	60	59	...
UNITED STATES	1 JAN.	181.59	66.79	97.70	127.29	36	53	70
	1 APR.	210.00	140.50	157.70	148.40	66	75	70
	1 JUL.	247.70	134.29	212.00	183.00*	54	85	73
	1 OCT.	235.00	113.00	186.00	160.00*	48	79	68
IDA TOTAL								
IDA TOTAL	1 JAN.	344.09	1,138.99	368.39	343.58	331	107	99
	1 APR.	255.99	815.06	211.68	257.21	318	82	100
	1 JUL.	458.69	722.16	358.77	366.01	157	78	79
	1 OCT.	616.09	533.44	412.51	...	86	66	...

ANNEX TABLE 3A - PRODUCTION OF ANHYDROUS MILK FAT
ANNEXE TABLEAU 3A - PRODUCTION DE MATIERES GRASSES LAITIERES ANHYDRES
CUADRO 3A DEL ANEXO - PRODUCCION DE GRASAS LACTEAS ANHIDRAS
('000 M.T)

<i>COUNTRY</i>	<i>AVERAGE</i> <i>1981-1983</i>	<i>YEAR</i>		<i>INDICES</i>		<i>FIRST HALF YEAR</i>			
		<i>1988</i>	<i>1989</i>	<i>1988</i>	<i>1989</i>	<i>1989</i>	<i>1990</i>	<i>INDICES</i> <i>1989</i>	<i>1990</i>
<i>IDA PARTICIPANTS</i>									
<i>AUSTRALIA</i>	9.60	22.59	21.90	235	228	4.40	9.70	104	230
<i>BULGARIA</i>	-	-	-	...	...	-	-	...	...
<i>EEC</i>	216.29	170.59	139.00*	78	64	90.00	101.00	84	95
<i>NEW ZEALAND</i>	18.20	66.59	53.09	365	291	26.49	20.30	481	369
<i>SWEDEN</i>	3.90	4.90	5.80	125	148	3.00	3.40	150	170
<i>SWITZERLAND</i>	3.00	3.90	4.70	130	156	2.40	2.50	150	156
<i>URUGUAY</i>	0.20	0.09	0.27	45	135	0.04	0.13	40	130
<i>TOTAL PARTICIPANTS</i>	251.19	268.68	224.76	106	89	126.33	137.03	105	114

ANNEX TABLE 3B1 - TOTAL EXPORTS OF ANHYDROUS MILK FAT
ANNEXE TABLEAU 3B1 - EXPORTATIONS DE MATIERES GRASSES LAITIERS ANHYDRES
CUADRO 3B1 DEL ANEXO - EXPORTACIONES DE GRASAS LACTEAS ANHIDRAS
('000 M.T)

<i>COUNTRY</i>	<i>AVERAGE 1981-1983</i>	<i>YEAR</i>				<i>FIRST HALF YEAR</i>			
		<i>1988</i>	<i>1989</i>	<i>INDICES</i>		<i>1989</i>	<i>1990</i>	<i>INDICES</i>	
				<i>1988</i>	<i>1989</i>			<i>1989</i>	<i>1990</i>
IDA PARTICIPANTS									
<i>AUSTRALIA</i>	3.60	28.80	26.50	800	736	14.30	9.60	715	480
<i>BULGARIA</i>	-	0.05	0.10	...	...	0.13	-	...	...
<i>EEC</i>	130.70	171.00	98.20	130	75	59.00	68.00	96	110
<i>NEW ZEALAND</i>	36.59	37.50	24.29	102	66	11.60	23.30	52	106
<i>SWEDEN</i>	0.20	0.10	0.60	50	300	0.30	0.20	150	100
<i>SWITZERLAND</i>	-	-	-	...	...	-	-	...	...
<i>URUGUAY</i>	-	0.05	0.21	...	...	-	0.05	...	...
TOTAL PARTICIPANTS	171.09	237.50	149.90	139	88	85.33	101.15	99	118

TABLE 3B2 - EXPORTS OF ANHYDROUS MILK FAT BY DESTINATION
 TABLEAU 3B2 - EXPORTATIONS DE MATIERES GRASSES LAITIERES ANHYDRES PAR DESTINATIONS
 CUADRO 3B2 - EXPORTACIONES DE GRASAS LACTEAS ANHIDRAS, POR DESTINO

('000 M.T.)

EXPORTERS / DESTINATIONS	PARTICIPANTS										TOTAL	
	EEC		NEW ZEALAND		AUSTRALIA						1989	1989
	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1989	1989
WESTERN EUROPE	0.5	0.2	-	-	1.1	0.3	-	-	-	-	1.6	0.5
EASTERN EUROPE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USSR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NORTH AMERICA	-	0.1	1.0	0.5	1.3	0.7	-	-	-	2.3	1.3	1.3
SOUTH AMERICA	4.1	2.3	5.3	1.4	-	0.1	-	-	-	9.4	3.8	3.8
CENTRAL AMERICA	16.0	13.4	8.0	2.8	-	0.1	-	-	-	24.0	16.3	16.3
CARIBBEAN	5.1	3.3	0.4	1.1	-	-	-	-	-	5.5	4.4	4.4
AFRICA	87.9	41.6	1.8	-	-	-	-	-	-	89.7	41.6	41.6
SOUTH AND EAST ASIA	38.7	26.1	14.4	11.0	24.8	24.0	-	-	-	77.9	61.1	61.1
WESTERN ASIA	18.0	10.9	2.9	4.8	1.3	1.1	-	-	-	22.2	16.8	16.8
OCEANIA	-	0.1	0.2	0.3	-	-	-	-	-	0.2	0.4	0.4
OTHER DESTINATIONS	0.3	0.2	3.5	2.4	0.3	0.2	-	-	-	4.1	2.8	2.8
TOTAL	170.5	98.2	37.5	24.3	28.6	26.5	-	-	-	236.9	149.0	149.0
OPEC	28.3	30.3	9.6	4.7	...	...	-	-	-	37.9	35.0	35.0

ANNEX TABLE 4A - PRODUCTION OF CHEESES
ANNEXE TABLEAU 4A - PRODUCTION DE FROMAGES
CUADRO 4A DEL ANEXO - PRODUCCION DE QUESOS
('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR			FIRST HALF YEAR				
		1988	1989	INDICES 1988 1989	1989	1990	INDICES 1989 1990		
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	242.40	252.36	255.41*	104	105	122.65	123.00	104	104
AUSTRALIA	152.40	165.79	184.20	108	120	79.59	69.50	155	136
BULGARIA	120.20	145.70	147.29	121	122	88.39	90.40	129	132
EEC	3,881.69	4,393.00	4,483.00*	113	115	2,259.00	2,389.00	110	117
EGYPT	260.00	313.29	315.00*	120	121	...	...	...	...
FINLAND	73.00	87.00	90.00	119	123	44.00	48.00	125	137
HUNGARY	49.90	58.29	58.59	116	117	27.80	27.00	115	112
JAPAN	13.00	26.00	26.00	200	200	14.00	15.00	233	250
NEW ZEALAND	105.40	134.09	113.40	127	107	45.20	44.79	108	107
NORWAY	68.50	75.40	82.73	110	120	43.45	46.99	118	128
POLAND	101.70	126.62	120.90	124	118	59.70	58.00	143	139
ROMANIA	132.00	69.42	80.25	52	60	49.00	48.37	...	...
SOUTH AFRICA	35.59	38.03	43.24	106	121	20.19	19.83	123	121
SWEDEN	112.40	114.70	109.29	102	97	54.49	54.59	97	97
SWITZERLAND	124.00	127.09	130.50	102	105	63.90	64.19	102	103
URUGUAY	11.70	16.20	16.41	138	140	7.28	7.23	145	144
OTHERS									
AUSTRIA	80.20	82.93	85.88	103	107	43.22	43.43	106	106
CANADA	175.70	255.17	247.46*	145	140	126.35	122.79	145	141
UNITED STATES	2,044.09	2,509.00	2,531.29	122	123	1,279.00	1,383.00	123	133
TOTAL PARTICIPANTS	5,483.89	6,143.05	6,256.24	112	114	2,978.68	3,105.93	114	119
WORLD TOTAL	11,947.00	14,217.00	14,250.00	119	119	...	...	...	...

ANNEX TABLE 4B - CONSUMPTION OF CHEESES
ANNEXE TABLEAU 4B - CONSOMMATION DE FROMAGES
CUADRO 4B DEL ANEXO - CONSUMO DE QUESOS
 ('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR			FIRST HALF YEAR				
		1988	1989	INDICES 1988 1989	1989	1990	INDICES 1989 1990		
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	238.79	247.90	238.88*	103	100	114.72	115.00	95	95
AUSTRALIA	105.20	138.50	136.90	131	130	64.19	64.99	128	130
BULGARIA	90.40	...	...	...	...	...	...	...	...
EEC	3,589.00	4,100.00	4,134.00*	114	115	2,124.00	2,245.00	112	118
EGYPT	-	...	...	...	...	...	...	...	...
FINLAND	38.70	59.00	61.00	152	157	28.00	34.00	150	182
HUNGARY	39.50	50.50	46.70	127	118	21.20	21.00	112	111
JAPAN	85.00	140.00	139.00	164	163	69.00	64.00	170	158
NEW ZEALAND	27.40	27.90	31.20	101	113	15.30	10.90	110	78
NORWAY	48.00	53.49	56.25	111	117	28.24	27.76	109	108
POLAND	102.29	125.86	123.67	123	120	65.64	65.00	155	154
ROMANIA	-	63.72	69.40	...	...	50.00	53.61	...	...
SOUTH AFRICA	33.79	40.72	42.07	120	124	20.61	20.70	104	105
SWEDEN	118.50	124.40*	122.50	104	103	58.59	59.00	104	105
SWITZERLAND	87.00	90.70	91.50	104	105	48.29	48.59	...	...
URUGUAY	8.90	11.57	10.44	130	117	5.53	5.07	...	...
OTHERS									
AUSTRIA	34.50	35.51	36.38	102	105	18.32	18.38	105	106
CANADA	191.79	255.83	264.25	133	137	134.13	128.41	142	136
UNITED STATES	2,064.69	2,652.00	2,701.00*	128	130	...	...	...	...
TOTAL PARTICIPANTS	4,612.49	5,274.26	5,303.52	114	114	2,713.35	2,834.64	116	121
WORLD TOTAL	8,154.50	10,173.00	10,341.00	124	126	...	...	...	...

ANNEX TABLE 4C1 - EXPORTS OF CHEESES
ANNEXE TABLEAU 4C1 - EXPORTATIONS DE FROMAGES
CUADRO 4C1 DEL ANEXO - EXPORTACIONES DE QUESOS
 ('000 M.T.)

TOTAL

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR		INDICES	
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	5.40	11.12	14.18	205	262	4.88	9.15	162	305
AUSTRALIA	55.20	64.00	59.70	115	108	35.29	25.20	132	94
BULGARIA	13.60	26.29	21.09	193	155	10.20	7.30	275	197
EEC	382.29	401.59	444.69	105	116	191.00	211.00	105	116
EGYPT	-	-	-	...	...	-	-	...	...
FINLAND	34.70	31.00	27.29	89	78	13.00	12.90	78	77
HUNGARY	9.00	7.20	10.70	80	118	4.20	7.80	113	210
JAPAN	-	-	-	...	...	-	-	...	...
NEW ZEALAND	78.90	97.79	84.50	123	107	45.99	51.90	123	139
NORWAY	20.59	22.96	23.11	111	112	10.14	14.51	103	148
POLAND	1.30	1.35	3.22	103	247	0.65	-	216	-
ROMANIA	4.70	11.19	10.24	238	217	...	-	...	-
SOUTH AFRICA	0.20	0.01	-	5	-	-	-	-	-
SWEDEN	5.70	3.50	4.10	61	71	1.70	1.70	70	70
SWITZERLAND	62.40	59.79	63.90	95	102	30.80	29.00	107	101
URUGUAY	2.80	4.86	6.92	173	247	2.35	2.35	167	167
OTHERS									
AUSTRIA	42.29	36.37	35.32	86	83	15.32	16.66	79	86
CANADA	4.70	9.91	9.59	210	204	4.61	4.45	219	211
UNITED STATES	13.30	24.00	10.10	180	75	4.70	4.00	100	85
TOTAL PARTICIPANTS	676.79	742.68	773.67	109	114	350.21	372.80	110	117
WORLD TOTAL	795.00	850.00	870.00	106	109	...	...	...	...

TABLE 4C2 - EXPORTS OF CHEESES BY DESTINATION
 TABLEAU 4C2 - EXPORTATIONS DE FROMAGES PAR DESTINATIONS
 CUADRO 4C2 - EXPORTACIONES DE QUESOS, POR DESTINO

('000 M.T.)

EXPORTERS DESTINATIONS	PARTICIPANTS														NON-PARTICIPANTS		TOTAL	
	EEC		NEW ZEALAND		SWITZERLAND		AUSTRALIA		FINLAND		BULGARIA		UNITED STATES		1988	1989	1988	1989
	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989
WESTERN EUROPE	62.3	62.8	11.0	10.2	51.5	54.4	4.1	4.3	12.3	11.6	1.6	1.8	-	0.2	142.6	145.3		
EASTERN EUROPE	12.3	15.6	-	-	-	-	-	-	0.1	0.0	-	-	-	-	12.4	15.6		
USSR	-	0.7	-	-	-	-	-	-	1.8	0.4	10.3	9.1	-	-	12.1	10.2		
NORTH AMERICA	55.0	67.6	17.7	17.0	4.4	4.0	4.4	6.3	9.0	8.0	-	-	1.7	2.0	92.2	104.9		
SOUTH AMERICA	2.1	2.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2.1	3.5		
CENTRAL AMERICA	2.8	4.5	-	1.1	-	-	0.4	-	-	-	-	-	0.9	1.4	4.1	7.0		
CARIBBEAN	9.4	14.7	3.5	3.0	-	-	1.6	-	0.1	-	-	-	0.5	1.5	15.1	20.1		
AFRICA	51.0	60.6	0.8	0.7	-	-	0.8	0.4	1.3	0.6	-	-	8.1	0.6	62.0	62.9		
SOUTH AND EAST ASIA	49.2	52.0	45.5	34.9	-	-	34.1	33.9	3.2	0.1	-	-	1.3	3.0	130.3	123.9		
WESTERN ASIA	138.4	136.4	6.9	0.6	-	-	16.8	9.7	5.8	6.5	8.8	4.9	9.8	0.3	186.5	160.4		
OCEANIA	7.6	10.0	-	7.3	-	-	0.7	0.5	0.2	-	-	-	-	0.1	8.5	17.9		
OTHER DESTINATIONS	11.5	15.3	12.4	8.8	4.1	5.5	1.1	4.6	0.2	0.1	5.6	5.3	1.7	-	36.6	39.6		
TOTAL	401.6	444.7	97.8	84.5	59.8	63.9	64.0	59.7	31.0	27.3	26.3	21.1	24.0	10.1	704.5	711.3		
OPEC	139.3	139.9	6.9	0.6	-	-	17.1	10.8	1.2	-	8.8	4.9	17.8	1.0	191.1	157.2		

ANNEX TABLE 4D - IMPORTS OF CHEESES
ANNEXE TABLEAU 4D - IMPORTATIONS DE FROMAGES
CUADRO 4D DEL ANEXO - IMPORTACIONES DE QUESOS
 ('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR			
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	2.40	0.06	0.06	2	2	0.05	-	3	-
AUSTRALIA	17.70	19.09	21.09	107	119	10.50	10.00	134	128
BULGARIA	-	-	4.20	...	...	-	0.70	...	...
EEC	101.70	116.00	116.00*	114	114	55.00	53.00	123	118
EGYPT	25.20	32.29	32.29*	128	128	12.00	12.00	181	181
FINLAND	0.30	1.30	1.70	433	566	0.70	1.00	...	...
HUNGARY	0.20	0.10	-	50	-	-	...	...	...
JAPAN	72.00	114.29	111.70	158	155	54.70	49.70	160	146
NEW ZEALAND	0.20	0.50	0.60	250	300	0.30	0.10	...	...
NORWAY	1.50	1.79	1.99	119	132	0.86	1.07	122	152
POLAND	5.40	9.93	5.09	183	94	4.09	2.00	215	105
ROMANIA	1.80	-	-	-	-	-	12.26	...	...
SOUTH AFRICA	-	0.46	-	...	...	-	-	...	...
SWEDEN	14.50	16.29	17.59	112	121	8.20	8.50	134	139
SWITZERLAND	20.59	24.09	24.59	116	119	11.90	12.40	117	122
URUGUAY	0.10	0.01	-	10	-	-	-	...	...
OTHERS									
AUSTRIA	8.10	12.04	11.47	148	141	5.82	5.82	138	138
CANADA	20.20	17.69	16.29	87	80	6.67	7.16	74	79
UNITED STATES	121.29	114.59	127.00	94	104	47.49	55.00	98	114
TOTAL PARTICIPANTS	263.59	336.24	336.93	127	127	158.29	162.73	139	143
WORLD TOTAL	733.00	817.00	810.00	111	110	...	...	...	...

ANNEX TABLE 4E - STOCKS OF CHEESE
 ANNEXE TABLEAU 4E - STOCKS DE FROMAGES
 CUADRO 4E DEL ANEXO - EXISTENCIAS DE QUESO
 ('000 M.T)

COUNTRY	DATE	AVERAGE	INDICES					
		1981-1983	1988	1989	1990	1988	1989	1990
IDA PARTICIPANTS								
ARGENTINA	1 JAN.	22.50	26.50	19.92	22.30*	117	88	99
	1 APR.	22.20	25.04	19.83	...	112	89	...
	1 JUL.	19.09	21.50	23.06	...	112	120	...
	1 OCT.	18.00	19.30	23.43	...	107	130	...
AUSTRALIA	1 JAN.	79.29	95.40	91.20	88.20	120	115	111
	1 APR.	79.20	89.79	97.90	88.59	113	123	111
	1 JUL.	62.09	56.29	69.40	66.00*	106	111	106
	1 OCT.	62.09	69.59	68.70	...	112	110	...
BULGARIA	1 JAN.	12.40	...	...	...	...	...	...
	1 APR.	17.59	...	...	...	...	...	...
	1 JUL.	35.20	...	...	...	...	...	...
	1 OCT.	30.70	...	...	...	...	...	...
EEC	1 JAN.	54.00	122.00	126.00	146.00*	225	233	270
	1 APR.	48.29	102.00	118.00	134.00*	211	244	277
	1 JUL.	54.29	122.00	125.00*	132.00*	224	230	243
	1 OCT.	76.70	139.00	158.00*	...	181	205	...
EGYPT	1 JAN.	...	...	...	...	...	...	...
	1 APR.	...	...	...	...	...	...	...
	1 JUL.	...	...	...	...	...	...	...
	1 OCT.	...	...	...	...	...	...	...
FINLAND	1 JAN.	11.30	8.00	6.00	10.00	70	53	88
	1 APR.	12.30	9.00	7.00	12.00	73	56	97
	1 JUL.	13.70	11.00	10.00	13.00	80	72	94
	1 OCT.	16.00	14.00	14.00	...	87	87	...
HUNGARY	1 JAN.	4.20	4.70	5.40	7.10	111	128	169
	1 APR.	4.90	4.90	7.00	...	100	142	...
	1 JUL.	5.80	4.60	8.30	...	79	143	...
	1 OCT.	5.70	5.90	7.60	...	103	133	...
JAPAN	1 JAN.	-	-	...	...	...	...	...
	1 APR.	-	-	...	...	...	...	...
	1 JUL.	-	-	...	...	...	...	...
	1 OCT.	-	-	...	...	...	...	...
NEW ZEALAND	1 JAN.	38.29	58.29	67.00	75.09	152	174	196
	1 APR.	45.00	67.90	80.90	86.70	150	179	192
	1 JUL.	32.70	49.00	55.59	60.00	149	170	183
	1 OCT.	28.29	47.00	36.59	...	166	129	...
NORWAY	1 JAN.	19.20	18.82	17.15	20.40	98	89	106
	1 APR.	19.50	19.56	20.06	24.47	100	102	125
	1 JUL.	19.59	22.36	22.57	25.50	114	115	130
	1 OCT.	19.50	16.25	19.26	...	83	98	...
POLAND	1 JAN.	...	3.66	4.50	3.60	...	...	...
	1 APR.	...	2.27	3.40	...	...	...	...
	1 JUL.	...	3.43	2.00	...	...	...	...
	1 OCT.	...	4.85	1.70	...	...	...	...

ANNEX TABLE 4E - STOCKS OF CHEESE
ANNEXE TABLEAU 4E - STOCKS DE FROMAGES
CUADRO 4E DEL ANEXO - EXISTENCIAS DE QUESO
 ('000 M.T)

COUNTRY	DATE	AVERAGE				INDICES		
		1981-1983	1988	1989	1990	1988	1989	1990
IDA PARTICIPANTS								
ROMANIA	1 JAN.	...	10.93	5.44	6.05	...	...	...
	1 APR.	...	...	...	...	...	...	...
	1 JUL.	...	...	...	13.07	...	...	...
	1 OCT.	...	...	...	...	...	...	-
SOUTH AFRICA	1 JAN.	10.40	11.19	8.95	10.11	107	86	97
	1 APR.	11.40	11.16	10.22	9.87	97	89	86
	1 JUL.	6.90	9.43	8.54	9.25	136	123	134
	1 OCT.	10.40	7.33	9.66	...	70	92	-
SWEDEN	1 JAN.	35.70	37.40	39.50	39.79	104	110	111
	1 APR.	38.29	38.90	42.90	40.00	101	112	104
	1 JUL.	39.29	38.29	41.90	40.29	97	106	102
	1 OCT.	40.09	41.59	41.59	...	103	103	-
SWITZERLAND	1 JAN.	17.00	22.00	22.70	22.00	129	133	129
	1 APR.	15.80	21.20	22.79	22.20	134	144	140
	1 JUL.	15.40	22.00	19.40	20.00*	142	125	129
	1 OCT.	17.70	22.20	22.50	...	125	127	-
URUGUAY	1 JAN.	3.10	2.81	2.59	2.79	90	83	90
	1 APR.	...	2.96	2.22	3.17	...	...	...
	1 JUL.	...	2.77	2.88	2.62	...	...	...
	1 OCT.	...	2.22	2.10	...	...	...	-
OTHERS								
AUSTRIA	1 JAN.	7.10	7.00	7.00	...	98	98	...
	1 APR.	8.10	...	...	...	...	...	...
	1 JUL.	8.70	...	...	...	...	...	...
	1 OCT.	8.30	...	...	...	...	...	-
CANADA	1 JAN.	52.20	16.93	51.30	41.02	89	98	78
	1 APR.	51.90	43.93	44.84	42.73	84	86	82
	1 JUL.	51.70	47.90	45.59	41.11	92	88	79
	1 OCT.	49.79	52.50	44.73	...	105	89	-
UNITED STATES	1 JAN.	413.00	205.00	180.40	164.00	49	43	39
	1 APR.	420.00	206.09	179.40	179.90	49	42	42
	1 JUL.	471.29	232.40	198.59	196.00*	49	42	41
	1 OCT.	507.69	205.00	169.00	166.00*	40	33	32
IDA TOTAL								
IDA TOTAL	1 JAN.	367.39	421.72	416.34	453.45	137	135	147
	1 APR.	314.49	394.70	432.24	421.00	125	137	133
	1 JUL.	304.09	372.69	388.66	381.73	122	127	125
	1 OCT.	325.19	389.25	405.15	...	119	124	...

ANNEX TABLE 5A - PRODUCTION OF SKIMMED MILK POWDER
ANNEXE TABLEAU 5A - PRODUCTION DE LAIT ECREME EN POUVRE
CUADRO 5A DEL ANEXO - PRODUCCION DE LECHE DESNATADA EN POLVO
 ('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR			
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	19.29	23.74	43.68*	123	226	15.07	14.00	255	237
AUSTRALIA	91.20	109.40	128.50	119	140	39.40	42.49	177	191
BULGARIA	8.10	8.80*	8.80*	108	108	...	...	...	...
EEC	2,158.29	1,312.00	1,401.00*	60	64	810.00	897.00	66	73
FINLAND	60.70	28.00	26.00	46	42	12.00	12.00	39	39
HUNGARY	35.09	22.40	22.90	63	65	12.80	11.00	76	65
JAPAN	137.70	160.00	178.00	116	129	91.00	100.00	131	144
NEW ZEALAND	181.50	150.20	168.29	82	92	55.29	59.90	94	102
NORWAY	10.50	6.71	8.21	63	78	4.58	5.07	72	80
POLAND	104.09	158.84	175.00	152	168	80.40	76.00	197	186
ROMANIA	27.40	14.56	15.99*	53	58	10.00	9.56	...	...
SOUTH AFRICA	21.40	19.26	19.57	90	91	8.18	11.37	88	123
SWEDEN	47.50	35.90	47.90	75	100	28.20	35.29	99	124
SWITZERLAND	30.20	23.40	25.40	77	84	16.20	16.70	92	94
URUGUAY	3.30	9.59	8.46	290	256	3.98	3.55	284	253
OTHERS									
AUSTRIA	31.90	23.08	20.70	72	64	10.72	9.35	68	59
CANADA	143.79	106.74	93.37	74	64	53.75	52.32	75	73
UNITED STATES	640.89	438.50	395.00	68	61	248.99	215.00	72	62
TOTAL PARTICIPANTS	2,936.29	2,082.91	2,277.71	70	77	1,187.10	1,293.94	77	84
WORLD TOTAL	4,605.00	3,843.00	3,800.00	83	82	...	...	...	...

ANNEX TABLE 5B - CONSUMPTION OF SKIMMED MILK POWDER
ANNEXE TABLEAU 5B - CONSOMMATION DE LAIT ECREME EN POUVRE
CUADRO 5B DEL ANEXO - CONSUMO DE LECHE DESNATADA EN POLVO
 ('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR			FIRST HALF YEAR				
		1988	1989	INDICES 1988 1989	1989	1990	INDICES 1989 1990		
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	15.60	10.60	12.09*	67	77	7.28	7.00	79	76
HUMAN	-	...	...	...	...	...	...	...	...
ANIMAL	-	...	...	...	...	...	...	...	...
AUSTRALIA	53.79	43.00	46.59	79	86	19.20	21.50	74	83
HUMAN	-	...	...	...	...	...	...	...	...
ANIMAL	-	...	...	...	...	...	...	...	...
BULGARIA	1.40	...	...	...	...	...	...	...	...
HUMAN	-	...	...	...	...	...	...	...	...
ANIMAL	1.40	...	...	...	...	...	...	...	...
EEC	1,475.39	1,167.00	1,060.00*	79	71	620.00	548.00	70	61
HUMAN	223.70	192.00	302.00*	85	135	227.00	168.00	...	...
ANIMAL	1,237.69	975.00	758.00*	78	61	393.00	380.00	...	...
FINLAND	57.00	25.00	16.00	43	28	8.00	9.00	32	36
HUMAN	12.00	13.00	13.00	108	108	...	...	...	...
ANIMAL	45.00	12.00	3.00	26	6	...	...	...	...
HUNGARY	31.79	21.09	19.00	66	59	9.20	9.00	60	59
HUMAN	4.10	4.70	4.40	114	107	2.20	...	...	...
ANIMAL	27.70	16.40	14.60	59	52	7.00	...	...	...
JAPAN	248.29	285.00	271.00	114	109	137.00	132.00	112	108
HUMAN	177.29	204.00	204.00*	115	115	104.00	101.00	...	...
ANIMAL	71.00	81.00	67.00*	114	94	33.00	31.00	...	...
NEW ZEALAND	1.70	-	-	-	-	-	-	-	-
HUMAN	-	-	-	...	...	-	...	...	...
ANIMAL	-	-	-	...	...	-	...	...	...
NORWAY	8.30	9.20	8.68	110	104	4.41	3.67	105	87
HUMAN	4.10	5.33	5.15	130	125	2.55	2.43	...	...
ANIMAL	4.20	3.87	3.53	92	84	1.86	1.24	...	...
POLAND	90.79	109.79	118.30	120	130	57.78	55.00	154	147
HUMAN	28.00	25.88	53.00	92	189	25.49	...	...	...
ANIMAL	62.79	83.92	65.29	133	103	32.29	...	...	...
ROMANIA	-	14.45	15.77	...	...	...	...	...	...
HUMAN	-	7.76	6.74	...	...	...	...	...	...
ANIMAL	-	6.70	9.03	...	...	...	...	...	...
SOUTH AFRICA	16.29	18.35	18.51	112	113	9.67	9.10	112	105
HUMAN	-	...	...	...	...	...	...	...	...
ANIMAL	-	...	...	...	...	...	...	...	...
SWEDEN	28.00	30.90	23.79	110	85	11.20	12.10	80	86
HUMAN	19.40	23.90	18.70	123	96	9.20	9.10	...	...
ANIMAL	8.60	7.00	5.00	81	58	1.90	3.00	...	...

ANNEX TABLE 5B - CONSUMPTION OF SKIMMED MILK POWDER
ANNEXE TABLEAU 5B - CONSOMMATION DE LAIT ECREME EN POUDRE
CUADRO 5B DEL ANEXO - CONSUMO DE LECHE DESNATADA EN POLVO
 ('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR			
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
SWITZERLAND	29.20	22.90	22.70	78	77	14.30	10.60	85	63
HUMAN	-	...	...	...	...	...	...	...	...
ANIMAL	-	...	...	...	...	...	...	...	...
URUGUAY	1.80	3.18	1.40	176	77	0.91	0.20	227	50
HUMAN	1.80	3.18	1.40	176	77	0.91	...	...	...
ANIMAL	-	-	-	...	...	-	...	...	...
OTHERS									
AUSTRIA	18.20	15.72	12.60	86	69	6.65	7.06	68	72
HUMAN	2.20	...	...	...	...	...	...	...	...
ANIMAL	16.00	...	...	...	...	...	...	...	...
CANADA	49.59	50.42	65.67*	101	132	23.56	19.71	89	74
HUMAN	-	...	...	...	...	...	...	...	...
ANIMAL	-	...	...	...	...	...	...	...	...
UNITED STATES	366.29	312.00	237.00*	85	64	...	...	...	...
HUMAN	339.69	...	...	-	...	...	...	...	...
ANIMAL	26.70	...	...	-	...	...	...	...	...
TOTAL PARTICIPANTS	2,059.39	1,760.48	1,633.86	85	79	898.95	817.17	77	70
WORLD TOTAL	3,411.50	3,120.00	2,831.00	91	82	...	...	...	...

ANNEX TABLE 5C1 - EXPORTS OF SKIMMED MILK POWDER
ANNEXE TABLEAU 5C1 - EXPORTATIONS DE LAIT ECREME EN POUVRE
CUADRO 5C1 DEL ANEXO - EXPORTACIONES DE LECHE DESNATADA EN POLVO
 ('000 M.T.)

TOTAL

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR		INDICES	
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	4.90	10.69	25.69	218	524	10.63	15.13	366	521
AUSTRALIA	33.59	62.30	77.80	185	232	43.19	50.70	249	293
BULGARIA	-	-	-	...	...	-	-	...	...
EEC	354.69	614.79	408.39	173	115	211.00	215.00	112	114
FINLAND	4.00	2.50	3.50	62	87	2.00	2.40	333	400
HUNGARY	2.90	0.60	4.30	20	148	3.30	3.00	253	230
JAPAN	0.70	-	-	-	-	-	-	-	-
NEW ZEALAND	148.00	140.90	146.29	95	98	74.29	81.29	91	99
NORWAY	1.60	2.02	0.07	126	4	0.05	0.57	3	43
POLAND	18.92	47.19	60.50	256	328	26.91	25.00	549	510
ROMANIA	-	-	-	...	...	-	-	...	...
SOUTH AFRICA	2.50	0.03	-	1	-	-	0.72	...	...
SWEDEN	21.70	15.20	16.00	64	73	7.80	17.40	60	135
SWITZERLAND	1.60	2.10	1.10	131	68	-	0.80	...	...
URUGUAY	1.10	6.10	6.76	554	614	4.28	1.90	140	950
OTHERS									
AUSTRIA	16.50	10.72	25.25*	64	153	10.69	7.77	159	115
CANADA	87.59	58.72	31.79	67	36	12.51	17.20	38	52
UNITED STATES	166.70	218.59	117.09	131	70	64.29	60.00	99	92
TOTAL PARTICIPANTS	595.69	903.12	750.42	152	126	383.46	413.91	123	133
WORLD TOTAL	951.00	1,312.00	1,900.00	137	105	...	...	...	...

TABLE SC2 - EXPORTS OF SKIMMED MILK POWDER BY DESTINATION
 TABLEAU SC2 - EXPORTATIONS DE LAIT ECREME EN POUDDRE PAR DESTINATIONS
 CUADRO SC2 - EXPORTACIONES DE LECHE DESNATADA EN POLVO, POR DESTINO
 ('000 M.T.)

EXPORTERS	PARTICIPANTS												NON-PARTICIPANTS				TOTAL	
	EEC		NEW ZEALAND		AUSTRALIA		POLAND		SWEDEN		UNITED STATES		CANADA		1988	1989		
	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989				
WESTERN EUROPE	27.3	1.9	-	-	-	0.7	20.9	49.5	0.7	1.1	7.6	4.1	-	1.0	56.5	58.3		
EASTERN EUROPE	61.0	0.6	-	-	-	0.4	-	-	-	-	-	-	-	-	61.4	0.6		
USSR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
NORTH AMERICA	6.4	0.8	-	-	0.7	1.2	-	-	2.0	1.2	1.0	1.0	2.6	1.7	12.7	5.9		
SOUTH AMERICA	37.7	47.0	1.7	-	-	0.6	-	-	0.0	0.3	13.7	1.6	6.8	-	59.9	49.5		
CENTRAL AMERICA	68.5	116.6	19.9	44.9	-	5.4	-	-	0.1	-	86.6	99.0	27.2	19.1	202.3	285.0		
CARIBBEAN	18.7	7.6	1.0	2.8	-	-	-	-	0.6	1.7	4.5	3.4	2.6	3.4	27.4	18.9		
AFRICA	148.7	97.4	0.8	0.9	-	-	7.9	1.4	0.5	0.2	27.9	0.9	-	-	185.8	100.8		
SOUTH AND EAST ASIA	221.2	105.1	77.7	78.8	61.1	66.2	17.0	9.7	8.2	11.1	53.5	6.3	5.9	3.5	455.6	264.7		
WESTERN ASIA	20.2	28.3	21.6	9.3	-	2.6	-	-	1.6	0.3	13.8	0.6	-	-	57.2	41.1		
OCEANIA	0.7	0.3	-	-	0.1	0.4	1.0	-	0.1	-	-	-	-	-	1.9	0.7		
OTHER DESTINATIONS	4.4	2.8	18.2	9.6	0.4	0.7	-	-	0.1	0.1	-	0.2	12.6	3.1	35.7	16.5		
TOTAL	614.8	408.4	140.9	146.3	62.3	77.8	47.2	60.6	13.9	16.0	218.6	117.1	58.7	31.8	1,156.4	858.0		
OPEC	110.1	82.7	36.3	13.9	...	...	2.0	-	2.0	0.8	26.5	2.3	-	-	176.9	99.7

ANNEX TABLE 5D - IMPORTS OF SKIMMED MILK POWDER
ANNEXE TABLEAU 5D - IMPORTATIONS DE LAIT ECREME EN POUVRE
CUADRO 5D DEL ANEXO - IMPORTACIONES DE LECHE DESNATADA EN POLVO
 ('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR		INDICES	
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	0.40	0.56	-	140	-	-	-	-	-
AUSTRALIA	0.80	1.20	0.30	150	37	0.30	0.30	100	100
BULGARIA	-	1.50	-	...	...	-	-	...	...
EEC	0.30	5.00	51.00*	...	...	19.00	12.00	...	...
FINLAND	-	-	-	...	...	-	-	...	...
HUNGARY	-	0.70	-	...	...	-	...	...	...
JAPAN	89.70	130.00	99.00	144	110	48.49	37.89	112	88
NEW ZEALAND	-	-	-	...	...	-	-	...	...
NORWAY	-	-	0.60	...	...	-	-	...	...
POLAND	13.40	4.00	7.02	29	52	7.00	6.00	291	250
ROMANIA	-	-	-	...	...	-	1.63	...	...
SOUTH AFRICA	10.10	2.40	-	23	-	-	-	-	-
SWEDEN	0.50	0.40	1.20	80	240	0.80	...	266	...
SWITZERLAND	-	-	-	...	...	-	-	...	...
URUGUAY	0.40	-	-	-	-	-	-	...	...
OTHERS									
AUSTRIA	-	20.09	15.73*	...	...	7.09	4.81	...	...
CANADA	-	0.94	0.25*	...	...	0.08	0.40	...	...
UNITED STATES	0.30	0.90	...	300	...	...	...	...	...
TOTAL PARTICIPANTS	115.60	145.76	159.12	126	137	75.59	57.82	160	123
WORLD TOTAL	1,312.00	1,345.00	1,140.00	102	86	...	...	...	...

ANNEX TABLE 5E - STOCKS OF SKIMMED MILK POWDER
 ANNEXE TABLEAU 5E - STOCKS DE LAIT ECREME EN POUFRE
 CUADRO 5E DEL ANEXO - EXISTENCIAS DE LECHE DESNATADA EN POLVO
 ('000 M.T)

COUNTRY	DATE	AVERAGE	INDICES					
		1981-1983	1988	1989	1990	1988	1989	1990
IDA PARTICIPANTS								
SOUTH AFRICA	1 JAN.	8.30	3.77	7.05	8.11	45	84	97
	1 APR.	10.20	4.50	7.30	10.25	44	71	100
	1 JUL.	9.30	3.56	5.56	9.66	38	59	103
	1 OCT.	9.90	4.77	4.20		48	42	-
SWEDEN	1 JAN.	9.70	9.70	3.40	11.50	100	35	118
	1 APR.	9.30	9.10	8.90	17.09	97	95	183
	1 JUL.	11.70	5.40	12.60	18.00	46	107	153
	1 OCT.	13.90	6.10	9.30		43	66	-
SWITZERLAND	1 JAN.	2.90	2.60	2.30	5.00	89	79	172
	1 APR.	3.00	2.00	3.00	5.20	66	90	173
	1 JUL.	3.70	2.70	4.20	10.30	72	113	278
	1 OCT.	3.50	2.40	4.70		68	134	-
URUGUAY	1 JAN.	1.60	1.86	2.18	2.47	116	136	154
	1 APR.	...	0.89	0.74	3.56	...	...	...
	1 JUL.	...	0.46	0.95	3.89	...	...	...
	1 OCT.	...	0.99	1.70		...	...	-
OTHERS								
AUSTRIA	1 JAN.	8.30	...	...	...	...	...	...
	1 APR.	5.40	...	...	...	...	...	...
	1 JUL.	7.40	...	...	...	...	...	...
	1 OCT.	10.10	...	...	...	...	...	-
CANADA	1 JAN.	29.29	12.92	12.43	9.47	44	42	32
	1 APR.	26.09	17.75	22.50	18.83	68	86	72
	1 JUL.	46.50	21.16	30.20	25.29	45	64	54
	1 OCT.	52.79	13.04	24.35		24	46	-
UNITED STATES	1 JAN.	417.00	80.29	24.00	22.50	19	5	5
	1 APR.	441.00	68.50	40.00	28.00	15	9	6
	1 JUL.	494.00	72.79	35.70	31.00*	14	7	6
	1 OCT.	525.00	29.00	20.20	25.00*	5	3	4
IDA TOTAL								
IDA TOTAL	1 JAN.	654.59	607.71	170.00	244.04	92	25	37
	1 APR.	644.50	377.33	190.86	242.39	58	29	37
	1 JUL.	732.50	137.99	166.31	321.40	18	22	43
	1 OCT.	867.29	117.55	207.31	...	13	23	...

ANNEX TABLE 6A - PRODUCTION OF WHOLE MILK POWDER
ANNEXE TABLEAU 6A - PRODUCTION DE LAIT ENTIER EN POUDRE
CUADRO 6A DEL ANEXO - PRODUCCION DE LECHE ENTERA EN POLVO
 ('000 M.T)

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR		INDICES		FIRST HALF YEAR		INDICES	
		1988	1989	1988	1989	1989	1990	1989	1990
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	60.09	85.10	92.13*	141	153	43.51	40.00	153	140
AUSTRALIA	53.79	67.90	67.20	76	124	26.30	15.60	150	89
BULGARIA	4.50	-	-	-	-	-	...	-	...
EEC	634.00	868.00	863.00*	136	136	458.00	410.00	143	128
FINLAND	27.00	14.00	11.00	51	40	4.00	12.00	28	85
HUNGARY	3.70	5.40	7.30	145	197	5.20	5.00	260	250
JAPAN	34.00	32.00	33.00	94	97	19.00	18.00	103	98
NEW ZEALAND	109.40	190.00	151.40	173	138	73.80	79.29	165	177
NORWAY	0.90	1.09	1.06	121	117	0.54	0.82	135	205
POLAND	41.59	49.46	49.40	118	118	24.00	22.00	117	107
ROMANIA	-	8.69	8.17	...	...	...	...	...	...
SOUTH AFRICA	12.10	8.99	9.50	74	78	4.16	4.48	70	75
SWEDEN	6.20	5.90	6.20	95	100	3.00	3.40	88	100
SWITZERLAND	15.80	12.60	12.50	79	79	7.10	5.50	69	53
URUGUAY	0.80	1.80	2.79	225	348	0.95	1.25	158	208
OTHERS									
AUSTRIA	22.59	10.69	11.93	47	52	5.59	6.39	45	51
UNITED STATES	45.29	77.09	80.70	170	178	40.29	40.00	177	176
TOTAL PARTICIPANTS	1,003.89	1,350.93	1,314.65	134	130	669.56	595.34	137	122
WORLD TOTAL	1,782.00	2,130.00	2,140.00	119	120	...	...	...	...

ANNEX TABLE 6BI - EXPORTS OF WHOLE MILK POWDER

ANNEXE TABLEAU 6BI - EXPORTATIONS DE LAIT ENTIER EN POUVRE

CUADRO 6BI DEL ANEXO - EXPORTACIONES DE LECHE ENTERA EN POLVO

('000 M.T)

A. TOTAL

COUNTRY	AVERAGE 1981-1983	YEAR			FIRST HALF YEAR				
		1988	1989	INDICES 1988 1989	1989	1990	INDICES 1989 1990		
IDA PARTICIPANTS									
ARGENTINA	8.90	13.76	25.00	154	281	5.82	5.38	103	96
AUSTRALIA	37.70	47.00	47.00	124	124	28.30	21.20	139	104
BULGARIA	-	-	-	...	...	-	-	...	...
EEC	483.09	587.79	565.19	121	116	305.00	266.00	121	106
FINLAND	25.79	16.50	5.50	63	21	1.10	10.60	8	79
HUNGARY	-	1.00	3.30	...	...	3.30	3.00	...	...
JAPAN	-	-	-	...	...	-	-	...	...
NEW ZEALAND	98.00	180.70	133.29	164	136	81.09	82.09	152	154
NORWAY	-	-	-	...	...	-	0.11	...	...
POLAND	-	-	-	...	...	-	-	...	...
ROMANIA	-	-	-	...	...	-	-	...	-
SOUTH AFRICA	-	0.35	0.67	...	...	0.21	0.43	...	...
SWEDEN	1.20	-	-	-	-	-	-	-	-
SWITZERLAND	2.50	1.90	2.20	76	88	0.30	0.20	60	40
URUGUAY	0.20	0.16	1.23	80	615	0.18	0.53	180	530
OTHERS									
AUSTRIA	19.00	6.54	7.57*	34	39	3.52	3.32	34	32
UNITED STATES	10.70	8.70	41.90*	81	391	26.20	25.00	524	500
TOTAL PARTICIPANTS	657.39	849.16	783.40	129	119	425.30	389.54	123	113
WORLD TOTAL	697.00	901.00	900.00	129	129	...	...	...	...

TABLE 6B2 - EXPORTS OF WHOLE MILK POWDER BY DESTINATION

TABLEAU 6B2 - EXPORTATIONS DE LAIT ENTIER EN POUVRE PAR DESTINATIONS

CUADRO 6B2 - EXPORTACIONES DE LECHE ENTERA EN POLVO, POR DESTINO

('000 M.T.)

EXPORTERS DESTINATIONS	PARTICIPANTS												TOTAL	
	EEC			NEW ZEALAND		AUSTRALIA		ARGENTINA						
	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989
WESTERN EUROPE	5.8	5.5	2.4	2.1	-	-	1.5	-	1.5	-	9.7	-	7.6	-
EASTERN EUROPE	6.6	1.8	-	-	-	-	1.5	-	0.8	-	8.1	-	2.6	-
USSR	28.8	49.4	6.2	-	-	-	5.6	-	-	-	40.6	-	49.4	-
NORTH AMERICA	0.8	1.2	-	-	0.8	0.3	-	-	-	-	1.6	-	1.5	-
SOUTH AMERICA	80.7	65.4	49.5	22.7	-	-	3.2	-	21.8	-	133.4	-	109.9	-
CENTRAL AMERICA	17.2	18.6	8.4	12.3	-	-	-	-	-	-	25.6	-	30.9	-
CARIBBEAN	15.4	16.8	6.5	6.0	-	-	-	-	-	-	21.9	-	22.8	-
AFRICA	173.9	178.3	-	-	0.3	0.7	2.0	-	-	-	176.2	-	179.0	-
SOUTH AND EAST ASIA	89.2	80.2	75.2	65.3	43.3	44.3	-	-	0.1	-	207.7	-	189.9	-
WESTERN ASIA	158.4	141.2	1.0	5.1	-	-	-	-	2.0	-	159.4	-	148.3	-
OCEANIA	1.1	1.1	-	-	1.1	1.3	-	-	-	-	2.2	-	2.4	-
OTHER DESTINATIONS	9.9	5.7	31.5	19.8	1.5	0.4	-	-	0.1	-	42.9	-	26.0	-
TOTAL	587.8	565.2	180.7	133.3	47.0	47.0	13.8	24.8	829.3	-	770.3	-	770.3	-
OPEC	257.1	208.7	44.5	17.8	0.5	0.5	1.0	2.0	303.1	-	229.0	-	229.0	-